

Variantes de réduction des cotisations sociales et de modalités de financement alternatif

D. Bassilière, F. Bossier, I. Bracke,
I. Lebrun, L. Masure, P. Stockman

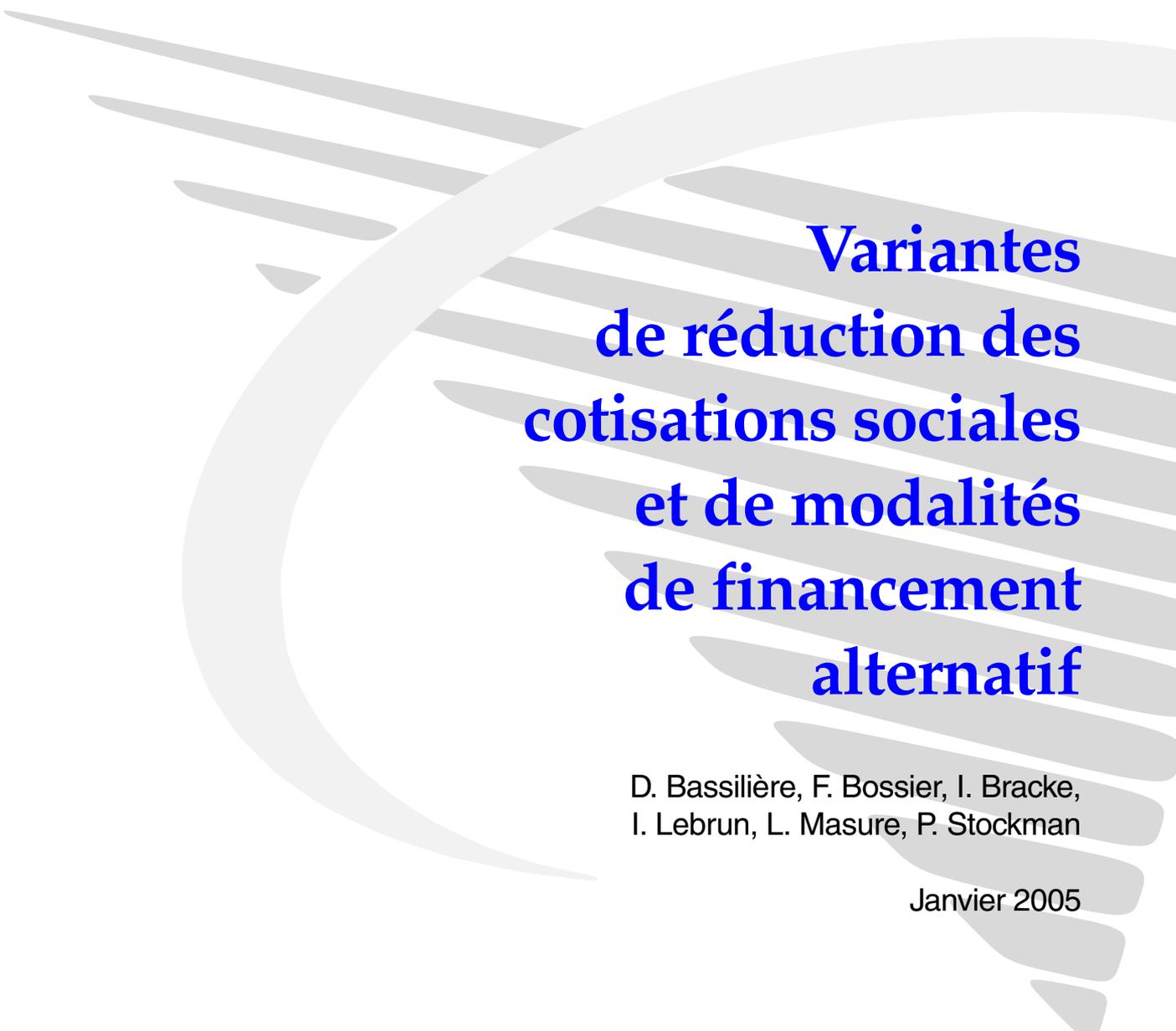
Janvier 2005



**Bureau
fédéral du Plan**

Analyses et prévisions économiques

Avenue des Arts 47-49
B-1000 Bruxelles
Tél.: (02)507.73.11
Fax: (02)507.73.73
E-mail: contact@plan.be
URL: <http://www.plan.be>



**Variante
de réduction des
cotisations sociales
et de modalités
de financement
alternatif**

D. Bassilière, F. Bossier, I. Bracke,
I. Lebrun, L. Masure, P. Stockman

Janvier 2005



Le Bureau fédéral du Plan

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) est un organisme d'intérêt public.

Le BFP réalise des études sur les questions de politique économique, socio-économique et environnementale.

A cette fin, le BFP rassemble et analyse des données, explore les évolutions plausibles, identifie des alternatives, évalue les conséquences des politiques et formule des propositions.

Son expertise scientifique est mise à la disposition du gouvernement, du parlement, des interlocuteurs sociaux, ainsi que des institutions nationales et internationales.

Le BFP assure à ses travaux une large diffusion. Les résultats de ses recherches sont portés à la connaissance de la collectivité et contribuent au débat démocratique.

Internet

URL: <http://www.plan.be>

E-mail: contact@plan.be

Publications

Publications récurrentes:

Les perspectives économiques

Le budget économique

Le "Short Term Update"

Planning Papers (les derniers numéros)

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau fédéral du Plan.

95 *Perspectives énergétiques pour la Belgique à l'horizon 2030*
D. Gusbin, B. Hoornaert - Janvier 2004

96 *Coût budgétaire d'un chômeur de 1987 à 2002 - Une actualisation du Planning Paper 79 de septembre 1997*
V. Bresseleers, N. Fasquelle, K. Hendrickx, L. Masure, M. Saintrain, B. Scholtus, P. Stockman - Septembre 2004

Working Papers (les derniers numéros)

20-04 *Quotients de mortalité prospectifs*
M. Lambrecht, J.-M. Paul - Novembre 2004

21-04 *Analyse du secteur Horeca*
V. Deguel, C. Hambÿe, B. Hertveldt, J. Wera - Décembre 2004

22-04 *Développement durable: modes de production et capital humain*
S. Varlez, N. Zuinen - Décembre 2004

Reproduction autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source.

Imprimé par les soins du Service public fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.

Editeur responsable:

Henri Bogaert

Dépôt légal: D/2005/7433/2



Table des matières

I	Introduction et remarques préliminaires	1
II	Modalités des variantes	5
	A. Réduction des cotisations sociales	5
	B. Modalités de financement	6
	1. Variantes de financement portant sur la taxation indirecte	6
	2. Variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées	7
III	Principaux résultats	11
	A. Résultats dans un scénario de salaires bruts réels inchangés	11
	1. Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)	11
	2. Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes	15
	3. Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées	17
	B. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires	21
	1. Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)	22
	2. Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes	25
	3. Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées	28
	C. Résultats dans un scénario avec salaires labmod	31
	1. Effet des impôts et taxes sur la formation des salaires	31
	2. Conséquences concrètes pour les salaires bruts réels	33
	3. Effets macroéconomiques et sur les finances publiques	35

IV	Résultats détaillés	39
A.	Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)	39
1.	Réduction générale des cotisations sociales patronales	39
2.	Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires	47
3.	Réduction des cotisations sociales personnelles (salariés)	53
B.	Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes	60
1.	Hausse de la TVA	60
2.	Hausse des accises sur le tabac et les carburants	65
3.	Hausse de la cotisation énergie	70
C.	Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées	75
1.	Hausse de l'Impôt des Personnes Physiques (IPP)	75
2.	Hausse de l'Impôt des Sociétés (I.Soc)	82
3.	Introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA)	88
4.	Introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée (CSG)	95



Introduction et remarques préliminaires

Redéploiement de la pression fiscale...

La présente étude s'inscrit dans le cadre des réflexions récurrentes sur les effets économiques d'opérations de redéploiement de la pression fiscale et parafiscale visant à promouvoir l'emploi. Plus précisément, elle porte sur les effets macroéconomiques et budgétaires, de court et de moyen terme, de différentes formules de réduction des cotisations sociales (employeurs ou personnelles) d'une part, d'augmentation d'autres types de prélèvements d'autre part.

... équivalent à 0,5 % de PIB

Toutes les variantes sont calibrées de manière à introduire, *ex ante*, une hausse ou une baisse de recettes qui soit identique tout au long de la période de simulation. Concrètement, les chocs injectés dans le modèle représentent un pourcentage déterminé du PIB de la simulation de base (à savoir 0,5 % de PIB) pendant toute la période. A ce stade, les effets des opérations de réductions de cotisations et d'augmentation des prélèvements sont étudiés indépendamment, sans réaliser de scénarios combinés. Le lecteur peut cependant anticiper approximativement le résultat de telles combinaisons, vu la très large linéarité des réactions du modèle utilisé.

Variantes simulées avec HERMES

Les différentes variantes ont été réalisées à l'aide du modèle macro-sectoriel économétrique de moyen terme HERMES¹. La projection de référence est celle d'avril 2004. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de diverses mesures, les résultats sont donc présentés et commentés en différence par rapport à une projection de référence.

Utilisation du modèle économétrique HERMES

Recours à un modèle actualisé

Un modèle économétrique constitue une représentation stylisée du système économique réel basée sur la théorie économique et présentant une quantification du degré d'influence que chaque agrégat économique exerce sur les autres. Cette quantification est obtenue en recourant aux méthodes de l'inférence statistique, appliquée aux séries statistiques de la période d'observation. Le modèle économétrique ainsi construit doit être considéré comme un modèle de court-moyen terme. Il fournit un cadre d'analyse cohérent, compatible avec les comportements mis en évidence sur le passé récent, à condition d'être régulièrement actualisé et réestimé. C'est le cas du modèle HERMES qui est utilisé pour cette étude. Par rapport à l'étude comparative consacrée au même thème (cf. Bossier et al., 1995²), le modèle HERMES a subi quelques modifications. L'une d'entre elles concerne la de-

1. Pour une présentation du modèle HERMES, voir Bossier, F., Bracke, I., Stockman, P., Vanhorebeek, F. (2000), *A description of the HERMES II model for Belgium*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 5-00 et Bossier, F., Bracke, I., Gilis, S., Vanhorebeek, F. (2004), *Une nouvelle version du modèle HERMES*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 5-04.
2. Bossier, F., Brechet, T., Englert, M., Masure, L., Saintrain, M., Streel, C., Vanhorebeek, F. (1995), *Variantes de réduction des cotisations sociales employeurs et de modalités de financement alternatives*, Bureau fédéral du Plan, Planning Paper 75.

mande de travail à bas salaires, qui est à présent modélisée via un module de segmentation du travail (pour les fondements théoriques, voir P. Stockman, 2001 et 2002)¹.

Chocs injectés limités

Par ailleurs, l'analyse du modèle économétrique est d'autant plus pertinente que les chocs injectés sont d'une ampleur raisonnable, d'un ordre de grandeur comparable à celui d'opérations similaires menées dans le passé. En effet, comme les coefficients (souvent des élasticités) du modèle sont estimés sur base d'observations passées, la marge d'erreurs sera d'autant plus faible que le choc introduit sera proche de la moyenne des chocs expérimentés sur l'échantillon d'estimation. Cette préoccupation justifie le choix de chocs d'une ampleur limitée, fixée ici à un demi pour-cent du PIB.

Demande de facteurs, prix relatifs, demande agrégée

Le modèle HERMES est particulièrement bien adapté à l'examen des interactions entre les variables macroéconomiques et les prélèvements obligatoires. Ceux-ci, comme d'ailleurs l'ensemble des finances publiques, sont modélisés de façon détaillée. Les effets spécifiques de mesures portant sur différents types de prélèvement peuvent ainsi être pris en compte. D'une part, lorsque celles-ci affectent les prix relatifs des facteurs de production - à savoir le travail (lui-même désagrégé en trois catégories), le capital, l'énergie et la consommation intermédiaire hors énergie - le modèle simule pour chaque branche d'activité la modification progressive des choix technologiques, en tenant compte des délais d'ajustement et donc des coûts de transition; il évaluera également l'impact de la variation des coûts totaux de production sur les prix, sur la compétitivité et la rentabilité. D'autre part, le modèle génère les effets de demande qui découlent des modifications du revenu disponible et des prix relatifs, en tenant compte de la dynamique d'adaptation des comportements.

Finances publiques dans leur ensemble

Bien que le modèle HERMES distingue les différents niveaux de pouvoir, seul l'impact sur les administrations publiques considérées dans leur ensemble est présenté. La question des mesures d'accompagnement éventuelles portant sur l'adaptation des transferts du pouvoir fédéral à la sécurité sociale ou sur l'affectation à la sécurité sociale du produit de certains impôts n'est donc pas abordée ici.

Formation des salaires

Trois scénarios salariaux

Trois scénarios peuvent être retenus en matière de formation des salaires, permettant théoriquement de simuler les effets de chacune des mesures testées dans trois versions. Cependant, seuls deux de ces trois scénarios seront effectivement simulés pour toutes les mesures.

1. Pas d'effet sur le taux de salaire brut réel...

Le premier scénario suppose que les mesures testées sont sans effet sur la négociation salariale. Le taux de salaire brut hors index est alors, dans les différentes variantes, identique à celui de la projection de référence, dans laquelle le salaire est déterminé sur base de la norme salariale² fixée tous les deux ans en applica-

-
1. Stockman, P. (2001), *General and selective wage cost reduction policies in a model with heterogeneous labour*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 08-01; Stockman, P. (2002), *General and selective reductions in employer social-security contributions in the 2002 vintage of HERMES: a revision of Working Paper 08-01*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 06-02.
 2. Cf. *Perspectives économiques 2004-2009*, Bureau fédéral du Plan, avril 2004.

tion de la loi de 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde de la compétitivité. Dans la projection de référence, le coût salarial dans l'économie belge évolue en projection à peu près parallèlement au coût salarial moyen des trois économies voisines (Allemagne, France, Pays-Bas).

...cotisations sociales employeurs vs autres mesures

Dans ce scénario, les variantes de réductions de cotisations sociales patronales supposent dès lors une pleine répercussion de la mesure sur le coût salarial, alors que les variantes portant sur les prélèvements affectant directement les revenus des ménages (cotisations sociales personnelles, IPP) laissent ce coût salarial pratiquement inchangé. L'objectif des opérations de réduction de cotisations sociales patronales, à savoir la création d'emplois (et non la hausse de revenu disponible), est alors respecté. Ce scénario est à l'opposé de celui où toute baisse des cotisations sociales patronales serait entièrement affectée au relèvement du taux de salaire brut hors index. Dans un tel scénario, toutes les mesures testées se répercuteraient presque exclusivement sur les salaires et le revenu disponible des ménages.

2. Formation libre des salaires bruts dans HERMES via notamment un effet de Phillips

Le second scénario s'inscrit dans une logique de libre négociation salariale. Il suppose que, conformément à une tendance de long terme identifiée par les estimations économétriques, le salaire brut hors index dépend de l'évolution des productivités et d'un effet de Phillips via le taux de chômage¹. Dans ce scénario, les effets macroéconomiques des mesures se répercutent sur le cheminement des salaires, avec une importante rétroaction sur les agrégats macroéconomiques. Il est important de noter que le coin salarial n'a pas d'impact direct sur la formation des salaires bruts et que, par conséquent, le coût salarial est influencé directement par les cotisations sociales des employeurs, mais pas directement par les cotisations sociales personnelles ou par l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

... cotisations sociales employeurs vs autres mesures

En cas de réduction des cotisations sociales employeurs, la diminution des charges salariales - et, partant, la création d'emploi - est partiellement neutralisée par une hausse du taux de salaire brut suscitée par la baisse du taux de chômage. L'impact des autres mesures sur le coût salarial dépend entièrement de leur rétroaction macroéconomique.

3. Libre formation du coût salarial selon LABMOD via notamment le coin salarial...

Enfin, il convient de mentionner la troisième option de modélisation qui vise à tenir compte d'une possible répercussion directe des taux de prélèvement obligatoire sur la négociation salariale. Elle consiste à combiner le modèle HERMES avec le modèle LABMOD, en greffant sur le premier les résultats du second en matière de formation des salaires.

...Comportement à court et à long terme...

Pour rappel, le modèle macro-économique LABMOD² a été développé spécifiquement pour l'analyse des politiques d'emploi. Ce modèle, construit pour le secteur marchand, suppose que le travail est homogène (autrement dit, il ne fait pas la distinction entre différents types de travail, p. ex. entre le travail très qualifié et peu qualifié, ou entre les catégories de travail distinguées par le modèle HERMES); il détermine le processus de production, la formation des salaires et des prix, l'uti-

1. Aussi bien dans la projection de référence - qui diffère donc de celle utilisée dans le premier scénario - que dans les variantes.
2. Hendrickx, K., Joyeux, C., Masure, L., Stockman, P. (2003), *Een nieuw macro-econometrisch arbeidsmarktmodel: schatting, basissimulatie en arbeidsmarktbeleidsimulaties / Un nouveau modèle macro-économétrique du marché du travail: estimation, simulation de base et simulations de politiques d'emploi*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 13-03.

lisation du travail et du capital, un processus d'appariement allant de pair avec un coût de travail supplémentaire, ainsi que la vitesse à laquelle l'économie retrouve un équilibre à long terme après un choc lié à une politique ou au contexte externe. A long terme, la production dépend de la disponibilité du capital et du travail eu égard aux prix relatifs. A court terme, l'activité économique est plutôt déterminée par la demande *via* le revenu disponible des ménages, les investissements des entreprises, la demande mondiale et la compétitivité-prix vis à vis des producteurs étrangers. Dans la version du modèle LABMOD utilisée pour cette étude (à savoir, la version "right to manage"), le coût salarial réel dépend de la productivité, du coin fiscal, du taux de remplacement entre les allocations de chômage et le salaire net, et du taux de chômage.

... Limitations

Etant donné que dans le modèle, le facteur travail est considéré comme homogène et que certaines taxes (taxes indirectes, impôt des sociétés, cotisation sociale généralisée) n'y ont pas été incluses, LABMOD ne peut être utilisé pour simuler certaines des mesures proposées ici. Dans les autres cas (cotisations sociales employeurs et personnelles, impôt des personnes physiques, cotisation sur la valeur ajoutée), il constitue une référence intéressante pour tester la robustesse des résultats obtenus dans le cadre de la seconde configuration salariale (les salaires libres).

Offre de travail inchangée

Mentionnons également que, quelle que soit la configuration salariale considérée, l'hypothèse d'une offre de travail inélastique (ne dépendant donc pas de l'évolution des salaires ou de l'activité) a été posée.

La suite du texte est organisée comme suit. Le deuxième chapitre présente les modalités des différentes variantes de réduction des cotisations sociales et de financement alternatif. Le troisième en synthétise les principaux résultats. Enfin, le quatrième chapitre analyse plus en détail chacune des modalités simulées.



Modalités des variantes

A. Réduction des cotisations sociales

Trois modalités de réduction des cotisations sociales ont été simulées, portant toutes sur un montant *ex ante* équivalent à 0,5 % du PIB.

Les baisses de recettes de cotisations sociales sont calibrées de manière à atteindre 1,46 milliards d'euros *ex ante* la première année d'introduction de la mesure. Cette modification exogène est maintenue constante, *en pour-cent du PIB*, les années suivantes. Elle atteint donc respectivement: 1,52 milliards en t+1, 1,58 milliards en t+2, 1,64 milliards en t+3, 1,70 milliards en t+4, 1,77 milliards en t+5, 1,84 milliards en t+6 et 1,91 milliards en t+7, dernière année pour laquelle les calculs sont effectués.

Etant donné l'évolution des masses salariales dans la simulation de base, ces montants de réduction reviennent à baisser très légèrement et de manière régulière le pourcentage de réduction des cotisations patronales entre t et t+7 (ainsi, en ce qui concerne la réduction générale de cotisations employeurs, on passe d'une baisse de 5 % en t à 4,8 % en t+7).

a. Réduction générale des cotisations sociales patronales

Les différents secteurs bénéficient d'une réduction identique de cotisations patronales, exprimée en pour-cent. En l'occurrence, cette réduction atteint environ 5 % des taux de cotisation (ce qui revient, selon les secteurs, à baisser les taux de 1,3 à 1,8 points); le coût salarial des entreprises est réduit en moyenne de 1,26 %.

La baisse des cotisations sociales employeurs abaisse le coût du facteur de production travail, ce qui le rend relativement plus attractif par rapport aux autres facteurs de production (capital, énergie et autres inputs intermédiaires) et déclenche des effets de substitution en sa faveur.

b. Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires

Cette variante revient à diminuer les cotisations sur les bas salaires de près de 50 % (ou, selon les secteurs, de 11 à 14 points de pourcentage).

Suite à une baisse ciblée sur les bas salaires des cotisations sociales patronales, des effets de substitution en faveur du facteur travail sont à l'oeuvre ainsi qu'au sein du facteur travail, en faveur du travail faiblement rémunéré.

c. Réduction des cotisations sociales personnelles (salariés)

La réduction de cotisations personnelles atteint 15 % environ (ce qui correspond à une baisse de 1,6 point de pourcentage).

Cette troisième modalité tranche sur les deux précédentes, puisqu'elle ne permet pas de réduire directement le coût salarial (mais réduit l'écart entre le salaire brut et le salaire net). La répercussion de cette mesure sur le circuit économique transite par une augmentation de la demande intérieure et par ses effets éventuels sur la formation des salaires.

B. Modalités de financement

Deux groupes de modalités de financement sont considérés:

- les variantes de financement portant sur la taxation indirecte;
- les variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées.

1. Variantes de financement portant sur la taxation indirecte

Ce premier groupe de modalités de financement se compose de trois variantes:

- hausse de la TVA;
- hausse des accises sur les carburants et le tabac;
- hausse de la cotisation énergie.

a. Hausse de la Taxe sur la Valeur Ajoutée

L'ensemble des taux de TVA est relevé de 1,4 point. Cette majoration relève, *ex ante*, le rendement de la TVA de l'équivalent de 0,5 % du PIB, entre t et t+7. Une hausse des taux de TVA a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. Dans un premier temps, *via* l'indexation des salaires aux prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'accroissent. La compétitivité sur les marchés extérieurs se détériore. Toutefois, en raison de la baisse simultanée des importations (la demande finale est réduite) et du fait d'une certaine augmentation des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

b. Hausse des accises sur les carburants et le tabac

Cette modalité de financement a trait à une hausse de recettes d'accises sur les carburants et le tabac, de telle sorte que, TVA comprise, cette hausse représente l'équivalent de 0,5 % du PIB. Les accises sur les carburants doivent être majorées, à cet effet, de 7,2 eurocents en t (accise par litre de carburant), montant qui est accru régulièrement pour atteindre 8,6 eurocents en t+7. Cette majoration permet d'augmenter les recettes d'accises sur les carburants de près de 700 millions en t, *ex ante* (soit un accroissement de 15,5 %). Quant au tabac, les accises pesant sur celui-ci sont majorées de plus de 30 % (soit 581 millions de recettes en plus en t, *ex ante*).

Les principaux mécanismes par lesquels cette variante produit ses effets sont en partie similaires à ceux qui joueraient lors d'une augmentation de la TVA. Toutefois, l'indice santé n'étant cette fois pas directement affecté, les coûts salariaux ne suivent pas fidèlement l'inflation et la compétitivité des entreprises est peu modifiée. Les effets négatifs de cette variante sur l'activité et l'emploi sont dès lors moindres. En outre, on observe certaines substitutions entre facteurs de production, au détriment de l'énergie. Enfin, ces hausses ciblées d'accises induisent des substitutions non négligeables au sein de la consommation privée et n'ont donc que peu d'effets sur la consommation totale.

c. Hausse de la cotisation énergie

Cette modalité a également trait à une hausse ciblée de la taxation indirecte. Dans ce cas, on retient une modalité revenant à accroître la cotisation énergie. Cette taxe, qui concerne principalement les ménages, est levée sur les produits suivants: carburants, gazoil de chauffage (et pétrole lampant utilisé pour le chauffage), gaz naturel (petits consommateurs), GPL et électricité basse tension. Le rendement de la cotisation énergie a atteint 264 millions d'euros en 2003 et devrait dépasser les 350 millions en 2004. Assurer le financement d'une mesure de réduction des cotisations sociales de l'équivalent de 0,5 % du PIB (soit 1,5 milliard environ d'euros la première année) exigerait donc que les taux de cette taxe soient un peu plus que quadruplés.

Comme précédemment, l'indice santé n'est pas directement affecté. Dès lors, les coûts salariaux ne suivent pas fidèlement l'inflation et la compétitivité des entreprises est peu modifiée. Les effets négatifs de cette variante sur l'activité et l'emploi sont donc limités et son rendement pour les finances publiques s'avère intéressant. De plus (tout comme d'ailleurs la variante impliquant une hausse des accises sur les carburants), cette mesure permet de freiner les consommations d'énergie et induit des substitutions au sein du bloc énergie.

2. Variantes de financement relatives à des taxes directes et assimilées

Le second groupe de modalités de financement se compose de quatre variantes:

- hausse de l'Impôt des Personnes Physiques;
- hausse de l'Impôt des Sociétés;
- introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée;
- introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée.

a. Hausse de l'Impôt des Personnes Physiques

Le taux implicite de l'IPP est augmenté de sorte que la hausse atteigne l'équivalent de 0,5 % du PIB. Les élasticités des recettes à l'assiette restent inchangées.

La hausse des impôts directs des personnes physiques réduit le revenu disponible des ménages et donc, la consommation privée et la demande adressée aux entreprises. Il s'ensuit une baisse de l'activité et de l'emploi et par conséquent une contraction des assiettes fiscales et parafiscales. Bien que cette hausse d'impôts ne se traduise pas directement par une modification du coût salarial, il faut tenir compte, tout comme dans le cas de la baisse des cotisations sociales personnelles, des répercussions éventuelles sur le coût salarial.

b. Accroissement de l'Impôt des Sociétés

L'impôt des sociétés est augmenté, *ex ante*, d'environ 15,5 % la première année, ce qui correspond à une augmentation de 3,6 points du taux implicite d'I.Soc. On notera que cette variante est simulée à l'aide d'une version du modèle légèrement adaptée. Il est en effet possible qu'une hausse importante du taux de prélèvement sur les bénéficiaires des sociétés ait des effets plus importants sur les prix de production sectoriels que ne le suggère le modèle initial, les entreprises pouvant en effet décider de répercuter l'impact de la baisse de leur profit après impôts sur leur taux de marge. Pour prendre en compte ce type de comportement dans le modèle, on a réestimé économétriquement les équations de prix de production en y incorporant une variable explicative supplémentaire: le taux effectif d'impôt des sociétés rapporté à l'excédent net d'exploitation.

Cette mesure a pour effet de freiner la croissance du PIB et les créations d'emploi et a également, *via* la hausse de prix que la modalité engendre, un effet négatif sur la compétitivité de l'économie.

c. Introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA)

Cette modalité de financement consiste à introduire une nouvelle cotisation (la CVA) qui serait calculée sur base de la valeur ajoutée de chaque branche, en fonction d'un taux unique venant multiplier l'assiette (la valeur ajoutée). Ce taux est calculé de sorte que, *ex ante*, le rendement de la nouvelle cotisation atteigne l'équivalent de 0,5 % du PIB. Dans le cadre de cet exercice, ce taux atteint environ 0,83 % tout au long de la période de simulation.

La CVA étant assise sur la valeur ajoutée, nous avons introduit cette nouvelle cotisation dans le modèle en modifiant directement les équations calculant les prix de revient unitaires sectoriels (dans ces fonctions, les coûts unitaires de chacun des facteurs primaires sont multipliés par le taux de CVA); de la sorte, la CVA peut se répercuter sur les prix de production sectoriels en tenant compte (tout comme pour les autres coûts factoriels) des caractéristiques de formation des prix propres à chaque branche.

L'introduction d'une CVA a pour effet de réduire l'activité et l'emploi, ces effets dépressifs découlant de la hausse des prix et de l'érosion de la compétitivité du secteur privé.

d. Introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée (CSG)

Cette modalité de financement, tout comme la précédente, introduit une nouvelle cotisation basée sur une assiette très large (salaires, revenu des indépendants, des sociétés, revenus de remplacement et allocations familiales, revenus mobiliers des ménages, loyers, divers autres revenus des ménages)¹. Le taux unique de la CSG est fixé à 1,17 % de manière à produire un rapport *ex ante* équivalent à 0,5 % du PIB.

L'introduction de cette CSG a pour effet de réduire la demande intérieure (baisse non négligeable de la consommation des ménages, mais aussi baisse des investissements des entreprises). Il en découle des pertes d'emploi. Cette modalité permet, par contre, d'améliorer le solde extérieur.

1. Pour plus de détails sur la définition de l'assiette de la Cotisation Sociale Généralisée prise en compte, le lecteur intéressé peut consulter la publication suivante: Bossier, F., Englert, M., Vanhorebeek, F. (1999), *Effets macroéconomiques et budgétaires de l'instauration d'une cotisation sociale généralisée*, Bureau fédéral du Plan, Working Paper 6-99.



Principaux résultats

A. Résultats dans un scénario de salaires bruts réels inchangés

Pour faciliter l'analyse des résultats, les variantes ont été classées en trois groupes. Le premier groupe comprend les mesures de réduction des cotisations sociales sous différentes modalités. Les variantes de financement de ces réductions de cotisations sociales sont reprises dans les deux autres groupes, l'un étant relatif aux variantes de financement par les taxes indirectes et l'autre étant relatif aux variantes de financement par les taxes directes et assimilées.

L'analyse synthétique est axée tout d'abord sur les principaux résultats macroéconomiques; nous analysons ensuite les impacts sur les finances publiques.

1. Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)

Trois variantes de réduction des cotisations sociales sont testées ici: une réduction généralisée des cotisations sociales employeurs, une réduction ciblée sur les bas salaires et une réduction des cotisations personnelles.

Les conséquences des variantes sur les principaux indicateurs macroéconomiques sont reprises dans le tableau 1.

Activité et emploi

La mesure de réduction généralisée des cotisations sociales employeurs se traduit par la création de 7 700 emplois en t et de 24 300 emplois après 7 ans. Ces créations d'emploi s'expliquent, d'une part, par la réduction du coût salarial initiée par les réductions de cotisations sociales et, d'autre part, par le soutien à l'activité économique engendré par la mesure. Cet effet de relance est lui-même lié à la hausse des composantes de la demande intérieure (en raison de l'accroissement du revenu disponible des ménages et de l'amélioration de la rentabilité des entreprises), mais trouve également son origine dans la hausse des exportations (effet de compétitivité).

Dans le cas où la mesure de baisse des CSE est ciblée sur les bas salaires, les gains en emplois sont particulièrement importants, dépassant les 60 000 unités à moyen terme. Cette mesure semble donc être plus efficace pour l'emploi qu'une mesure généralisée (avec une élasticité *ex post* de l'emploi marchand au coût salarial de 0,45 en t+7 contre 0,43 dans le cas de la mesure généralisée); de plus, le coût budgétaire par emploi créé atteint ici 24 200 euros contre 50 400 euros en l'absence de ciblage.

Ces mesures se traduisent par une baisse du solde extérieur. Deux facteurs, permettant d'expliquer ce résultat, jouent ici. D'une part, on observe un effet-volume: les exportations nettes sont accrues. D'autre part, on note également un effet-prix (pertes de termes de l'échange), généralement plus important que l'effet-volume. Au total, le solde extérieur recule, en t+7, de l'équivalent de 0,07 % du PIB au minimum et de 0,23 % du PIB au maximum.

Enfin, la mesure de réduction des cotisations sociales personnelles se traduit par une création d'emploi nettement moindre que dans le cas d'une mesure de réduction des cotisations sociales employeurs. Les créations d'emploi n'atteignent pas 3 000 unités en t et culminent à moins de 5 000 en fin de période. Cette moindre performance s'explique par le fait que la baisse des cotisations personnelles n'a plus d'impact direct sur le coût salarial. Il s'ensuit que les créations d'emploi ne trouvent leur origine que *via* la relance de l'activité économique qu'induit la mesure. De plus, la relance de l'activité est modeste, puisque celle-ci ne s'explique que par la hausse du revenu disponible. Il n'est donc pas étonnant que, dans une telle configuration, le coût budgétaire par emploi créé soit relativement plus élevé que dans les autres variantes: il s'élève à moyen terme à 275 000 euros.

Prix

Hormis pour la variante de baisse des cotisations personnelles, les mesures considérées ont toutes pour effet de modérer l'évolution du niveau général des prix. La réduction des cotisations sociales employeurs initie une baisse des coûts de production des entreprises. Cette baisse autorise non seulement un accroissement de l'emploi, mais également une amélioration des marges bénéficiaires pour les entreprises. On notera que la baisse des coûts est d'autant plus forte que le choix s'est porté sur la mesure avec ciblage sur bas salaires. Un tel ciblage induit en effet une substitution non négligeable en faveur de ce type d'emploi et est donc à l'origine d'une réduction du salaire horaire réel. Cette modalité permet donc d'accentuer l'amélioration des marges déjà constatée avec la mesure générale.

TABLEAU 1 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires bruts inchangés: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	0,12	0,24	0,13	0,37	0,11	0,15
Consommation privée	0,13	0,24	0,13	0,15	0,39	0,62
Consommation publique	0,06	0,08	0,08	0,14	-0,00	0,01
Investissements	0,08	0,42	0,08	0,29	0,09	0,31
Demande intérieure	0,10	0,25	0,11	0,18	0,24	0,42
Exportations	0,03	0,12	0,04	0,25	-0,00	-0,01
Importations	0,01	0,12	0,01	0,06	0,14	0,24
Prix de la consommation privée	-0,16	-0,39	-0,24	-1,06	0,02	0,10
Déflateur du PIB	-0,29	-0,55	-0,36	-1,32	0,01	0,11
Emploi total						
. en milliers	7,68	24,31	11,14	60,59	2,78	4,52
. en %	0,18	0,55	0,27	1,38	0,07	0,10
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,10	-0,42	-0,19	-1,28	0,05	0,03
Revenu disponible réel des ménages	0,14	0,28	0,11	0,11	0,55	0,64
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,07	-0,12	-0,07	-0,07	-0,12	-0,23
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques						
. en milliards d'euros	-0,99	-1,23	-1,07	-1,47	-0,79	-1,24
. en % du PIB	-0,34	-0,32	-0,37	-0,39	-0,27	-0,32

TABLEAU 2 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires bruts inchangés: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	0,18	0,55	0,27	1,38	0,07	0,10
Emploi salarié marchand (en %)	0,24	0,75	0,33	1,77	0,08	0,14
Coût salarial réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,23	-1,21	-1,56	-2,82	-0,01	-0,00
Coût salarial nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,39	-1,59	-1,79	-3,85	0,01	0,10
Elasticité <i>ex post</i> de l'emploi marchand au coût salarial nominal	-0,17	-0,43	-0,18	-0,45	-	-
Coût budgétaire par emploi créé (en milliers d'euros)	129,5	50,4	96,4	24,2	284,3	275,0

Finances publiques

Les impacts *ex post* des mesures considérées sur les finances publiques vont dépendre du nombre d'emplois créés (recettes de cotisations sociales et d'impôts directs, réduction des prestations de chômage), du surcroît d'activité (recettes de taxation indirecte et impôt des sociétés), ainsi que de l'évolution des prix (dépenses indexées).

De manière générale, les impacts positifs sur l'activité et l'emploi permettent de compenser, au moins partiellement, le déficit public *ex ante* impliqué par les différentes mesures. Celles-ci s'"autofinancent" donc en partie.

Le taux d'autofinancement atteint 36 % pour la réduction de cotisations employeurs non ciblée (le déficit public augmente à moyen terme de 1,2 milliards, pour une perte initiale de recette de 1,9 milliards) et ne vaut que 23 % dans le cas du ciblage sur bas salaires.

On notera par ailleurs que la mesure de baisse des cotisations personnelles atteint un taux d'autofinancement de 36 %, soit un taux identique à celui de la mesure de réduction générale des cotisations sociales employeurs. Soulignons que ce résultat est obtenu en ayant, cette fois, une hausse de dépenses (compensée par une réduction de recettes nettement moins forte que dans le cas des mesures de réduction des cotisations sociales employeurs).

TABLEAU 3 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires bruts inchangés: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	-1298	-1721	-1534	-3504	-767	-688
Fiscales	148	82	59	-831	656	1086
a. Impôts directs	181	169	105	-478	571	883
Ménages	-36	45	-160	-686	541	829
Sociétés	218	126	266	211	30	53
Autres	-1	-1	-1	-4	0	1
b. Impôts indirects	-30	-81	-43	-334	83	198
c. Impôts en capital	-3	-6	-3	-19	2	5
Cotisations de Sécurité Sociale	-1427	-1745	-1564	-2512	-1427	-1793
Autres recettes	-20	-58	-29	-161	4	19
2. Dépenses	-304	-495	-461	-2039	24	554
a. Consommation publique	-112	-364	-171	-986	11	89
b. Subventions aux entreprises	-6	-18	-9	-50	1	5
c. Transferts de sécurité sociale	-124	-394	-192	-1088	-10	39
d. Autres transferts courants	-11	-29	-16	-80	2	9
e. Dépenses en capital	-21	-54	-20	-111	2	9
f. Charges d'intérêts	-30	364	-53	276	18	403
3. C.N.F (+) ou B.N.F (-)	-994	-1226	-1073	-1465	-791	-1242
en % du PIB	-0,34	-0,32	-0,37	-0,39	-0,27	-0,32
4. Solde primaire	-1024	-862	-1127	-1189	-772	-839

2. Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes

Activité et emploi

Une hausse de la TVA produit un effet direct sur le niveau des prix et enclenche une spirale de hausse des prix et des salaires qui s'auto-alimente via la hausse des coûts salariaux unitaires. Pour les entreprises, ces hausses des coûts se traduisent par une érosion de la compétitivité sur les marchés étrangers et, partant, des exportations. La perte de pouvoir d'achat des ménages, consécutive à la hausse des prix et aux pertes d'emplois, entraîne une diminution de la consommation privée. Le tassement de la demande intérieure induit en outre une diminution des importations. Au total, le PIB serait réduit de 0,21 % en t+7 et l'emploi baisserait de 25 000 unités.

Vu la composition de l'indice-santé (qui exclut de son calcul les carburants, le tabac, l'alcool, ainsi que l'impact de la cotisation énergie), les augmentations d'accises sur les carburants et le tabac et la hausse de la cotisation énergie n'ont pas d'impact direct sur les salaires. Les effets négatifs de ces hausses de prix sont donc moindres que dans le cas de la majoration de la TVA. Les pertes d'emploi se limiteraient à 8 500 unités en t+7 en ce qui concerne le relèvement des accises et à 7 300 unités dans la cas de l'augmentation de la cotisation énergie. Quant au PIB, celui-ci reculerait de 0,16 % à moyen terme, en cas de hausse des accises, et de 0,08 % en cas de hausse de la cotisation énergie. Ces mesures induisent par ailleurs des effets de substitution au sein de la consommation privée. Elles freinent, notamment, la consommation d'énergie (dont le coût est augmenté), ce qui a un effet favorable sur les émissions de gaz à effet de serre.

Dans tous les cas de figure considérés, le solde extérieur courant, exprimé en pourcentage du PIB, s'améliore de quelque 0,3 % à moyen terme, grâce à la réduction des importations (*via* la contraction de la demande intérieure) et à une légère amélioration des termes de l'échange.

Finances publiques

Les effets sur les finances publiques sont fortement liés aux mouvements de prix.

Dans tous les cas, on observe un accroissement, attendu, des recettes fiscales indirectes par rapport à la simulation de base. Par contre, les effets sont plus nuancés sur les taxes directes et les cotisations sociales. Ces recettes peuvent être influencées négativement, via le recul de l'activité et de l'emploi, mais elles peuvent également bénéficier de la hausse éventuelle de la masse salariale (*via* l'indexation). Dans la variante de hausse de la TVA, l'impact de l'indexation des salaires dépasse en intensité les impacts négatifs liés au recul de l'emploi. Dans les variantes d'augmentation des accises ou de la cotisation énergie, c'est l'effet négatif des pertes d'emplois qui prédomine.

Pour les trois variantes, on observe une hausse des dépenses, découlant de l'accroissement des allocations de chômage et de l'indexation des dépenses publiques.

Au total, la capacité nette de financement des pouvoirs publics augmenterait à moyen terme dans une fourchette allant de 0,22 à 0,33 % du PIB, le résultat le plus favorable étant obtenu *via* une hausse de la cotisation énergie.

Le gain budgétaire par emploi détruit s'élève à 170 000 euros à moyen terme en cas de hausse de la cotisation énergie, contre seulement 38 000 euros en cas de hausse de la TVA.

TABLEAU 4 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires bruts inchangés: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	-0,13	-0,21	-0,17	-0,16	-0,14	-0,08
Consommation privée	-0,46	-0,48	-0,61	-0,63	-0,55	-0,58
Consommation publique	0,01	0,02	0,04	0,04	0,02	0,01
Investissements	-0,30	-1,06	-0,33	-0,53	-0,31	-0,50
Demande intérieure	-0,33	-0,51	-0,42	-0,46	-0,38	-0,43
Exportations	-0,02	-0,08	-0,04	-0,08	-0,03	-0,05
Importations	-0,24	-0,36	-0,32	-0,37	-0,31	-0,38
Prix de la consommation privée	0,69	1,19	0,77	0,86	0,65	0,65
Déflateur du PIB	0,65	1,10	0,53	0,61	0,42	0,40
Emploi total						
. en milliers	-10,45	-25,77	-6,53	-8,53	-6,22	-7,30
. en %	-0,25	-0,59	-0,16	-0,19	-0,15	-0,17
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,11	0,25	-0,18	-0,09	-0,17	-0,08
Revenu disponible réel des ménages	-0,42	-0,41	-0,65	-0,52	-0,60	-0,55
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,19	0,30	0,25	0,31	0,24	0,32
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques						
. en milliards d'euros	0,84	0,98	0,61	0,84	0,73	1,24
. en % du PIB	0,29	0,26	0,21	0,22	0,26	0,33

TABLEAU 5 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires bruts inchangés: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	-0,25	-0,59	-0,16	-0,19	-0,15	-0,17
Emploi salarié marchand (en %)	-0,32	-0,80	-0,21	-0,28	-0,20	-0,25
Coût salarial réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-0,13	0,02	-0,64	-0,62	-0,56	-0,56
Coût salarial nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	0,56	1,21	0,12	0,23	0,08	0,08
Gain budgétaire par emploi détruit (en milliers d'euros)	80,5	38,1	93,6	97,9	118,0	170,0

TABLEAU 6 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires bruts inchangés: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	1894	2911	1218	1386	1224	1385
Fiscales	1686	2490	1174	1326	1205	1416
a. Impôts directs	126	328	61	-36	-11	-178
Ménages	255	331	57	-120	31	-175
Sociétés	-131	-6	3	82	-42	-4
Autres	1	3	1	2	1	1
b. Impôts indirects	1553	2144	1107	1354	1212	1587
c. Impôts en capital	8	18	5	9	4	6
Cotisations de Sécurité Sociale	132	250	-0	-12	-18	-77
Autres recettes	76	171	45	71	36	47
2. Dépenses	1053	1930	608	551	490	145
a. Consommation publique	434	1038	155	291	119	161
b. Subventions aux entreprises	27	57	30	41	25	30
c. Transferts de sécurité sociale	374	869	127	220	102	126
d. Autres transferts courants	42	84	35	48	29	35
e. Dépenses en capital	30	84	29	53	23	36
f. Charges d'intérêts	147	-203	232	-102	194	-243
3. C.N.F. (+) ou B.N.F. (-)	841	981	611	835	734	1241
en % du PIB	0,29	0,26	0,21	0,22	0,26	0,33
4. Solde primaire	988	778	843	734	927	998

3. Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées

Le troisième groupe comprend quatre variantes:

- une hausse de l'Impôt des Personnes Physiques (IPP);
- une hausse de l'Impôt des Sociétés (I.Soc);
- l'introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA);
- l'introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée (CSG).

Comme précédemment, les différentes mesures sont calibrées de manière à produire un revenu *ex ante* de 0,5 % du PIB pour les finances publiques.

L'impact de ces dispositifs sur les indicateurs macroéconomiques de base est présenté dans le tableau 7 ci-dessous.

Activité et emploi

Les effets induits de ces politiques de hausse des recettes fiscales directes sont amorcés par la baisse de la demande intérieure qui découle de la baisse de revenu disponible des ménages et/ou des entreprises. Les effets dépressifs qui en résultent se traduisent par des destructions d'emplois qui s'élevèrent, après 7 années d'entrée en vigueur, à 7 300 unités en cas d'augmentation de l'IPP, à 6 300 unités en cas de majoration de l'I.Soc, à 5 700 unités en cas d'instauration d'une CVA et, enfin, à 5 900 unités suite à l'introduction d'une CSG.

Le ralentissement de l'activité qui touche l'économie est, à terme, peu différencié en fonction des mesures considérées. Ainsi, la perte de PIB enregistrée en t+7 s'élève à 0,24 % en cas de hausse de l'IPP, à 0,28 % suite à une hausse de l'I.Soc, à 0,21 % dans l'hypothèse d'instauration d'une CVA et, enfin, à 0,20 % en cas d'introduction d'une CSG. Les pertes d'emploi résultant de ce repli d'activité atteignent également le même ordre de grandeur (cf. ci-dessus). D'importantes différences apparaissent toutefois en fonction de la mesure implémentée en termes, notamment, de catégories d'agents touchés par ces mesures et d'effets sur les prix.

En cas de hausse de l'IPP, ce sont les ménages qui sont principalement pénalisés en subissant une baisse de leur revenu disponible et, partant, de leur consommation privée et de leurs investissements. Face à cette contraction des débouchés sur le marché intérieur, les entreprises réduisent leurs investissements.

Dans les cas d'accroissement du prélèvement pesant sur les revenus des sociétés (hausse de l'I.Soc et instauration d'une CVA), l'effet premier réside dans une hausse des coûts de production des entreprises et par là même, *ceteris paribus*, dans une baisse de leur profit après impôts. Pour atténuer cet effet, toutefois, les entreprises répercutent partiellement la hausse des coûts sur leurs prix de vente. Cette hausse de prix entraîne une diminution du pouvoir d'achat des ménages, également affecté par les pertes d'emplois. Mentionnons également un autre canal de transmission (certes beaucoup moins important) par lequel les ménages sont touchés: la baisse des bénéfices après impôts des sociétés diminue les revenus de dividendes distribués aux ménages actionnaires et donc le revenu disponible de ces derniers.

Comme la CSG a la particularité de s'asseoir sur une assiette fiscale très large englobant les revenus des ménages et ceux des entreprises, sa mise en place entraîne à la fois les effets observés en cas de renforcement de la fiscalité des ménages et ceux résultant d'une majoration de la fiscalité des entreprises. Au total, toutefois, ce sont les ménages qui sont le plus affectés par l'introduction de cette nouvelle taxe (en t+7, leur revenu disponible réel baisse de 0,80 % et leur consommation de 0,73 %).

Bien que concernant toutes deux en première ligne les seules entreprises, les mesures de hausse d'I.Soc d'une part et d'instauration d'une CVA de l'autre engendrent des effets bien distincts sur certains agrégats. En effet, la hausse de l'I.Soc entraîne une augmentation du coût du seul facteur de production capital, contrairement à la mise en place d'une CVA qui, par définition, accroît le coût des facteurs travail et capital. Il en résulte, notamment, une diminution des investissements des entreprises plus marquée en cas de hausse de l'I.Soc (-1,21 % en t+7) qu'en cas d'instauration d'une CVA (-0,41 % en t+7). Par ailleurs, comme la CVA augmente le coût du facteur travail, la baisse de revenu disponible réel des ménages qui découle de cette mesure est plus marquée (-0,27 % en t+7) qu'en cas de hausse de l'I.Soc (-0,03 % en t+7).

Enfin, ces mesures se traduisent par une hausse du solde extérieur, davantage marquée dans le cas des mesures qui affectent en première ligne les ménages (importante baisse des importations).

Prix

Suite à l'alourdissement de la fiscalité qui pèse sur les sociétés, la répercussion partielle de cette hausse des coûts sur les prix de vente entraîne une augmentation du niveau des prix de la consommation privée qui croît progressivement pour atteindre, en fin de période, 0,56 % en cas de hausse de l'I.Soc et 0,47 % en cas d'instauration d'une CVA.

Dans le cas de la hausse d'IPP, en raison de la diminution de la demande de consommation privée des ménages, le niveau des prix de la consommation privée enregistre une baisse initialement faible mais en croissance constante (-0,16 % en fin de période). Il en va de même en cas d'introduction d'une CSG (-0,06 % en fin de période) même si l'effet susmentionné est compensé partiellement par un effet à la hausse sur les prix initié par les entreprises qui supportent également la CSG.

TABLEAU 7 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires bruts inchangés: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	-0,17	-0,24	-0,05	-0,28	-0,08	-0,21	-0,13	-0,20
Consommation privée	-0,57	-0,99	-0,02	-0,11	-0,06	-0,12	-0,43	-0,73
Consommation publique	0,00	-0,02	-0,01	0,01	-0,04	-0,04	0,00	-0,01
Investissements	-0,13	-0,51	-0,08	-0,84	-0,06	-0,37	-0,11	-0,50
Demande intérieure	-0,35	-0,67	-0,04	-0,25	-0,06	-0,16	-0,27	-0,52
Exportations	0,00	0,02	-0,01	-0,15	-0,02	-0,12	-0,00	-0,00
Importations	-0,21	-0,38	0,01	-0,12	0,00	-0,07	-0,16	-0,30
Prix de la consommation privée	-0,03	-0,16	0,08	0,56	0,12	0,47	-0,01	-0,06
Déflateur du PIB	-0,02	-0,17	0,12	0,73	0,21	0,63	-0,00	-0,05
Emploi total								
. en milliers	-4,06	-7,34	-0,45	-6,34	-1,18	-5,73	-3,06	-5,90
. en %	-0,10	-0,17	-0,01	-0,14	-0,03	-0,13	-0,07	-0,13
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,07	-0,06	-0,04	-0,13	-0,05	-0,07	-0,06	-0,06
Revenu disponible réel des ménages	-0,80	-1,08	-0,01	-0,03	-0,09	-0,27	-0,60	-0,80
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,18	0,38	0,01	0,10	0,03	0,08	0,13	0,29
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
. en milliards d'euros	1,12	1,86	1,40	2,24	1,20	1,96	1,34	2,01
. en % du PIB	0,38	0,49	0,49	0,60	0,41	0,51	0,46	0,53

TABLEAU 8 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires bruts inchangés: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	-0,10	-0,17	-0,01	-0,14	-0,03	-0,13	-0,07	-0,13
Emploi salarié marchand (en %)	-0,11	-0,22	-0,02	-0,19	-0,04	-0,17	-0,09	-0,18
Coût salarial ^a réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	0,01	0,00	-0,01	0,00	-0,01	0,01	0,01	0,01
Coût salarial ^b nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-0,01	-0,15	0,06	0,56	0,10	0,49	-0,00	-0,06
Gain budgétaire par emploi détruit (en milliers d'euros)	276,3	253,8	3143,7	352,9	1013,7	341,0	437,1	340,3

a. Sans la partie de la CVA qui porte sur le travail.

b. Même remarque.

Finances publiques

En matière de finances publiques, les impacts *ex post* des différentes mesures vont dépendre du nombre d'emplois détruits (recettes de cotisations sociales et d'impôts des personnes physiques, augmentation des prestations de chômage), du ralentissement de l'activité (recettes de taxation directe, indirecte et impôt des sociétés) et de l'évolution des prix (dépenses publiques indexées).

Les mesures de financement alternatif par impôt direct considérées ici affichent des résultats ultimes en matière de finances publiques relativement semblables: la capacité nette de financement des administrations publiques s'améliore, en fin de période, de 0,49 % du PIB suite à une hausse de l'IPP, de 0,51 % du PIB suite à la mise en place d'une CVA, de 0,53 % du PIB en cas d'introduction d'une CSG et enfin, de 0,60 % du PIB suite au relèvement de l'I.Soc.

Dans toutes les variantes, à l'exception de la hausse de l'IPP, l'amélioration *ex post* du déficit public en fin de période est donc légèrement supérieure au produit *ex ante* de la mesure de financement.

En conséquence, en fin de période, le gain budgétaire par emploi détruit est le moins élevé en cas de majoration de l'IPP (253 800 euros) et le plus élevé en cas de hausse de l'I.Soc (352 900 euros).

TABLEAU 9 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires bruts inchangés: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	1115	1099	1524	2629	1381	2274	1349	1569
Fiscales	1163	1314	1493	2342	1335	2020	1383	1696
a. Impôts directs	1287	1638	1472	2169	-153	-44	-59	-172
Ménages	1332	1726	24	184	49	156	-27	-119
Sociétés	-44	-86	1449	1983	-203	-202	-32	-52
Autres	-1	-2	0	2	0	2	-0	-1
b. Impôts indirects	-121	-316	19	165	29	142	-88	-214
c. Cotisation sur la valeur ajoutée	0	0	0	0	1457	1915	0	0
d. Cotisation sociale généralisée	0	0	0	0	0	0	1533	2087
e. Impôts en capital	-3	-8	1	9	2	8	-2	-5
Cotisations de Sécurité Sociale	-43	-185	22	205	32	181	-30	-113
Autres recettes	-6	-30	9	81	15	72	-3	-14
2. Dépenses	-8	-765	122	393	185	318	12	-438
a. Consommation publique	-16	-137	52	492	85	438	-8	-53
b. Subventions aux entreprises	-1	-8	3	27	5	24	-1	-4
c. Transferts de sécurité sociale	14	-58	38	369	66	327	14	-6
d. Autres transferts courants	-3	-13	5	39	8	35	-2	-6
e. Dépenses en capital	-3	-14	9	68	16	61	-1	-4
f. Charges d'intérêts	1	-534	15	-601	6	-567	9	-365
3. C.N.F (+) ou B.N.F (-)	1123	1864	1402	2236	1196	1956	1337	2007
en % du PIB	0,38	0,49	0,49	0,60	0,41	0,51	0,46	0,53
4. Solde primaire	1123	1330	1417	1635	1203	1389	1346	1643

B. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Pour rappel, dans cette version du modèle HERMES, les salaires sectoriels sont modélisés en faisant dépendre les salaires bruts réels de l'évolution des productivités et du taux de chômage macroéconomique. Le coût salarial sectoriel est ensuite dérivé en multipliant le salaire brut par un taux de cotisations employeurs explicité par secteur. Compte tenu de la forme de ces équations, d'importants effets en retour peuvent affecter le cheminement des salaires (dans le cas, notamment, où les variantes qui sont simulées modifient les trajectoires de création d'emploi et le niveau du chômage), qui, à leur tour, vont affecter les déviations des prix, de l'emploi, de l'activité, ... par rapport à leurs niveaux initiaux.

Les sections suivantes reprennent l'ensemble des résultats obtenus dans ce contexte salarial. Ils diffèrent de ceux du point A précédent (salaires bruts réels inchangés) essentiellement par la répercussion des politiques testées sur l'évolution des salaires bruts réels (et des coûts salariaux).

Toute politique augmentant l'emploi (réduction des cotisations sociales) se traduit par une baisse du chômage (la population active étant exogène, elle n'est pas affectée), ce qui induit une pression à la hausse sur les salaires, confortée par une détérioration moins grande des gains de productivité que dans la version salaires bruts inchangés. Les créations d'emploi sont donc plus limitées que dans le cas des salaires bruts inchangés. De même, la stimulation dont bénéficie l'activité économique est un peu moins importante que dans la simulation avec salaires bruts inchangés (baisse plus limitée des coûts et, donc, moindre stimulation des exportations et des investissements). En ce qui concerne l'impact sur les finances publiques, le déficit public et le taux d'autofinancement s'améliorent quelque peu par rapport à la version salaires bruts inchangés. En effet, la remontée des salaires vient gonfler les assiettes de calcul de l'IPP et des cotisations sociales, d'autant plus que le recul des prix est moins important que dans la version salaires bruts inchangés.

Pour les politiques de financement alternatif, les mécanismes entrant en jeu sont identiques mais jouent en sens inverse, le niveau des prélèvements étant relevé au lieu d'être réduit. Ces politiques ont un effet négatif sur l'activité économique, ce qui induit des destructions d'emplois (dans les entreprises). Le chômage augmente, exerçant ainsi une pression à la baisse sur les salaires réels lorsque la formation des salaires est supposée libre. Il en résulte des destructions d'emploi et une détérioration de l'activité moindres que dans les simulations avec salaires bruts inchangés. Bien que l'amélioration du solde public soit plus faible que dans la version salaires bruts inchangés (les salaires baissent davantage, avec une inflation moins défavorable), le gain budgétaire par emploi détruit est généralement plus élevé, l'effet "destruction moindre d'emploi" l'emportant sur celui de "moindre amélioration des finances publiques".

1. Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)

Les conséquences des variantes sur les principaux indicateurs macroéconomiques et d'emplois sont reprises aux tableaux 10 et 11. Le tableau 12 reprend les effets détaillés sur les finances publiques.

La mesure de réduction généralisée des cotisations sociales employeurs se traduit par la création de 7 200 emplois en t , et de 15 850 emplois en $t+7$, soit quelque 8 500 emplois de moins, en fin de période, que dans la simulation avec salaires bruts inchangés. Le recul du coût salarial nominal est limité à 0,8 % contre 1,6 % dans la version salaires bruts inchangés. La stimulation dont bénéficie l'activité économique est un peu moins importante que dans la simulation avec salaires bruts inchangés, mais le PIB gagne encore 0,18 % en fin de période (contre 0,24 %). La croissance de la consommation privée est plus forte que dans la version salaires bruts inchangés (moins d'emplois mais plus de salaires, ce qui entraîne une augmentation plus soutenue du revenu réel disponible des ménages), au détriment des investissements et des exportations (la détérioration du solde extérieur est cependant pratiquement identique dans les deux simulations).

TABLEAU 10 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires libres: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	0,11	0,18	0,13	0,18	0,11	0,12
Consommation privée	0,14	0,31	0,15	0,38	0,40	0,63
Consommation publique	0,06	0,04	0,08	0,04	-0,00	0,00
Investissements	0,08	0,36	0,08	0,00	0,09	0,28
Demande intérieure	0,11	0,26	0,12	0,22	0,24	0,42
Exportations	0,03	0,07	0,04	0,10	-0,00	-0,03
Importations	0,02	0,14	0,02	0,13	0,15	0,24
Prix de la consommation privée	-0,14	-0,20	-0,22	-0,46	0,02	0,18
Déflateur du PIB	-0,27	-0,30	-0,33	-0,46	0,02	0,22
Emploi total						
. en milliers	7,22	15,85	10,44	34,04	2,58	0,94
. en %	0,17	0,37	0,25	0,78	0,06	0,02
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,09	-0,25	-0,17	-0,76	0,05	0,11
Revenu disponible réel des ménages	0,15	0,39	0,14	0,46	0,56	0,67
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,07	-0,13	-0,07	-0,10	-0,12	-0,24
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques						
. en milliards d'euros	-0,97	-1,07	-1,03	-0,87	-0,78	-1,15
. en % du PIB	-0,33	-0,28	-0,36	-0,23	-0,27	-0,30

Dans le cas où la mesure de baisse des CSE est ciblée sur les bas salaires, les gains en emplois à moyen terme sont également moins importants que dans la simulation avec salaires bruts inchangés (+34 000 emplois contre +60 000), et le PIB ne progresse plus que 0,18 % contre 0,37 %. Dans un scénario de formation libre des salaires, cette mesure reste cependant plus efficace pour l'emploi qu'une mesure généralisée, avec une élasticité *ex post* de l'emploi marchand au coût salarial de 0,73 en t+7 contre 0,45 dans le cas de la mesure généralisée. Le coût budgétaire par emploi créé atteint ici 25 700 euros (soit légèrement plus que dans la version salaires bruts inchangés - 24 200 euros) contre 67 500 euros en l'absence de ciblage.

Comme dans la simulation avec salaires bruts inchangés, la mesure de réduction des cotisations sociales personnelles se traduit par une création d'emploi nettement moindre que dans le cas d'une mesure de réduction des cotisations sociales employeurs. Les créations d'emploi atteignent à peine 1 000 unités en fin de période (contre 4 500 en salaires bruts inchangés). Cette moindre performance s'explique par le fait que la baisse des cotisations personnelles n'a pas d'impact direct sur le coût salarial. Il s'ensuit que les créations d'emploi ne trouvent leur origine que *via* la relance de l'activité économique qu'induit la mesure, relance qui est plus faible que dans la version salaires bruts inchangés (+0,12 % contre +0,15 % en t+7). Le coût budgétaire par emploi créé devient prohibitif, puisqu'il atteint à moyen terme près de 1 230 000 euros.

TABLEAU 11 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires libres: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	0,17	0,37	0,25	0,78	0,06	0,02
Emploi salarié marchand (en %)	0,23	0,50	0,31	0,98	0,07	0,03
Coût salarial réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,15	-0,62	-1,44	-0,86	0,02	0,23
Coût salarial nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,29	-0,81	-1,66	-1,32	0,05	0,41
Elasticité <i>ex post</i> de l'emploi marchand au coût salarial nominal	-0,17	-0,45	-0,19	-0,73	-	-
Coût budgétaire par emploi créé (en milliers d'euros)	133,6	67,5	98,9	25,7	301,8	1228,8

Quelle que soit la mesure simulée, l'impact sur le déficit public est moins négatif avec le modèle avec salaires libres qu'avec le modèle avec salaires bruts inchangés. A moyen terme, ce déficit atteint, pour la réduction de CSE non ciblée, 1,1 milliards d'euros (contre 1,23 milliards d'euros dans la version salaires bruts inchangés), pour la réduction de CSE ciblée sur les bas salaires, 870 millions d'euros (contre 1,5 milliards d'euros), et pour la réduction de cotisations personnelles, 1,1 milliards d'euros (contre 1,2 milliards d'euros).

Le taux d'autofinancement s'améliore donc lorsque les mesures sont simulées avec le modèle avec salaires libres. En t+7, il atteint au maximum 55 %, dans le cas de la réduction de CSE ciblée sur les bas salaires (contre 23 % dans le scénario salaires bruts inchangés). Cet écart est plus marqué dans le cas de la réduction ciblée de CSE, en raison d'un effet de Phillips plus important, que dans le cas de la réduction non ciblée de CSE (45 % dans le scénario salaires libres contre 36 % dans le scénario salaires bruts inchangés).

TABLEAU 12 - Synthèse des résultats des variantes de réduction de cotisations sociales - salaires libres: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Cotisations sociales employeurs (non ciblé)		Cotisations sociales employeurs (ciblé sur bas salaires)		Cotisations sociales personnelles	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	-1246	-1127	-1460	-1571	-747	-441
Fiscales	170	408	91	216	665	1217
a. Impôts directs	197	407	128	288	577	978
Ménages	-5	353	-117	334	551	953
Sociétés	203	54	246	-45	25	24
Autres	-0	-0	-1	-1	0	1
b. Impôts indirects	-24	3	-34	-66	85	231
c. Impôts en capital	-2	-2	-3	-6	2	7
Cotisations de Sécurité Sociale	-1398	-1506	-1525	-1719	-1416	-1689
Autres recettes	-18	-29	-27	-67	5	32
2. Dépenses	-280	-57	-427	-697	33	713
a. Consommation publique	-104	-194	-159	-461	14	163
b. Subventions aux entreprises	-5	-9	-8	-21	1	9
c. Transferts de sécurité sociale	-114	-206	-178	-496	-6	119
d. Autres transferts courants	-10	-15	-15	-33	2	15
e. Dépenses en capital	-19	-32	-17	-19	3	21
f. Charges d'intérêts	-27	399	-51	333	19	386
3. C.N.F (+) ou B.N.F (-)	-965	-1070	-1033	-874	-780	-1154
en % du PIB	-0,33	-0,28	-0,36	-0,23	-0,27	-0,30
4. Solde primaire	-992	-672	-1084	-540	-761	-768

2. Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes

Dans le scénario avec salaires libres, la hausse du chômage induit une baisse du salaire brut réel; il s'ensuit que le coût salarial réel chute plus fortement que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Cette réduction supplémentaire amortit la hausse des prix à la consommation liée au relèvement des taxes indirectes. Par ailleurs, le revenu disponible des ménages et, par conséquent, la consommation des ménages sont plus affectés à la baisse. Par contre, la chute du coût salarial limite fortement l'impact négatif de hausse de la taxation sur la compétitivité des entreprises. Il s'ensuit que les exportations ne sont quasiment plus affectées. Pour leur part, les investissements chutent moins que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Enfin, les importations sont plus fortement érodées. Au total, le PIB recule en général moins que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Il en va de même pour l'emploi.

Tout comme dans le scénario précédent, le solde extérieur courant est légèrement gonflé dans le cadre de ces mesures. La hausse tourne autour de l'équivalent de 0,32 % du PIB à moyen terme.

En ce qui concerne les finances publiques, on note que l'amélioration de la capacité nette de financement est systématiquement inférieure en cas de salaires libres, et ce, quelle que soit la majoration d'impôt indirect retenue. En effet, ce nouveau scénario génère moins de recettes fiscales directes et moins de cotisations de sécurité sociale que précédemment, en raison du plus bas niveau de salaires. Les recettes indirectes augmentent également moins, vu le tassement de la consommation privée et la hausse plus modérée du prix de la consommation privée par rapport au scénario avec salaires bruts inchangés. En ce qui concerne les dépenses, celles-ci sont en général moins affectées, vu les pertes d'emploi plus limitées et la moindre augmentation des prix. Au total, compte tenu de ces divers mouvements de recettes et dépenses, les mesures de hausse de la taxation indirecte se soldent par une moindre amélioration de la capacité nette de financement publique dans cette configuration salariale.

TABLEAU 13 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires libres: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	-0,13	-0,08	-0,17	-0,10	-0,13	-0,04
Consommation privée	-0,48	-0,63	-0,63	-0,70	-0,57	-0,64
Consommation publique	0,02	0,09	0,04	0,06	0,03	0,03
Investissements	-0,30	-0,89	-0,32	-0,42	-0,30	-0,42
Demande intérieure	-0,34	-0,53	-0,42	-0,47	-0,38	-0,45
Exportations	-0,01	0,02	-0,03	-0,03	-0,02	-0,01
Importations	-0,26	-0,41	-0,33	-0,38	-0,32	-0,39
Prix de la consommation privée	0,66	0,76	0,75	0,66	0,63	0,48
Déflateur du PIB	0,60	0,49	0,50	0,34	0,39	0,17
Emploi total						
. en milliers	-9,29	-7,43	-5,96	-0,36	-5,72	-0,21
. en %	-0,22	-0,17	-0,14	-0,01	-0,14	-0,00
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,14	-0,13	-0,19	-0,26	-0,18	-0,23
Revenu disponible réel des ménages	-0,45	-0,57	-0,69	-0,63	-0,64	-0,64
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,19	0,33	0,26	0,32	0,24	0,32
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques						
. en milliards d'euros	0,76	0,44	0,61	0,63	0,73	1,04
. en % du PIB	0,27	0,12	0,21	0,17	0,25	0,27

TABLEAU 14 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires libres: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	-0,22	-0,17	-0,14	-0,01	-0,14	-0,00
Emploi salarié marchand (en %)	-0,28	-0,25	-0,19	-0,04	-0,18	-0,03
Coût salarial réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-0,34	-1,29	-0,75	-1,20	-0,66	-1,06
Coût salarial nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	0,31	-0,54	-0,01	-0,55	-0,03	-0,59
Gain budgétaire par emploi détruit (en milliers d'euros)	82,2	59,8	102,3	1767,8	127,7	5057,9

TABLEAU 15 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes indirectes - salaires libres: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	TVA		Accises sur le tabac et les carburants		Cotisation énergie	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	1762	1559	1129	758	1145	840
Fiscales	1630	1795	1126	996	1163	1129
a. Impôts directs	86	-163	24	-275	-42	-384
Ménages	181	-322	5	-425	-15	-435
Sociétés	-96	158	18	149	-28	51
Autres	1	2	1	1	1	0
b. Impôts indirects	1537	1950	1097	1266	1202	1510
c. Impôts en capital	7	8	5	5	4	3
Cotisations de Sécurité Sociale	60	-339	-39	-278	-53	-309
Autres recettes	72	103	43	41	34	20
2. Dépenses	998	1115	520	126	415	-202
a. Consommation publique	413	647	141	113	107	6
b. Subventions aux entreprises	26	36	29	31	24	22
c. Transferts de sécurité sociale	348	445	111	28	88	-40
d. Autres transferts courants	39	50	33	33	27	22
e. Dépenses en capital	25	16	26	24	19	11
f. Charges d'intérêts	148	-79	179	-102	149	-223
3. C.N.F. (+) ou B.N.F. (-)	764	444	610	633	730	1042
en % du PIB	0,27	0,12	0,21	0,17	0,25	0,27
4. Solde primaire	911	365	789	531	879	819

3. Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées

Les tableaux 16 et 17 reprennent les principaux résultats, respectivement en ce qui concerne les indicateurs macroéconomiques et ceux relatifs à l'emploi, des variantes de financement alternatif par les taxes directes et assimilées testées dans cette étude. Les résultats en matière de finances publiques sont repris dans le tableau 18.

De façon générale, les mécanismes macroéconomiques à l'oeuvre sont identiques, que le scénario considéré soit celui des salaires bruts inchangés ou celui de la libre formation des salaires, certains effets étant toutefois plus ou moins marqués dans l'un ou l'autre cas.

Suite au renforcement de la fiscalité directe, on observe un repli de l'activité économique et, partant, une hausse du chômage. Dans la version du modèle supposant les salaires bruts inchangés, cette hausse du chômage n'influence pas le coût salarial réel, il en va autrement dans la version du modèle où les salaires évoluent librement. Dans ce scénario, la hausse du chômage exerce une pression à la baisse sur le coût salarial réel. La plus forte baisse est observée dans le cas de la hausse de l'IPP (-0,37 % en t+7), la plus faible suite à l'introduction d'une CVA (-0,07 % en t+7).

Cette baisse du coût salarial réel permet de limiter les destructions d'emploi, nettement moins élevées en cas de salaires libres qu'en cas de salaires bruts inchangés. Ainsi, pour la variante pour laquelle la différence en termes d'emplois détruits est la plus importante (à savoir la hausse d'IPP), on compte plus de 5 500 suppressions d'emplois supplémentaires en cas de salaires bruts inchangés qu'en cas de salaires libres.

En conséquence, et quelle que soit la variante de financement par impôt direct considérée, le ralentissement de l'activité est systématiquement moins important dans le scénario de libre formation des salaires que dans celui des salaires bruts inchangés. Par ailleurs, les mesures à l'origine, d'une part, du plus faible repli du PIB et, d'autre part, de la plus grande détérioration du PIB sont identiques dans les deux scénarios; il s'agit, respectivement, de l'introduction d'une CSG et de la hausse d'I.Soc.

Une autre différence majeure entre les deux versions du modèle réside dans l'évolution du niveau des prix, l'augmentation de ce dernier étant moins importante en cas de salaires libres (en raison de la baisse des salaires réels). La spirale déflatoire déclenchée suite à la hausse de l'IPP et à l'introduction de la CSG est ainsi plus marquée dans le scénario de libre formation des salaires que dans celui des salaires bruts inchangés tandis que les hausses de prix consécutives au relèvement de l'I.Soc et à l'instauration d'une CVA sont moins importantes en cas de salaires libres.

Suite aux diverses mesures de majoration de la fiscalité directe, la baisse de revenu disponible réel des ménages, et partant de leur consommation, est un peu plus marquée en cas de salaires libres, en raison de la baisse des salaires réels (et ce, malgré les moindres destructions d'emploi et la progression moins rapide des prix).

Par rapport au scénario salaires bruts inchangés, la situation des entreprises s'améliore légèrement, principalement grâce à la baisse des coûts salariaux.

TABLEAU 16 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires libres: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
PIB	-0,17	-0,20	-0,05	-0,27	-0,08	-0,21	-0,13	-0,17
Consommation privée	-0,58	-1,03	-0,03	-0,13	-0,07	-0,14	-0,43	-0,76
Consommation publique	0,00	-0,00	-0,01	0,02	-0,04	-0,05	0,00	0,00
Investissements	-0,13	-0,45	-0,08	-0,85	-0,06	-0,39	-0,11	-0,45
Demande intérieure	-0,36	-0,67	-0,04	-0,26	-0,06	-0,17	-0,27	-0,52
Exportations	0,00	0,05	-0,01	-0,14	-0,02	-0,11	0,00	0,02
Importations	-0,21	-0,39	0,01	-0,13	-0,00	-0,08	-0,16	-0,30
Prix de la consommation privée	-0,03	-0,29	0,07	0,51	0,11	0,45	-0,02	-0,16
Déflateur du PIB	-0,03	-0,35	0,11	0,67	0,20	0,60	-0,01	-0,19
Emploi total								
. en milliers	-3,77	-1,69	-0,35	-4,56	-1,06	-4,81	-2,83	-1,66
. en %	-0,09	-0,04	-0,01	-0,10	-0,03	-0,11	-0,07	-0,04
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,08	-0,17	-0,05	-0,17	-0,05	-0,09	-0,06	-0,14
Revenu disponible réel des ménages	-0,81	-1,13	-0,02	-0,05	-0,09	-0,29	-0,60	-0,84
Solde extérieur courant (en % du PIB)	0,18	0,39	0,01	0,10	0,03	0,08	0,13	0,30
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
. en milliards d'euros	1,10	1,73	1,40	2,16	1,18	1,91	1,33	1,90
. en % du PIB	0,38	0,45	0,49	0,58	0,41	0,50	0,46	0,50

TABLEAU 17 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires libres: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	-0,09	-0,04	-0,01	-0,10	-0,03	-0,11	-0,07	-0,04
Emploi salarié marchand (en %)	-0,11	-0,05	-0,01	-0,14	-0,04	-0,15	-0,08	-0,05
Coût salarial ^a réel horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-0,03	-0,37	-0,03	-0,12	-0,05	-0,07	-0,03	-0,28
Coût salarial ^b nominal horaire marchand <i>ex post</i> (en %)	-0,07	-0,66	0,04	0,39	0,06	0,38	-0,05	-0,44
Gain budgétaire par emploi détruit (en milliers d'euros)	292,7	1021,7	4056,2	473,2	1113,2	397,2	468,0	1143,8

a. Sans la partie de la CVA qui porte sur le travail.

b. Même remarque.

Si les performances sur le plan macroéconomique sont globalement meilleures dans le scénario de libre formation des salaires, il n'en va pas de même sur le plan des finances de l'Etat. L'amélioration de la capacité nette de financement de l'en-

semble des administrations publiques, exprimée en % du PIB, se révèle en effet systématiquement inférieure en cas de salaires libres et ce, quelle que soit la mesure de financement par impôts directs considérée. Ceci étant, en fin de période, la hausse de l'I.Soc demeure la mesure la plus favorable pour les finances de l'Etat tant en cas de salaires bruts inchangés (+0,60 % du PIB) que de salaires libres (+0,58 % du PIB) alors que la majoration de l'IPP apparaît dans les deux scénarios comme la mesure la plus défavorable (+0,49 % du PIB en cas de salaires bruts inchangés et +0,45 % du PIB en cas de salaires libres).

La moins bonne performance en termes de finances publiques observée dans le scénario de libre formation des salaires s'explique principalement par un surplus moins élevé, par rapport au scénario salaires bruts inchangés, de recettes engrangé par l'Etat (la baisse des salaires provoque un recul important des impôts directs payés par les ménages ainsi que des cotisations de sécurité sociale).

En fin de période, le gain budgétaire par emploi détruit se révèle systématiquement plus élevé dans le scénario des salaires libres, l'effet "destruction moindre d'emploi" l'emportant sur celui de "moindre amélioration des finances publiques".

TABLEAU 18 - Synthèse des résultats des variantes de financement par les taxes directes et assimilées - salaires libres: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	IPP		I.Soc		Cotisation sur la valeur ajoutée		Cotisation sociale généralisée	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	1081	700	1519	2468	1357	2188	1326	1261
Fiscales	1147	1104	1496	2239	1325	1976	1373	1529
a. Impôts directs	1274	1487	1477	2085	-160	-74	-67	-286
Ménages	1312	1530	16	123	35	120	-41	-266
Sociétés	-37	-41	1461	1961	-196	-195	-26	-19
Autres	-1	-2	0	1	0	1	-0	-1
b. Impôts indirects	-124	-372	17	146	26	128	-91	-256
c. Cotisation sur la valeur ajoutée	0	0	0	0	1457	1914	0	0
d. Cotisation sociale généralisée	0	0	0	0	0	0	1533	2079
e. Impôts en capital	-3	-11	1	8	2	8	-2	-7
Cotisations de Sécurité Sociale	-59	-353	15	153	18	143	-43	-239
Autres recettes	-7	-51	9	75	14	69	-4	-30
2. Dépenses	-22	-1030	116	309	175	277	0	-640
a. Consommation publique	-21	-260	50	456	81	419	-12	-146
b. Subventions aux entreprises	-1	-15	3	25	4	22	-1	-8
c. Transferts de sécurité sociale	8	-191	35	332	61	305	9	-107
d. Autres transferts courants	-3	-24	5	36	8	33	-2	-14
e. Dépenses en capital	-5	-34	9	60	15	60	-3	-19
f. Charges d'intérêts	1	-505	15	-599	6	-563	9	-345
3. C.N.F (+) ou B.N.F (-)	1103	1730	1403	2159	1182	1911	1325	1901
en % du PIB	0,38	0,45	0,49	0,58	0,41	0,50	0,46	0,50
4. Solde primaire	1104	1224	1419	1560	1189	1348	1334	1556

C. Résultats dans un scénario avec salaires LABMOD

Dans ce point, nous discutons tout d'abord, de manière générale, de la formation des salaires dans le modèle LABMOD, en comparaison avec les deux hypothèses salariales précédentes. Nous présentons ensuite les conséquences concrètes, générées par ce modèle, des réductions de cotisations sociales et d'une augmentation de la fiscalité (cf. tableau 19) sur les salaires réels. Enfin, nous donnons les résultats macroéconomiques (cf. tableaux 20 à 22) des variantes combinant HERMES et LABMOD.

1. Effet des impôts et taxes sur la formation des salaires

Quatre types de taxes peuvent, *via* leur présence dans le coin fiscal, être analysées par le modèle LABMOD: les cotisations sociales (employeurs et personnelles), les impôts directs sur les revenus du travail et un prélèvement sur la rémunération des facteurs de production travail et capital (en fait, une cotisation sur la valeur ajoutée hors sur-profits). Les autres modalités de financement compensatoires (impôt des sociétés, accises sur le tabac et les carburants, TVA, hausse de la cotisation énergie, cotisation sociale généralisée) ne peuvent être simulées avec LABMOD pour des raisons techniques. Deux remarques s'imposent d'emblée à ce propos.

Premièrement, il y a, dans ce modèle, équivalence à long terme entre le taux de l'imposition directe des revenus et les taux de cotisations sociales (employeurs et personnelles), vu que le coin fiscal est un des facteurs qui influence directement la formation des salaires à long terme. En dépit de l'équivalence à long terme entre ces prélèvements sur le travail, une diminution du taux de cotisations sociales employeurs stimule davantage, à court terme, l'emploi et la production, qu'une baisse identique du taux de cotisations sociales personnelles. Cela s'explique par le fait qu'à court terme, la sensibilité du coût salarial au taux de cotisations sociales patronales est plus grande que celle du coût salarial au taux de cotisations sociales personnelles. Les effets sur l'emploi et la production d'une variation des cotisations sociales personnelles, d'une part, et d'une variation identique de l'impôt sur les personnes physiques, d'autre part, sont en revanche tout à fait identiques, tant à court qu'à long terme.

Deuxièmement, la cotisation sur la valeur ajoutée (CVA) n'est pas nécessairement neutre pour les prix relatifs des facteurs travail et capital, et ce bien qu'elle ait été initialement conçue pour taxer dans la même mesure le travail et le capital. Ceci est attribuable au pouvoir relatif de négociation des employeurs et des employés qui détermine dans quelle mesure la pression fiscale sur le travail (y compris la partie travail de la CVA) est répartie entre les employeurs (*via* une hausse du coût salarial, en ce compris la partie travail de la CVA) et les employés (*via* une baisse du salaire net).

A priori, on ne peut exclure que la version des salaires libres de HERMES (hypothèse salariale 2) et celle des salaires LABMOD (hypothèse salariale 3) produisent, pour des chocs équivalents, des résultats quantitativement et/ou qualitativement différents. Pour rappel, dans la version salaires libres de HERMES, le taux de salaire brut réel est sensible à la productivité moyenne du travail et au taux de chômage, mais pas au coin fiscal.

Dans cette version, les effets initiaux d'une réduction des cotisations sociales employeurs - baisse du coût salarial et, partant, création d'emploi - sont donc tempérés par la baisse du taux de chômage qui exerce une pression à la hausse sur le taux de salaire brut. Cette version fournit donc des effets macroéconomiques qui, qualitativement parlant, sont analogues à ceux générés par le modèle LABMOD. Toutefois, dans la version salaires libres de HERMES, les réductions de cotisations sociales personnelles ont davantage tendance à augmenter les coûts salariaux qu'à les diminuer, et ce, en raison de la pression à la hausse qu'exerce la baisse du taux de chômage sur les taux de salaire brut. De ce fait, seule la relance du revenu disponible des ménages entre en ligne de compte pour stimuler la création d'emplois, ce qui explique que cette dernière soit très faible dans la version salaires libres HERMES. Les mêmes raisons sont d'application pour expliquer pourquoi, dans la version salaires libres HERMES, les réductions (ou augmentations) des impôts directs sur le revenu créent (ou détruisent) peu d'emplois.

Dans les pages qui suivent, nous présentons les effets sur le taux de croissance du salaire brut réel, sur le plan macroéconomique et sur les finances publiques de quatre simulations: réduction générale des cotisations sociales employeurs, réduction des cotisations sociales personnelles, hausse de l'IPP et instauration d'une cotisation sur la valeur ajoutée.

Les salaires LABMOD dans HERMES

Intégrer les salaires calculés par LABMOD dans HERMES est un exercice délicat en raison du plus haut niveau de désagrégation du modèle HERMES (différentes branches d'activité, davantage de facteurs de production - énergie et inputs intermédiaires, en plus du travail et du capital - travail hétérogène, un module de finances publiques plus détaillé,...).

Par rapport au Working Paper 13-03, trois changements sont intervenus dans la version "right to manage" de LABMOD: introduction d'une allocation de chômage réelle exogène (au lieu d'endogène) et, partant, d'un taux de remplacement endogène au lieu d'exogène (allocation de chômage rapportée au salaire net); introduction d'une économie à croissance à long terme hors échantillon; et présence d'une cotisation générale sur la valeur ajoutée.

En principe, les taux d'imposition fiscale et parafiscale de HERMES (version salaires bruts inchangés) sont repris dans LABMOD (= phase 1). Etant donné les différences relatives à l'assiette imposable entre les cotisations de sécurité sociale et les mécanismes de financement alternatifs, l'effet sur les taux d'imposition LABMOD n'est pas forcément identique (voir le tableau ci-dessous). Ensuite (= phase 2), les taux d'imposition sont utilisés pour simuler, avec LABMOD, le scénario de base et les différentes variantes. Enfin (= phase 3), à l'aide des taux de croissance des salaires bruts réels obtenus dans la phase 2, une nouvelle base est simulée pour HERMES, de même que les variantes correspondantes. Ces taux de croissance sont appliqués aux salaires bruts réels de chaque catégorie de travail (bas salaires, hauts salaires, emplois spéciaux) au sein de chaque branche d'activité marchande.

Choc ^a	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Taux de cotisations sociales employeurs	-1,65	-1,65	-1,64	-1,64	-1,63	-1,62	-1,61	-1,60
Taux de cotisations sociales personnelles	-1,65	-1,65	-1,64	-1,64	-1,63	-1,62	-1,61	-1,60
Taux d'imposition directe	0,88	0,88	0,89	0,90	0,90	0,90	0,90	0,90
Taux de prélèvement général sur les facteurs de production	0,42	0,40	0,40	0,40	0,39	0,39	0,39	0,39

a. Ecarts exprimés en points de pourcentage; prélèvements sur le travail en % du salaire brut; cotisation sur la valeur ajoutée en % de la rémunération des facteurs capital et travail.

2. Conséquences concrètes pour les salaires bruts réels

La baisse du taux des cotisations sociales employeurs profite principalement aux employeurs (en fonction du salaire brut, la baisse du taux de cotisations sociales génère immédiatement une diminution du coût du travail) et, dans une moindre mesure, aux employés (*via* une hausse du salaire brut et donc, du salaire net). Il s'ensuit que, dans un premier temps, les prix des biens réagissent à peine. Pour le salaire brut réel et nominal, la mesure génère au moment t une hausse du niveau des salaires de 0,20 % et une accélération du taux de croissance de 0,20 point de pourcentage. En comparaison, au moment t , la baisse du coût salarial réel et nominal¹ se chiffre à 1,03 % et la hausse du salaire net à 0,20 %. Par la suite, après l'adaptation initiale vers un niveau de salaire brut plus élevé, l'effet sur le taux de croissance du salaire brut nominal s'amenuise nettement et l'on note des accélérations temporaires du taux de croissance du salaire brut réel à mesure que l'indice des prix à la consommation se rapproche de sa valeur de long terme et en fonction de la réaction, qui intervient avec retard, des salaires sur le taux de chômage².

En cas de baisse du taux des cotisations sociales personnelles (de la même ampleur), la baisse du coût salarial dépend entièrement de l'impact sur le salaire brut. On obtient ainsi une baisse initiale du niveau des salaires bruts (et des coûts salariaux) nominaux (et réels) de 0,94 % et donc, un tassement initial du taux de croissance des salaires bruts nominaux (et réels) de 0,94 point de pourcentage. En comparaison, au moment t , le niveau des salaires nets augmente de 1,49 %, ce qui illustre le fait que dans un premier temps, la baisse des cotisations sociales personnelles profite surtout aux employés et, dans une moindre mesure, aux employeurs. Dès la deuxième année cependant, les employeurs profitent davantage de la diminution du coin salarial, ce qui entraîne un recul du taux de croissance des salaires bruts réels de l'ordre de 0,34 point de pourcentage. Par la suite, les effets deviennent pratiquement négligeables.

Dans la philosophie du modèle LABMOD, lorsqu'on a affaire à des chocs d'ampleur égale, une hausse de l'impôt sur le revenu est le reflet exact (en image

-
1. LABMOD fait la distinction entre coût du travail, coût salarial, salaire brut et salaire net; coût du travail-LABMOD = salaire net + impôt sur le revenu + cotisations sociales personnelles + cotisations sociales employeurs + partie travail dans la cotisation générale sur la valeur ajoutée + coût de recherche dérivé du processus d'appariement; coût salarial-LABMOD = salaire net + impôt sur le revenu + cotisations sociales personnelles + cotisations sociales employeurs.
 2. Dans LABMOD, le taux de croissance du salaire brut nominal - étant donné l'évolution du taux de cotisations sociales patronales - est dérivé du taux de croissance du coût salarial nominal. Ce dernier réagit à l'inflation des prix à la consommation (sans retard), à l'écart entre l'équilibre de court terme et celui de long terme (avec une période de retard), à la modification du taux de cotisations sociales patronales et des taux d'imposition fiscale et parafiscale sur les employés (sans retard), à la modification de la productivité du travail (sans retard) et à la modification du taux de chômage (avec 2 périodes de retard). La dynamique de réaction des salaires à une baisse du taux de cotisations sociales patronales peut donc être décrite comme suit. En t , la croissance du coût salarial nominal est poussée à la baisse par le ralentissement de la croissance de la productivité et par la baisse du taux de cotisations sociales patronales entre $t-1$ et t . L'impact plus faible sur le coût salarial, par rapport à la baisse du taux de cotisations, implique une hausse de la croissance du salaire brut. A partir de $t+1$, l'effet du taux de cotisations sociales patronales cesse d'agir et l'impact sur le taux de croissance du coût salarial et du salaire brut est identique. En $t+1$, l'effet de long terme, qui va dans le sens d'un ralentissement de la croissance du taux de salaire brut nominal, commence à jouer. En $t+1$ intervient également la première baisse de prix, avec pour conséquences un ralentissement de l'inflation et une pression à la baisse sur la croissance du taux de salaire brut nominal. La baisse initiale de productivité est compensée partiellement dès que la valeur ajoutée est stimulée, avec pour conséquence une pression à la hausse sur le salaire brut. Ce dernier effet n'est cependant pas suffisamment important pour annuler complètement en $t+1$ la pression à la baisse sur la croissance du taux de salaire brut des deux autres effets. En $t+2$, la baisse du taux de chômage observée en t exerce une pression à la hausse sur le taux de salaire brut. Cet effet est suffisamment élevé pour que la croissance du taux de salaire brut augmente entre $t+1$ et $t+2$.

négative) d'une baisse du taux des cotisations sociales personnelles, tant à court qu'à long terme. Dans cet exercice, le même montant *ex ante* est toutefois réparti tant sur l'emploi public et les revenus de remplacement que sur le secteur marchand. Par conséquent, la hausse du taux d'imposition directe est de moindre ampleur que la baisse du taux des cotisations sociales personnelles (un peu plus de la moitié). Dans un premier temps, le salaire brut et le coût salarial augmentent l'un et l'autre, en termes tant réels que nominaux, de 0,48 % (soit une accélération de leurs taux de croissance de 0,48 point de pourcentage). La répercussion sur les employés est comparativement plus forte (baisse du salaire net de 0,84 %). Toutefois, dès la deuxième année, une plus grande partie de la pression fiscale vient peser sur les employeurs *via* une progression de 0,20 point de pourcentage du taux de croissance du salaire brut réel.

L'introduction d'un prélèvement général sur la rémunération des facteurs de production crée un fossé entre le coût du travail et la notion classique de coût salarial. Vu que la négociation salariale s'opère au niveau du coût du travail et que la hausse du coin salarial est répartie entre les employeurs (pression à la hausse sur le coût du travail) et les employés (pression à la baisse sur le salaire net), à long terme, le coût salarial, le salaire brut et le salaire net baissent (tous les trois selon le même pourcentage) en termes réels. Cette diminution est toutefois inférieure au montant du prélèvement général, si bien que le coût du travail augmente (l'élasticité à long terme du coût du travail au taux d'imposition est de 0,3 - cf. WP 13-03). Dans un premier temps (t), l'effet de la mesure concerne presque exclusivement les employeurs (hausse du coût réel du travail de 0,43 %). En ce qui concerne les employés, l'effet est au départ inexistant, vu que la pression à la baisse sur le salaire brut réel est plus que compensée par le recul de l'emploi et donc la hausse de la productivité du travail (hausse du salaire net et du salaire brut réel de 0,04 % - accélération de la croissance du taux de salaire brut de 0,04 point de pourcentage). Durant les deux années suivantes, le poids du prélèvement général est transféré aux employés *via* des hausses de prix et des ralentissements dans la croissance du taux de salaire brut nominal.

TABLEAU 19 - Réduction des cotisations sociales et augmentation de taxes et d'impôts: conséquences pour la croissance du taux de salaire brut réel selon LABMOD
(différences en points de pourcentage par rapport à la simulation de base)

Choc	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Réduction des cotisations sociales employeurs	0,20	0,09	0,20	0,07	0,02	0,01	0,02	0,02
Réduction des cotisations sociales personnelles	-0,94	-0,34	0,03	-0,02	-0,01	0,01	0,03	0,04
Hausse de l'IPP	0,48	0,20	0,00	0,02	0,01	0,00	-0,01	-0,01
Prélèvement général sur les facteurs de production	0,03	-0,06	-0,11	-0,04	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01

3. Effets macroéconomiques et sur les finances publiques

Le commentaire est basé sur une comparaison avec la version salaires libres de HERMES.

Réduction générale des cotisations sociales employeurs

Dans le cas d'une réduction générale des cotisations sociales employeurs, le modèle HERMES couplé aux salaires LABMOD donne des résultats analogues à ceux générés par la version salaires libres de HERMES. L'emploi connaît un accroissement de 6 710 unités en t (contre 7 200 dans la version salaires libres de HERMES) et de 14 320 unités en t+7 (contre 15 850). A moyen terme, le coût salarial nominal horaire diminue de 0,75 % (contre 0,8 %) et le coût salarial réel horaire baisse de 0,58 % (contre 0,62 %). Le PIB progresse pour sa part de 0,17 % (contre 0,18 %). Les effets de la mesure sur les composantes du PIB, sur le solde extérieur courant (exprimé en pourcentage du PIB) et sur la capacité nette de financement des administrations publiques (exprimé en pourcentage du PIB) sont pratiquement identiques dans l'un et l'autre cas. Le coût budgétaire net par emploi supplémentaire créé est en revanche un peu plus élevé, soit 74 600 (contre 67 500) euros.

Réduction des cotisations sociales personnelles

Vu l'impact direct du taux de cotisations sociales employeurs sur la formation des salaires, la réduction des cotisations sociales personnelles simulée dans HERMES-LABMOD stimule non seulement la demande agrégée mais engendre en outre une baisse du coût salarial. De ce fait, la pression à la hausse qu'exerce la baisse du taux de chômage sur le coût salarial ne peut produire ses effets, comme en témoigne la baisse du coût salarial réel horaire tant à court terme (-0,94 % au lieu d'une hausse de 0,02 %) qu'à moyen terme (-1,23 % contre une hausse de 0,23 %). On observe, de ce fait, un impact sur l'emploi nettement plus marqué que dans la version salaires libres de HERMES à court et à moyen terme: +7 340 unités en t (au lieu de +2 580 dans la version salaires libres de HERMES) et +26 470 unités en t+7 (contre seulement +940). Par conséquent, le PIB est également davantage stimulé: +0,28 % en t+7 contre +0,12 %. Vu qu'une partie de la réduction des cotisations sociales personnelles tombe dans l'escarcelle des employeurs, la hausse du revenu disponible réel des ménages est moindre (+0,49 % contre +0,67 % en t+7). Par conséquent, la stimulation du PIB (en t+7) est répartie de manière plus équilibrée entre l'absorption intérieure et la demande extérieure, de même qu'entre les différentes composantes de l'absorption intérieure: consommation privée (+0,44 % au lieu de +0,63 %), formation de capital (+0,48 % contre 0,28 %) et exportations (+0,12 % contre -0,03 %). De ce fait, la baisse du solde extérieur courant (exprimé en pourcentage du PIB) est également moindre, avec -0,19 (contre -0,24) point de pourcentage. Le coût budgétaire net par emploi créé est nettement moins prohibitif que dans la version salaires libres de HERMES (64 400 contre 1 228 800 euros) et même inférieur à celui obtenu en cas de réduction générale des cotisations sociales employeurs.

Vu le rôle joué par le coin fiscal dans la formation des salaires, les réductions de cotisations introduites dans HERMES-LABMOD sont largement équivalentes, qu'il s'agisse de cotisations sociales patronales ou de cotisations sociales personnelles. Dans la logique pure du modèle LABMOD, cette équivalence est totale à long terme, ce qui n'est pas garanti dans la combinaison HERMES-LABMOD.

Hausse de l'IPP

Vu le transfert partiel de la hausse de la pression fiscale des employés vers les employeurs, la hausse de l'IPP engendre, selon HERMES-LABMOD, une hausse à moyen terme du coût salarial horaire réel (+0,7 %) et non une baisse comme le suggère la version salaires libres de HERMES (-0,37 %). Il est vrai que dans cette dernière version, seul l'effet de modération salariale de la hausse du taux de chômage joue. Selon la version salaires HERMES-LABMOD, la perte d'emplois est plus élevée en t+7 (-19 280 contre -1 690 unités) et la baisse du PIB à moyen terme est plus marquée (-0,32 % contre -0,20 %). L'effet sur la demande agrégée est réparti différemment. D'une part, la hausse du salaire brut réel atténue la baisse du revenu disponible (-0,99 % au lieu de -1,13 %) et, donc, également la chute de la consommation des ménages (-0,89 % au lieu de -1,03 %). D'autre part, la formation brute de capital diminue davantage (-0,6 % au lieu de -0,45 %). La hausse du coût salarial implique aussi une détérioration de la position concurrentielle et donc une baisse des exportations (au lieu d'une hausse). Malgré la détérioration de la position concurrentielle, l'effet sur les importations est semblable (-0,36 % au lieu de -0,39 %), ceci résultant de la moindre baisse du revenu disponible. Combinées aux effets prix, les modifications des importations et des exportations se soldent par une hausse semblable du solde extérieur courant (en % du PIB), à savoir +0,35 % au lieu de +0,39 point de pourcentage. L'augmentation de la capacité nette de financement (en % du PIB) est plus importante (+0,56 au lieu de +0,45 point de pourcentage). Cependant, étant donné l'impact plus marqué sur l'emploi, le gain budgétaire net par emploi détruit est moins élevé (111 200 au lieu de 1 021 700 euros).

TABLEAU 20 - Synthèse des résultats des variantes de réduction des cotisations sociales et d'augmentation de taxes et d'impôts - salaires LABMOD: indicateurs macroéconomiques de base
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Réduction générale des cotisations sociales employeurs		Réduction des cotisations sociales personnelles		Hausse de l'IPP		Introduction d'une CVA	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
	PIB	0,11	0,17	0,14	0,28	-0,18	-0,32	-0,08
Consommation privée	0,15	0,33	0,29	0,44	-0,52	-0,89	-0,06	-0,15
Consommation publique	0,05	0,04	0,04	0,08	-0,02	-0,06	-0,04	-0,03
Investissements	0,06	0,33	0,09	0,48	-0,13	-0,60	-0,06	-0,35
Demande intérieure	0,11	0,27	0,20	0,37	-0,33	-0,64	-0,06	-0,17
Exportations	0,03	0,06	0,02	0,12	-0,01	-0,05	-0,02	-0,10
Importations	0,03	0,14	0,08	0,19	-0,18	-0,36	0,00	-0,08
Prix de la consommation privée	-0,13	-0,17	-0,11	-0,38	0,04	0,11	0,12	0,40
Déflateur du PIB	-0,24	-0,25	-0,20	-0,53	0,09	0,19	0,22	0,52
Emploi total								
. en milliers	6,71	14,32	7,34	26,47	-6,34	-19,28	-1,45	-2,75
. en %	0,16	0,33	0,18	0,61	-0,15	-0,44	-0,03	-0,06
Productivité par tête (secteur marchand)	-0,08	-0,21	-0,06	-0,44	-0,01	0,20	-0,04	-0,13
Revenu disponible réel des ménages	0,18	0,42	0,38	0,49	-0,71	-0,99	-0,08	-0,30
Solde extérieur courant (en % du PIB)	-0,07	-0,14	-0,11	-0,19	0,17	0,35	0,03	0,08
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
. en milliards d'euros	-0,95	-1,07	-1,13	-1,71	1,29	2,14	1,20	1,88
. en % du PIB	-0,33	-0,28	-0,39	-0,44	0,44	0,56	0,42	0,49

Introduction d'une CVA

En principe, une telle cotisation est destructrice d'emploi, non seulement *via* la hausse générale des coûts, mais aussi, éventuellement, *via* la hausse relative du coût du travail. La mesure dans laquelle cela se produit dépend de la rétroaction sur le coût salarial réel. Dans la version salaires libres de HERMES et dans la version salaires LABMOD, la hausse du taux de chômage exerce une pression à la baisse sur le salaire brut et donc sur le coût salarial. Dans la version LABMOD, cet effet est renforcé par un mécanisme supplémentaire. La présence de la CVA dans le coin fiscal constitue pour les employeurs un poids supplémentaire qui vient s'ajouter au coût salarial. *Via* des aménagements au niveau des salaires bruts (*et* du coût salarial au sens classique), les employeurs reportent partiellement et progressivement cette charge supplémentaire sur les employés. A moyen terme, cela se traduit par une baisse plus marquée du coût salarial horaire réel (-0,22 % contre -0,07 % dans la version salaires libres de HERMES) et par un moindre recul de l'emploi (-2 750 contre -4 810 unités). Les effets sur le PIB (-0,19 % au lieu de -0,21 %), sur les composantes du PIB, sur le solde extérieur courant et sur la capacité nette de financement des administrations publiques sont pratiquement identiques. Le gain budgétaire net par emploi détruit atteint en revanche une valeur supérieure: 681 800 contre 397 200 euros.

TABEAU 21 - Synthèse des résultats des variantes de réduction des cotisations sociales et d'augmentation de taxes et d'impôts - salaires LABMOD: indicateurs relatifs à l'emploi
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Réduction générale des cotisations sociales employeurs		Réduction des cotisations sociales personnelles		Hausse de l'IPP		Introduction d'une CVA	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
Emploi total (en %)	0,16	0,33	0,18	0,61	-0,15	-0,44	-0,03	-0,06
Emploi salarié marchand (en %)	0,21	0,45	0,22	0,79	-0,19	-0,59	-0,05	-0,08
Coût salarial réel horaire ^a marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,04	-0,58	-0,94	-1,23	0,48	0,70	0,01	-0,22
Coût salarial nominal horaire ^b marchand <i>ex post</i> (en %)	-1,17	-0,75	-1,05	-1,61	0,52	0,81	0,14	0,18
Elasticité <i>ex post</i> de l'emploi marchand au coût salarial nominal	-0,17	-0,53	-0,20	-0,46	-0,34	-0,66	-0,31	-0,44
Coût/gain budgétaire par emploi créé/détruit (en milliers d'euros)	141,3	74,6	154,2	64,4	203,8	111,2	833,4	681,8

a. Sans la partie de la CVA qui porte sur le travail.

b. Même remarque.

TABEAU 22 - Synthèse des résultats des variantes de réduction des cotisations sociales et d'augmentation de taxes et d'impôts - salaires LABMOD: finances publiques
(différences en millions d'euros par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	Réduction générale des cotisations sociales employeurs		Réduction des cotisations sociales personnelles		Hausse de l'IPP		Introduction d'une CVA	
	t	t+7	t	t+7	t	t+7	t	t+7
1. Recettes	-1163	-1075	-1336	-2031	1400	1866	1398	2051
Fiscales	210	472	418	349	1280	1738	1341	1914
a. Impôts directs	227	450	399	380	1370	1933	-148	-139
Ménages	42	381	221	226	1490	2082	59	41
Sociétés	186	69	178	155	-1204	-148	-207	-181
Autres	-0	-0	-0	-1	-0	-0	0	1
b. Impôts indirects	-16	23	20	-25	-89	-193	31	106
c. Cotisation sur la valeur ajoutée	0	0	0	0	0	0	1456	1940
d. Cotisation sociale généralisée	0	0	0	0	0	0	0	0
e. Impôts en capital	-2	-2	-1	-5	-1	-3	2	7
Cotisations de Sécurité Sociale	-1357	-1523	-1742	-2324	118	116	41	76
Autres recettes	-16	-24	-13	-56	3	12	15	61
2. Dépenses	-214	-7	-205	-325	108	-278	193	174
a. Consommation publique	-91	-162	-79	-363	29	115	87	369
b. Subventions aux entreprises	-5	-7	-5	-18	2	51	5	20
c. Transferts de sécurité sociale	-101	-179	-114	-434	67	204	70	255
d. Autres transferts courants	-9	-12	-7	-28	2	7	9	30
e. Dépenses en capital	-17	-25	-15	-54	5	21	16	51
f. Charges d'intérêts	9	378	14	571	3	-629	7	-551
3. C.N.F (+) ou B.N.F (-)	-949	-1068	-1131	-1705	1293	2143	1205	1876
en % du PIB	-0,33	-0,28	-0,39	-0,44	0,44	0,56	0,42	0,49
4. Solde primaire	-940	-689	-1117	-1134	1296	1514	1211	1326



Résultats détaillés

A. Premier groupe: les variantes de réduction des cotisations sociales (employeurs et personnelles)

1. Réduction générale des cotisations sociales patronales

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La baisse générale des cotisations sociales employeurs simulée a pour effet direct de diminuer *ex ante* le coût salarial réel des entreprises de 1,26 %. De ce fait, la substitution en faveur du facteur de production travail est encouragée et de nouveaux emplois sont créés. Il est important de noter que la création de nouveaux emplois est relativement faible en début de période (7 700 unités en t) mais est en constante progression au fil des années pour atteindre 24 300 unités en fin de période.

Ces créations d'emplois permettent de relancer l'activité économique. Comme ce sont les nouveaux emplois qui initient les effets indirects de la mesure, l'évolution des postes stimulés par ces effets indirects est comparable à celle de l'emploi. Ainsi, la progression du revenu disponible des ménages s'élève tout d'abord à 0,14 % en t avant d'atteindre 0,28 % en fin de période. L'augmentation de la consommation privée et des investissements en logement qui en découle est initialement relativement faible mais croît progressivement pour atteindre, respectivement, 0,24 % et 0,59 % en t+7. Malgré les effets de substitution en faveur du travail, les investissements des entreprises sont dynamisés (+0,42 % en t+7) car ces dernières entrevoient une expansion de leurs débouchés sur les marchés intérieurs et extérieurs. Les entreprises bénéficient également d'une rentabilité accrue (suite à la baisse du coût du travail). Remarquons que ces effets indirects renforcent à leur tour la création d'emplois.

Il est également important de noter que la baisse générale des cotisations sociales employeurs modère l'évolution du niveau général des prix: la réduction des cotisations sociales employeurs initie une baisse des coûts de production des entreprises, ces dernières répercutant partiellement cette baisse sur leurs prix de vente. La première année, les prix à la consommation privée sont inférieurs de 0,16 % à leur niveau de référence et, en fin de période, de 0,39 %.

Cette mesure se traduit par une baisse du solde extérieur courant qui recule de l'équivalent de 0,12 % du PIB en fin de période. Malgré une hausse des exportations rendue possible par la baisse des prix à l'exportation (suite à la baisse des

coûts de production), on observe, en effet, en parallèle, une progression des importations résultant du surplus de demande intérieure.

A moyen terme, le PIB réel dépasse son niveau de référence de 0,24 %. Il faut noter que la baisse des prix entraîne, dès l'année t et jusqu'en t+7, une diminution, par rapport à la simulation de référence, du PIB mesuré en termes nominaux.

Résultats sectoriels

Toutes les branches d'activité tirent profit de la baisse générale des cotisations sociales patronales. En particulier, la construction et les différentes branches industrielles enregistrent une importante progression de leur valeur ajoutée. La plus forte augmentation, en termes relatifs, de l'emploi est affichée par la branche des biens intermédiaires (0,85 % en t+7).

Finances publiques

La diminution des cotisations sociales employeurs grève naturellement de façon conséquente les recettes de l'Etat. Seule une très petite partie des effets de retour est obtenue des cotisations sociales (*via* les cotisations sociales liées aux nouveaux emplois créés). Cette baisse de recettes est toutefois partiellement comblée à la fois par une hausse de certaines recettes fiscales et par une baisse de toutes les dépenses primaires.

Ainsi, côté recettes, la baisse des coûts des entreprises leur permet de générer davantage de bénéficiaires, soumis à taxation. Les impôts directs à charge des ménages sont initialement inférieurs à leur niveau de référence avant de le dépasser à partir de t+5. Dans un premier temps, l'effet de diminution, en termes nominaux, de la base imposable des particuliers supplante l'effet de hausse des revenus soumis à taxation (suite à la création de nouveaux emplois) avant que l'inverse ne se produise, et ce en raison de la progression constante du nombre de nouveaux emplois créés. En ce qui concerne les impôts indirects, par contre, l'effet prix négatif l'emporte, sur toute la période, sur l'effet volume (croissance réelle de la consommation). A moyen terme, les recettes des administrations publiques sont inférieures de 1,7 milliards à leur niveau de référence.

Les principales diminutions de dépenses s'expliquent par la baisse des transferts de sécurité sociale (diminution des allocations de chômage suite à la création de nouveaux emplois et effet prix négatif) et par la diminution des dépenses indexées. La dégradation du solde primaire renforce, par contre, progressivement le niveau des charges d'intérêt. En fin de période, la contraction du total des dépenses de l'Etat s'élève à 0,5 milliard alors que les charges d'intérêt excèdent leur niveau de référence de 0,4 milliard.

Bien que la détérioration du solde primaire s'atténue au fil des années, la capacité nette de financement de l'Etat se creuse pour accuser en fin de période une baisse de 1,2 milliards, inférieure toutefois à la perte initiale de recettes consentie par l'Etat pour diminuer les cotisations sociales (1,9 milliards). Le taux d'autofinancement atteint donc 36 % pour la réduction générale de cotisations sociales patronales.

Il faut également noter la diminution progressive, avec le temps, du coût d'un nouvel emploi créé: il s'élève à 129 500 euros la première année pour passer à 50 400 euros en fin de période. Cette forte réduction du coût de création unitaire d'emploi s'explique principalement par l'augmentation constante du nombre d'emplois nouveaux créés au fil des années.

TABLEAU 23 - Réduction générale des cotisations sociales patronales en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,13	0,19	0,21	0,23	0,23	0,24	0,24	0,24
-Consommation publique	0,06	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
-F.B.C.F.	0,08	0,19	0,26	0,32	0,36	0,38	0,40	0,42
.Entreprises	0,11	0,22	0,29	0,33	0,37	0,39	0,41	0,42
.Etat	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	0,17	0,29	0,38	0,46	0,49	0,54	0,59
-Demande intérieure totale	0,10	0,16	0,20	0,22	0,23	0,23	0,24	0,25
-Exportations	0,03	0,08	0,10	0,12	0,12	0,12	0,12	0,12
-Importations	0,01	0,06	0,08	0,10	0,11	0,12	0,12	0,12
-PIB	0,12	0,18	0,21	0,23	0,23	0,23	0,23	0,24
Prix								
-Consommation privée	-0,16	-0,26	-0,33	-0,37	-0,39	-0,39	-0,39	-0,39
-Indice santé	-0,17	-0,27	-0,35	-0,39	-0,41	-0,41	-0,41	-0,40
-Exportations	-0,12	-0,16	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,19	-0,19
-Importations	-0,02	-0,03	-0,04	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06
-Termes d'échange	-0,10	-0,13	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14	-0,13	-0,12
-Déflateur du PIB	-0,29	-0,42	-0,50	-0,54	-0,56	-0,56	-0,56	-0,55
Marché du travail								
-Emploi	0,18	0,27	0,33	0,39	0,45	0,49	0,52	0,55
-Emploi (en milliers)	7,68	11,11	14,12	16,77	19,08	21,04	22,78	24,31
-Chômage	-1,10	-1,59	-2,03	-2,45	-2,82	-3,21	-3,63	-4,07
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,10	-0,13	-0,18	-0,24	-0,30	-0,35	-0,39	-0,42
Revenus								
- Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,02	0,03	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01
- Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,38	-1,48	-1,55	-1,59	-1,60	-1,61	-1,60	-1,59
- Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-1,23	-1,22	-1,23	-1,23	-1,22	-1,22	-1,21	-1,20
- Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-1,27	-1,31	-1,32	-1,30	-1,26	-1,21	-1,16	-1,10
- Revenu disponible réel des ménages	0,14	0,21	0,24	0,26	0,27	0,27	0,28	0,28
- Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,47	0,42	0,38	0,35	0,32	0,29	0,27	0,25
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12
en milliards d'euros	-0,21	-0,27	-0,34	-0,39	-0,43	-0,46	-0,49	-0,52
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,34	-0,30	-0,29	-0,29	-0,30	-0,31	-0,31	-0,32
en milliards d'euros	-0,99	-0,90	-0,91	-0,94	-0,99	-1,06	-1,14	-1,23
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,14	0,23	0,27	0,28	0,29	0,29	0,30	0,30
-Energie	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
-Industries manufacturières	0,17	0,27	0,30	0,31	0,31	0,31	0,31	0,31
-Biens intermédiaires	0,14	0,24	0,25	0,25	0,24	0,23	0,22	0,22
-Biens d'équipement	0,22	0,33	0,36	0,37	0,37	0,37	0,37	0,37
-Biens de consommation	0,18	0,27	0,31	0,34	0,36	0,37	0,38	0,39
-Construction	0,08	0,20	0,28	0,34	0,37	0,39	0,41	0,43
-Transports et communication	0,14	0,20	0,23	0,25	0,25	0,25	0,25	0,25
-Autres services marchands	0,10	0,16	0,19	0,20	0,21	0,21	0,21	0,21
Total secteurs marchands	0,13	0,20	0,23	0,25	0,25	0,26	0,26	0,26
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,17	0,24	0,31	0,38	0,46	0,52	0,59	0,64
-Energie	0,03	0,08	0,12	0,17	0,22	0,26	0,29	0,32
-Industries manufacturières	0,08	0,17	0,24	0,33	0,42	0,51	0,60	0,68
-Biens intermédiaires	0,06	0,14	0,22	0,33	0,46	0,60	0,73	0,85
-Biens d'équipement	0,09	0,17	0,24	0,31	0,39	0,46	0,52	0,58
-Biens de consommation	0,10	0,19	0,26	0,34	0,41	0,48	0,54	0,60
-Construction	0,38	0,44	0,50	0,53	0,56	0,57	0,58	0,59
-Transports et communication	0,26	0,34	0,40	0,44	0,47	0,49	0,50	0,52
-Autres services marchands	0,26	0,37	0,47	0,55	0,61	0,66	0,70	0,73
Total secteurs marchands	0,23	0,33	0,41	0,49	0,55	0,60	0,65	0,68
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Suite à la diminution relative du prix du facteur de production travail, les effets de substitution vont jouer, entraînant des créations d'emplois. Toutefois, dans le scénario de libre formation des salaires, la baisse du coût salarial est moins marquée que dans celui des salaires bruts inchangés. En effet, suite aux créations d'emplois rendues possibles par la baisse des cotisations sociales employeurs, le taux de chômage diminue. Cette baisse du chômage génère des tensions sur le marché du travail qui poussent les salaires bruts réels à la hausse. Cet impact de l'évolution du taux de chômage sur les salaires bruts est pris en compte dans le scénario salaires libres (il ne l'est pas dans le scénario salaires bruts inchangés). En conséquence, le recul du coût salarial réel est limité à 0,6 % en fin de période (contre 1,2 % dans le scénario salaires bruts inchangés). La substitution des facteurs en faveur du travail est donc plus limitée en salaires libres. De ce fait, pour un choc de coût budgétaire identique injecté dans le circuit économique sous une même forme (baisse générale des cotisations sociales employeurs), la création d'emplois se révèle moins efficace dans le scénario de libre formation des salaires que dans celui des salaires bruts inchangés: en t+7, près de 16 000 emplois sont créés en salaires libres contre 24 300 en salaires bruts inchangés.

La croissance de la consommation privée et des investissements des ménages est plus forte en salaires libres, respectivement +0,31 % et +0,62 % en fin de période (moins d'emplois mais salaires plus élevés, ce qui entraîne une augmentation plus soutenue du revenu disponible réel des ménages). Le surplus des investissements des entreprises est, par contre, moins important dans ce contexte salarial (à cause de la baisse moins importante du coût salarial). Au total, la progression de la demande intérieure est quasi identique en fin de période en salaires libres (+0,26 %) et en salaires bruts inchangés (+0,25 %).

Etant donné la réduction moins importante des coûts de production des entreprises en salaires libres, la baisse des cotisations sociales employeurs se solde par une diminution des prix moins marquée qu'en salaires bruts inchangés. En t+7, l'indice des prix à la consommation privée recule de 0,20 % (contre 0,39 % en cas de salaires bruts inchangés).

En t+7, le solde extérieur courant diminue de l'équivalent de 0,13 % du PIB (0,12 % en salaires bruts inchangés). Malgré une hausse des exportations rendue possible par la baisse des prix à l'exportation (suite à la baisse des coûts de production),

on observe, en parallèle, une progression des importations résultant du surplus de demande intérieure.

Même si les deux versions du modèle génèrent un impact quasi identique sur le PIB réel en t , en fin de période, ce dernier progresse moins en cas de salaires libres (+0,18 %) qu'en cas de salaires bruts inchangés (+0,24 %).

Résultats sectoriels

La valeur ajoutée réelle et l'emploi de toutes les branches d'activité sont en hausse par rapport à la simulation de référence. En particulier, la construction enregistre une importante progression de sa valeur ajoutée tandis que la branche des biens intermédiaires affiche la plus forte augmentation, en termes relatifs, de l'emploi.

Finances publiques

A moyen terme, et compte tenu des effets de retour, une diminution des cotisations sociales employeurs grève moins les finances publiques dans un contexte de salaires libres que dans celui des salaires bruts inchangés (respectivement, en $t+7$, -0,28 % du PIB contre -0,32 % du PIB).

L'explication de cette meilleure performance pour les finances publiques réside principalement au niveau des recettes. En salaires libres, la perte de recettes totales est sensiblement moindre (1,1 milliards contre 1,7 milliards en salaires bruts inchangés). Bien que les recettes fiscales directes en provenance des entreprises soient un peu moins élevées en salaires libres (à cause de la moindre diminution des coûts), celles payées par les ménages sont, par contre, nettement supérieures (en raison de la hausse des salaires). La situation est également meilleure en ce qui concerne les recettes fiscales indirectes: en $t+7$, ces dernières sont même (très légèrement) supérieures à leur niveau de référence (ce qui n'est pas le cas dans la version salaires bruts inchangés) et ce, malgré l'effet prix négatif. Ce dernier limite également les pertes en recettes de cotisations sociales exprimées en termes nominaux.

La réduction générale des cotisations sociales patronales donne lieu à une diminution des dépenses totales moins marquée en salaires libres qu'en salaires bruts inchangés (en $t+7$, respectivement, -57 et -495 millions). En fin de période, la baisse des dépenses primaires hors charges d'intérêt est ainsi moins forte (baisse moins importante des allocations de chômage consécutive au nombre plus faible de nouveaux emplois créés et à l'effet prix négatif moins important) tandis que la hausse des charges d'intérêt est un peu plus importante.

A moyen terme, la détérioration des finances publiques s'élève à 1,1 milliards (contre 1,2 milliards en cas de salaires bruts inchangés), ce qui correspond à un taux d'autofinancement de 45 % pour la baisse générale des cotisations sociales employeurs en salaires libres (contre 36 % en cas de salaires bruts inchangés).

La création d'un nouvel emploi se révèle par contre plus coûteuse en salaires libres: 133 600 euros en t et 67 500 euros à moyen terme (contre, respectivement, 129 500 euros et 50 400 euros en cas de salaires bruts inchangés).

TABLEAU 24 - Réduction générale des cotisations sociales patronales en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,14	0,20	0,23	0,25	0,27	0,28	0,30	0,31
-Consommation publique	0,06	0,07	0,07	0,06	0,06	0,05	0,05	0,04
-F.B.C.F.	0,08	0,18	0,26	0,30	0,33	0,34	0,35	0,36
.Entreprises	0,11	0,21	0,27	0,31	0,32	0,33	0,33	0,32
.Etat	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	0,18	0,30	0,39	0,46	0,51	0,54	0,62
-Demande intérieure totale	0,11	0,17	0,20	0,22	0,24	0,25	0,25	0,26
-Exportations	0,03	0,08	0,09	0,10	0,09	0,09	0,08	0,07
-Importations	0,02	0,07	0,09	0,11	0,13	0,13	0,14	0,14
-PIB	0,11	0,17	0,20	0,20	0,20	0,19	0,19	0,18
Prix								
-Consommation privée	-0,14	-0,23	-0,28	-0,30	-0,29	-0,27	-0,23	-0,20
-Indice santé	-0,15	-0,25	-0,30	-0,31	-0,30	-0,28	-0,24	-0,20
-Exportations	-0,11	-0,15	-0,16	-0,16	-0,15	-0,14	-0,12	-0,11
-Importations	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
-Termes d'échange	-0,10	-0,12	-0,12	-0,12	-0,11	-0,09	-0,08	-0,06
-Déflateur du PIB	-0,27	-0,38	-0,43	-0,44	-0,42	-0,39	-0,34	-0,30
Marché du travail								
-Emploi	0,17	0,24	0,30	0,34	0,36	0,37	0,37	0,37
-Emploi (en milliers)	7,22	10,19	12,51	14,20	15,33	15,92	16,04	15,85
-Chômage	-1,03	-1,45	-1,79	-2,05	-2,22	-2,35	-2,43	-2,48
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,09	-0,11	-0,15	-0,19	-0,22	-0,24	-0,25	-0,25
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,11	0,17	0,22	0,29	0,37	0,45	0,53	0,60
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,29	-1,32	-1,32	-1,26	-1,17	-1,06	-0,93	-0,81
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-1,14	-1,09	-1,04	-0,97	-0,88	-0,79	-0,70	-0,62
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-1,19	-1,17	-1,12	-1,02	-0,90	-0,76	-0,63	-0,50
-Revenu disponible réel des ménages	0,15	0,23	0,28	0,30	0,33	0,35	0,37	0,39
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,44	0,37	0,32	0,27	0,22	0,17	0,13	0,09
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13	-0,13	-0,13
en milliards d'euros	-0,22	-0,28	-0,35	-0,40	-0,44	-0,47	-0,50	-0,53
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,33	-0,29	-0,28	-0,27	-0,27	-0,27	-0,28	-0,28
en milliards d'euros	-0,97	-0,86	-0,86	-0,87	-0,90	-0,95	-1,01	-1,07
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,13	0,22	0,24	0,25	0,24	0,23	0,22	0,21
-Energie	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02
-Industries manufacturières	0,16	0,25	0,27	0,26	0,25	0,23	0,21	0,19
-Biens intermédiaires	0,13	0,22	0,22	0,21	0,19	0,16	0,14	0,12
-Biens d'équipement	0,20	0,30	0,32	0,32	0,30	0,28	0,27	0,26
-Biens de consommation	0,17	0,25	0,28	0,29	0,29	0,27	0,26	0,24
-Construction	0,08	0,20	0,28	0,32	0,35	0,37	0,37	0,39
-Transports et communication	0,14	0,19	0,22	0,23	0,22	0,22	0,21	0,20
-Autres services marchands	0,10	0,16	0,18	0,19	0,19	0,18	0,17	0,16
Total secteurs marchands	0,12	0,19	0,22	0,22	0,22	0,21	0,20	0,19
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,15	0,22	0,28	0,34	0,39	0,43	0,46	0,49
-Energie	0,04	0,08	0,13	0,18	0,24	0,29	0,34	0,38
-Industries manufacturières	0,08	0,16	0,22	0,29	0,36	0,42	0,47	0,51
-Biens intermédiaires	0,06	0,13	0,20	0,29	0,40	0,50	0,58	0,65
-Biens d'équipement	0,08	0,16	0,22	0,28	0,34	0,40	0,45	0,50
-Biens de consommation	0,10	0,18	0,23	0,29	0,34	0,37	0,39	0,40
-Construction	0,34	0,41	0,45	0,47	0,47	0,47	0,46	0,47
-Transports et communication	0,25	0,33	0,39	0,43	0,45	0,46	0,47	0,47
-Autres services marchands	0,24	0,33	0,41	0,45	0,47	0,48	0,46	0,44
Total secteurs marchands	0,21	0,30	0,37	0,41	0,44	0,46	0,46	0,45
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02

c. Résultats dans un scénario avec salaires-LABMOD

Activité et emploi

Nous avons déjà pu constater que la réduction générale des cotisations sociales patronales crée, à moyen terme, un peu moins d'emplois dans la configuration salaires-LABMOD que dans la configuration salaires libres HERMES (+0,33 % au lieu de +0,37 % pour l'emploi total; +0,40 % au lieu de +0,45 % pour les branches marchandes).

Résultats sectoriels

Les différences les plus grandes entre les deux scénarios se retrouvent pour les biens intermédiaires (+0,53 % au lieu de +0,65 %), l'énergie (+0,27 % au lieu de +0,38 %) et le secteur des transports et communication (+0,29 % au lieu de +0,47 %). Par ailleurs, la hiérarchie sectorielle de création d'emplois est, en général, identique dans les deux scénarios.

Finances publiques

Le solde des finances publiques est influencé dans les mêmes proportions avec cette configuration salariale (dans les deux configurations salariales, le solde se dégrade, à moyen terme de 0,28 % du PIB). Le scénario salaires-LABMOD semble avoir des effets en retour plus importants sur l'IPP (+381 au lieu de 353 millions d'euros) et les impôts indirects (+23 au lieu de 3 millions d'euros), mais moins *via* les cotisations sociales (-1 523 au lieu de -1 506 millions d'euros). Les dépenses sont, quant à elles, moins réduites en raison de baisses de prix plus petites et d'une baisse du chômage moins importante¹: baisse de la consommation publique (-162 au lieu de -194 millions d'euros) et baisse des transferts de sécurité sociale (-179 au lieu de -206 millions d'euros).

1. Il convient d'être prudent dans la comparaison des impacts en termes absolus, dans la mesure où les simulations de référence peuvent différer.

TABLEAU 25 - Réduction générale des cotisations sociales patronales en salaires-LABMOD
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,15	0,21	0,27	0,29	0,30	0,31	0,32	0,33
-Consommation publique	0,05	0,06	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04
-F.B.C.F.	0,06	0,11	0,19	0,25	0,28	0,30	0,32	0,33
.Entreprises	0,09	0,16	0,21	0,24	0,25	0,26	0,28	0,29
.Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	-0,01	0,20	0,38	0,47	0,52	0,56	0,60
-Demande intérieure totale	0,11	0,16	0,20	0,23	0,24	0,25	0,26	0,27
-Exportations	0,03	0,07	0,08	0,08	0,07	0,07	0,06	0,06
-Importations	0,03	0,07	0,10	0,12	0,13	0,14	0,14	0,14
-PIB	0,11	0,15	0,18	0,18	0,18	0,18	0,18	0,17
Prix								
-Consommation privée	-0,13	-0,20	-0,22	-0,22	-0,21	-0,20	-0,18	-0,17
-Indice santé	-0,13	-0,21	-0,23	-0,23	-0,22	-0,21	-0,19	-0,17
-Exportations	-0,10	-0,13	-0,12	-0,12	-0,11	-0,11	-0,10	-0,09
-Importations	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03
-Termes d'échange	-0,08	-0,10	-0,09	-0,09	-0,08	-0,07	-0,06	-0,06
-Déflateur du PIB	-0,24	-0,33	-0,33	-0,32	-0,31	-0,29	-0,27	-0,25
Marché du travail								
-Emploi	0,16	0,21	0,25	0,27	0,29	0,31	0,32	0,33
-Emploi (en milliers)	6,71	9,00	10,38	11,59	12,57	13,33	13,89	14,32
-Chômage	-0,96	-1,29	-1,49	-1,68	-1,83	-2,00	-2,14	-2,29
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,08	-0,09	-0,11	-0,14	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,22	0,31	0,50	0,57	0,59	0,60	0,62	0,64
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,17	-1,15	-0,97	-0,90	-0,86	-0,83	-0,79	-0,75
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-1,04	-0,95	-0,75	-0,68	-0,65	-0,63	-0,61	-0,58
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-1,07	-1,01	-0,82	-0,72	-0,65	-0,60	-0,54	-0,48
-Revenu disponible réel des ménages	0,18	0,27	0,35	0,37	0,38	0,39	0,41	0,42
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,40	0,32	0,23	0,18	0,16	0,14	0,12	0,11
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13	-0,13	-0,14
en milliards d'euros	-0,21	-0,26	-0,34	-0,40	-0,44	-0,47	-0,51	-0,55
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,33	-0,30	-0,27	-0,26	-0,26	-0,26	-0,27	-0,28
en milliards d'euros	-0,95	-0,89	-0,83	-0,83	-0,87	-0,93	-1,00	-1,07
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,12	0,18	0,20	0,21	0,20	0,20	0,20	0,20
-Energie	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,04
-Industries manufacturières	0,15	0,22	0,23	0,21	0,20	0,19	0,18	0,18
-Biens intermédiaires	0,12	0,19	0,18	0,16	0,14	0,13	0,12	0,11
-Biens d'équipement	0,19	0,27	0,27	0,25	0,23	0,22	0,21	0,21
-Biens de consommation	0,16	0,23	0,25	0,25	0,24	0,24	0,24	0,23
-Construction	0,07	0,11	0,22	0,29	0,33	0,35	0,36	0,37
-Transports et communication	0,13	0,18	0,20	0,20	0,19	0,19	0,19	0,18
-Autres services marchands	0,10	0,15	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17
Total secteurs marchands	0,12	0,17	0,19	0,20	0,19	0,19	0,19	0,19
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,14	0,19	0,23	0,27	0,31	0,35	0,38	0,40
-Energie	0,04	0,07	0,11	0,15	0,20	0,23	0,25	0,27
-Industries manufacturières	0,08	0,14	0,19	0,24	0,29	0,34	0,38	0,41
-Biens intermédiaires	0,05	0,11	0,16	0,23	0,32	0,39	0,46	0,53
-Biens d'équipement	0,08	0,14	0,19	0,22	0,26	0,30	0,33	0,35
-Biens de consommation	0,09	0,16	0,21	0,25	0,29	0,32	0,34	0,36
-Construction	0,33	0,32	0,33	0,36	0,37	0,38	0,38	0,38
-Transports et communication	0,22	0,27	0,28	0,28	0,29	0,29	0,29	0,29
-Autres services marchands	0,22	0,30	0,34	0,38	0,40	0,41	0,42	0,43
Total secteurs marchands	0,20	0,26	0,30	0,34	0,36	0,38	0,39	0,40
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02

2. Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires a pour effet direct de diminuer le coût salarial des entreprises. Le ciblage de la mesure sur les bas salaires permet de réduire substantiellement le coût salarial réel (-1,55 % en t et -2,82 % en t+7 contre, respectivement, -1,23 % et -1,20 % dans le cas de la mesure générale), rendant le facteur de production travail plus attractif. Des substitutions se mettent alors en place en faveur du travail et, au sein de ce facteur, en faveur du travail faiblement rémunéré. Par conséquent, la création de nouveaux emplois est particulièrement efficace: en t+7, plus de 60 000 emplois sont créés (contre 24 300 emplois supplémentaires lorsque la mesure est générale). Comme dans le cas de la mesure non ciblée, il faut un certain temps pour que la mesure déploie complètement ses effets (en t, l'emploi ne progresse "que" de 11 100 unités).

Comme les emplois supplémentaires sont rémunérés par un salaire relativement faible, l'effet sur la consommation privée est moins important qu'en l'absence de ciblage (en t+7, respectivement, +0,15 % et +0,24 %).

La baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires se caractérise par une forte baisse du niveau général des prix, découlant de la réduction importante des coûts de production des entreprises. Les prix à la consommation privée reculent ainsi de 1,06 % en fin de période (contre -0,39 % en l'absence de ciblage).

Cette mesure se traduit également par une baisse du solde extérieur courant de l'ordre de 0,07 % du PIB en t+7 (contre 0,12 % du PIB dans le cas de la mesure générale). La baisse importante des coûts de production des entreprises entraîne une diminution conséquente des prix des exportations et, dans la foulée, une hausse de leur volume. Parallèlement, suite au surplus de demande intérieure, le volume des importations est accru tandis que le prix de ces dernières est en baisse.

Au total, en fin de période, le PIB réel dépasse son niveau de référence de 0,37 %; ce surplus ne s'élève qu'à 0,24 % en cas de baisse générale des cotisations sociales patronales.

Résultats sectoriels

Bien que bénéficiant à l'ensemble des branches¹, la baisse des cotisations sociales employeurs ciblée sur les bas salaires génère logiquement le plus grand nombre d'emplois dans les branches qui font majoritairement appel aux emplois faiblement rémunérés, à savoir, notamment, les branches de services marchands et des biens de consommation. A terme, 89 % des nouveaux emplois font leur apparition dans les services marchands.

Finances publiques

Comme expliqué ci-dessus, la baisse des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires permet de créer davantage d'emplois que son équivalent non ciblé. Elle détériore toutefois aussi davantage les finances de l'Etat. Ainsi, en t+7, la capacité nette de financement de l'Etat accuse un déficit de 1,5 milliards par rapport à la simulation de référence, contre 1,2 milliards en cas de diminution générale des cotisations sociales.

Le total des recettes perçues par l'Etat est très largement inférieur à son niveau de référence (-3,5 milliards en t+7) et ce, à cause du choc initial de baisse des cotisations de sécurité sociale sur les bas salaires mais également à cause de l'effet prix négatif très important qui contracte les bases fiscales nominales. Parmi les recettes, seuls les impôts directs payés par les sociétés affichent une progression (leurs bénéficiaires sont en hausse en raison de l'importante baisse de leurs coûts de production).

Les dépenses totales sont également fortement en recul (-2,0 milliards en t+7). Tous les postes de dépenses primaires enregistrent une diminution; certains sont affectés uniquement par l'effet prix négatif tandis que, pour d'autres, cet effet est renforcé par les effets induits résultant de la création de nouveaux emplois. Initialement inférieures à leur niveau de référence, les charges d'intérêt le dépassent à partir de t+5 en raison de la dégradation du solde primaire.

En fin de période, 23 % du coût consenti *ex ante* pour diminuer les cotisations employeurs sur les bas salaires est compensé par l'impact de la mesure sur l'activité économique.

Tout comme en cas de baisse générale des cotisations sociales patronales, le coût budgétaire d'un nouvel emploi créé diminue drastiquement au fil des années: il passe de 96 400 euros en t à 24 200 euros en t+7. La baisse ciblée des cotisations sociales employeurs permet de créer des emplois à nettement moindre coût, surtout en fin de période, qu'en cas de baisse générale des cotisations sociales (pour rappel, dans ce cas, le coût d'un nouvel emploi s'élève à 129 500 euros en t et 50 400 euros en t+7).

1. On observe toutefois une diminution de la valeur ajoutée de la branche énergie. Suite à la baisse du coût du travail, les substitutions se font en effet en faveur de ce facteur de production et donc au détriment des autres facteurs, notamment l'énergie.

TABLEAU 26 - Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,13	0,18	0,20	0,19	0,18	0,18	0,17	0,15
-Consommation publique	0,08	0,11	0,14	0,15	0,16	0,15	0,15	0,14
-F.B.C.F.	0,08	0,17	0,24	0,28	0,31	0,32	0,30	0,29
.Entreprises	0,11	0,23	0,33	0,41	0,48	0,53	0,55	0,56
.Etat	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
.Logements	0,00	0,05	0,05	-0,02	-0,12	-0,23	-0,35	-0,41
-Demande intérieure totale	0,11	0,17	0,20	0,20	0,20	0,20	0,19	0,18
-Exportations	0,04	0,10	0,14	0,18	0,21	0,23	0,24	0,25
-Importations	0,01	0,03	0,04	0,05	0,05	0,05	0,06	0,06
-PIB	0,13	0,22	0,28	0,32	0,36	0,37	0,37	0,37
Prix								
-Consommation privée	-0,24	-0,45	-0,63	-0,80	-0,95	-1,02	-1,06	-1,06
-Indice santé	-0,25	-0,47	-0,67	-0,84	-1,00	-1,07	-1,11	-1,10
-Exportations	-0,13	-0,21	-0,27	-0,33	-0,38	-0,39	-0,40	-0,39
-Importations	-0,02	-0,04	-0,06	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,11
-Termes d'échange	-0,12	-0,17	-0,22	-0,26	-0,29	-0,30	-0,29	-0,28
-Déflateur du PIB	-0,36	-0,61	-0,83	-1,03	-1,21	-1,29	-1,32	-1,32
Marché du travail								
-Emploi	0,27	0,44	0,63	0,82	1,02	1,16	1,28	1,38
-Emploi (en milliers)	11,14	18,41	26,43	34,84	43,47	50,02	55,70	60,59
-Chômage	-1,59	-2,63	-3,81	-5,09	-6,42	-7,64	-8,87	-10,15
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,19	-0,31	-0,47	-0,66	-0,86	-1,01	-1,15	-1,28
Revenus								
- Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,27	-0,56	-0,87	-1,17	-1,47	-1,48	-1,48	-1,48
- Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,79	-2,31	-2,83	-3,31	-3,76	-3,83	-3,85	-3,84
- Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-1,55	-1,87	-2,21	-2,53	-2,84	-2,83	-2,83	-2,82
- Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-1,60	-1,96	-2,30	-2,61	-2,86	-2,77	-2,66	-2,53
- Revenu disponible réel des ménages	0,11	0,15	0,15	0,12	0,09	0,10	0,11	0,11
- Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,60	0,64	0,69	0,73	0,77	0,68	0,61	0,55
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,07	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09	-0,08	-0,07
en milliards d'euros	-0,23	-0,30	-0,36	-0,41	-0,44	-0,44	-0,44	-0,43
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,37	-0,35	-0,36	-0,38	-0,40	-0,39	-0,39	-0,39
en milliards d'euros	-1,07	-1,03	-1,10	-1,19	-1,31	-1,32	-1,39	-1,47
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,13	0,23	0,30	0,35	0,40	0,42	0,43	0,43
-Energie	0,01	0,01	0,00	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,04
-Industries manufacturières	0,16	0,28	0,36	0,43	0,50	0,54	0,55	0,56
-Biens intermédiaires	0,11	0,22	0,27	0,32	0,36	0,37	0,36	0,35
-Biens d'équipement	0,15	0,27	0,36	0,44	0,51	0,54	0,56	0,57
-Biens de consommation	0,22	0,35	0,46	0,56	0,66	0,74	0,78	0,80
-Construction	0,08	0,18	0,24	0,26	0,27	0,26	0,22	0,21
-Transports et communication	0,17	0,26	0,33	0,38	0,42	0,45	0,45	0,45
-Autres services marchands	0,13	0,22	0,27	0,31	0,34	0,36	0,35	0,35
Total secteurs marchands	0,14	0,24	0,30	0,35	0,39	0,41	0,41	0,41
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,11	0,20	0,30	0,40	0,52	0,63	0,72	0,81
-Energie	0,02	0,04	0,05	0,08	0,11	0,15	0,18	0,21
-Industries manufacturières	0,08	0,18	0,28	0,41	0,56	0,71	0,86	1,00
-Biens intermédiaires	0,05	0,11	0,19	0,30	0,44	0,60	0,77	0,93
-Biens d'équipement	0,06	0,12	0,20	0,28	0,36	0,45	0,53	0,60
-Biens de consommation	0,13	0,26	0,40	0,56	0,76	0,94	1,11	1,27
-Construction	0,19	0,29	0,37	0,43	0,47	0,48	0,46	0,45
-Transports et communication	0,36	0,51	0,68	0,82	0,95	1,01	1,07	1,10
-Autres services marchands	0,43	0,70	1,00	1,31	1,62	1,83	2,01	2,15
Total secteurs marchands	0,33	0,55	0,78	1,02	1,26	1,44	1,58	1,70
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Dans le scénario de libre formation des salaires, la baisse des cotisations sociales employeurs ciblée sur les bas salaires a également pour effet direct de diminuer le coût du facteur de production travail et, par là même, de déclencher les effets de substitution en faveur du travail, et plus spécifiquement en faveur du travail faiblement rémunéré. Toutefois, certaines différences importantes par rapport au scénario salaires bruts inchangés apparaissent.

La création de nouveaux emplois s'avère moins efficace en salaires libres: elle plafonne à 34 000 unités en t+7, ce qui correspond à plus de 26 000 emplois de moins qu'en salaires bruts inchangés. Cela est dû à une baisse moins marquée du coût salarial: la baisse initiale du coût salarial résultant de la mesure est en effet tempérée par la pression à la hausse sur les salaires bruts réels observée en cas de baisse du chômage dans un contexte de salaires libres. Ainsi, en t+7, le coût salarial réel affiche une diminution de 0,85 % en salaires libres (contre une diminution de 2,82 % en salaires bruts inchangés).

La création de nouveaux emplois et le surplus de salaires engrangé par les emplois existants permet de relancer davantage la consommation privée qu'en cas de salaires bruts inchangés (+0,38 % en fin de période).

En salaires libres, la diminution des coûts de production des entreprises est moins marquée qu'en salaires bruts inchangés, ce qui explique une baisse moins marquée du niveau général des prix (en t+7, l'indice des prix à la consommation est inférieur de 0,46 % à la référence en salaires libres, de 1,06 % en salaires bruts inchangés).

La baisse du solde extérieur courant est un peu plus prononcée en cas de salaires libres (-0,10 % du PIB en fin de période contre -0,07 % en salaires bruts inchangés). La baisse des coûts de production des entreprises entraîne une diminution des prix des exportations et, dans la foulée, une hausse de leur volume. Parallèlement, suite au surplus de demande intérieure, le volume des importations est accru.

Au total, le PIB progresse de 0,18 % en fin de période (contre 0,37 % dans le scénario salaires bruts inchangés).

Résultats sectoriels

Une conclusion identique à celle dégagée en salaires bruts inchangés peut être tirée: la baisse des cotisations sociales patronales sur les bas salaires profite à toutes les branches d'activité mais davantage encore aux services marchands qui accaparent une part conséquente des nouveaux emplois créés. La baisse des coûts des entreprises étant moins importante dans la version du modèle avec salaires libres, les effets sur la valeur ajoutée et l'emploi de toutes les branches sont moins marqués qu'en salaires bruts inchangés.

Remarquons que l'emploi de la branche construction diminue dès l'année t+3. Ce résultat s'explique par la présence relativement importante, dans cette branche, d'emplois à hauts salaires. Par conséquent, la substitution en faveur du travail faiblement rémunéré induite par la baisse des CSE ciblées donne lieu à des créations d'emplois faiblement rémunérés, mais également à des destructions d'emplois à hauts salaires. En outre, la baisse du taux de chômage exerce, dans toutes les branches d'activité, une pression à la hausse sur les salaires bruts réels des travailleurs ayant des salaires élevés (et ce, vu que les taux de cotisations sociales sur les hauts salaires demeurent inchangés) et donc aussi sur les coûts salariaux réels correspondants. En raison de la proportion élevée d'emplois à hauts salaires dans la construction, ceci implique, par solde, une hausse des coûts salariaux de cette branche et, donc, une diminution de son emploi. Au total, en fin de période, le nombre d'emplois à hauts salaires détruits dépasse le nombre d'emplois à bas salaires créés.

Finances publiques

En salaires libres, le nombre d'emplois supplémentaires créés s'avère nettement moins important que dans le contexte de salaires bruts inchangés. Cette "faiblesse" est toutefois palliée par un coût de la mesure pour les finances publiques également beaucoup moins conséquent: en t+7, la capacité nette de financement de l'Etat se détériore de 0,9 milliards, contre 1,5 milliards en cas de salaires bruts inchangés. Cette dégradation *ex post* moins importante des finances publiques s'explique principalement par les effets retour plus importants sur les recettes de l'Etat (la hausse des salaires accroît les assiettes fiscales et parafiscales et par là même les recettes correspondantes) et par l'effet prix moins négatif.

Le taux d'autofinancement de la baisse ciblée sur les bas salaires des cotisations sociales employeurs est donc plus élevé dans le scénario salaires libres (55 % en fin de période) que dans celui des salaires bruts inchangés (23 % en fin de période).

Le coût d'un nouvel emploi créé est quasi identique dans les deux contextes salariaux; il s'élève à moyen terme à 25 700 euros en cas de salaires libres et à 24 200 euros en cas de salaires bruts inchangés.

TABLEAU 27 - Réduction des cotisations sociales patronales ciblée sur les bas salaires en salaires libres
 (différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,15	0,21	0,25	0,28	0,30	0,33	0,36	0,38
-Consommation publique	0,08	0,10	0,11	0,11	0,11	0,08	0,05	0,04
-F.B.C.F.	0,08	0,17	0,21	0,22	0,20	0,16	0,09	0,00
.Entreprises	0,11	0,22	0,30	0,34	0,37	0,36	0,32	0,26
.Etat	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,02	-0,02
.Logements	0,00	0,07	0,03	-0,08	-0,23	-0,42	-0,59	-0,80
-Demande intérieure totale	0,12	0,18	0,21	0,23	0,23	0,24	0,23	0,22
-Exportations	0,04	0,09	0,12	0,14	0,15	0,14	0,12	0,10
-Importations	0,02	0,05	0,07	0,08	0,09	0,11	0,12	0,13
-PIB	0,13	0,20	0,25	0,27	0,28	0,26	0,22	0,18
Prix								
-Consommation privée	-0,22	-0,40	-0,54	-0,64	-0,70	-0,67	-0,58	-0,46
-Indice santé	-0,24	-0,42	-0,57	-0,67	-0,73	-0,70	-0,61	-0,48
-Exportations	-0,12	-0,18	-0,22	-0,24	-0,25	-0,22	-0,17	-0,12
-Importations	-0,02	-0,03	-0,04	-0,05	-0,06	-0,06	-0,05	-0,04
-Termes d'échange	-0,11	-0,15	-0,18	-0,19	-0,19	-0,16	-0,12	-0,08
-Déflateur du PIB	-0,33	-0,53	-0,67	-0,77	-0,81	-0,74	-0,62	-0,46
Marché du travail								
-Emploi	0,25	0,40	0,54	0,67	0,78	0,82	0,82	0,78
-Emploi (en milliers)	10,44	16,63	22,77	28,39	33,17	34,96	35,19	34,04
-Chômage	-1,49	-2,37	-3,26	-4,09	-4,80	-5,17	-5,34	-5,32
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,17	-0,27	-0,40	-0,53	-0,66	-0,72	-0,76	-0,76
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,14	-0,29	-0,40	-0,44	-0,41	-0,08	0,24	0,54
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,65	-2,01	-2,28	-2,45	-2,50	-2,13	-1,73	-1,32
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-1,43	-1,61	-1,75	-1,82	-1,82	-1,48	-1,15	-0,85
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-1,48	-1,70	-1,84	-1,88	-1,81	-1,38	-0,95	-0,54
-Revenu disponible réel des ménages	0,14	0,21	0,24	0,26	0,28	0,36	0,41	0,46
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,56	0,56	0,55	0,52	0,47	0,30	0,15	0,03
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,10
en milliards d'euros	-0,23	-0,31	-0,38	-0,43	-0,46	-0,46	-0,45	-0,44
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,36	-0,32	-0,32	-0,31	-0,31	-0,26	-0,24	-0,23
en milliards d'euros	-1,03	-0,95	-0,97	-0,99	-1,01	-0,91	-0,88	-0,87
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,12	0,20	0,24	0,26	0,26	0,23	0,17	0,11
-Energie	0,02	0,02	0,01	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01
-Industries manufacturières	0,15	0,24	0,29	0,31	0,32	0,29	0,24	0,17
-Biens intermédiaires	0,11	0,19	0,22	0,22	0,21	0,17	0,12	0,05
-Biens d'équipement	0,13	0,22	0,26	0,27	0,26	0,22	0,15	0,08
-Biens de consommation	0,21	0,33	0,40	0,46	0,49	0,49	0,45	0,38
-Construction	0,08	0,18	0,21	0,20	0,16	0,10	0,02	-0,08
-Transports et communication	0,17	0,25	0,30	0,34	0,35	0,35	0,32	0,29
-Autres services marchands	0,13	0,21	0,26	0,28	0,29	0,28	0,25	0,21
Total secteurs marchands	0,14	0,22	0,27	0,29	0,30	0,28	0,24	0,19
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,09	0,15	0,19	0,22	0,24	0,24	0,22	0,18
-Energie	0,02	0,04	0,05	0,07	0,09	0,10	0,11	0,11
-Industries manufacturières	0,08	0,16	0,23	0,32	0,40	0,46	0,49	0,49
-Biens intermédiaires	0,04	0,09	0,15	0,22	0,30	0,37	0,41	0,42
-Biens d'équipement	0,05	0,10	0,14	0,17	0,20	0,20	0,17	0,11
-Biens de consommation	0,12	0,24	0,35	0,47	0,59	0,68	0,73	0,75
-Construction	0,13	0,13	0,08	-0,00	-0,12	-0,26	-0,39	-0,50
-Transports et communication	0,35	0,50	0,65	0,76	0,84	0,85	0,84	0,81
-Autres services marchands	0,41	0,65	0,88	1,10	1,28	1,34	1,35	1,30
Total secteurs marchands	0,31	0,49	0,67	0,83	0,96	1,01	1,01	0,96
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02

3. Réduction des cotisations sociales personnelles (salariés)

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

Suite à la baisse des cotisations sociales personnelles, les ménages voient leur revenu disponible réel augmenter (+0,55 % en t et +0,64 % en fin de période). Cette hausse de revenu disponible rend possible une augmentation de la consommation privée (+0,62 % en t+7) et des investissements en logement des ménages (+0,68 % en t+7). Au vu de ce surplus de consommation du groupe des ménages, les entreprises accroissent leurs investissements (+0,24 % en t+7).

Le surcroît de demande généré par la baisse des cotisations sociales personnelles a un impact légèrement positif sur le niveau des prix à la consommation (+0,10 % en t+7).

La baisse des cotisations sociales personnelles ne modifie pas significativement les termes d'échange. La dégradation du solde extérieur courant, qui s'élève à l'équivalent de 0,23 % du PIB en fin de période, s'explique principalement par la hausse du volume des importations, découlant du gonflement de la demande intérieure.

Ainsi, au total, le PIB réel enregistre une hausse, par rapport à la situation de référence, de 0,15 % en t+7. Ce surplus d'activité permet de créer, respectivement en t et en t+7, 2 800 et 4 500 emplois nouveaux, ce qui est nettement inférieur à la performance observée en cas de diminution des cotisations sociales employeurs. Cette moindre performance s'explique par le fait que la baisse des cotisations personnelles n'a pas d'impact direct sur le coût salarial. Il s'ensuit que les créations d'emploi ne trouvent leur origine que *via* la relance de l'activité économique qu'induit la mesure. De plus, la relance de l'activité est modeste puisque celle-ci ne s'explique que par la hausse du revenu disponible.

Résultats sectoriels

Les effets de relance engendrés par la baisse des cotisations sociales personnelles se répartissent entre toutes les branches d'activité même si les hausses d'activité et d'emploi sont les plus marquées pour la construction. A l'opposé, les branches de l'industrie manufacturière, davantage tournées vers l'exportation, ne bénéficient que très peu (voire pas du tout pour les biens intermédiaires) de cette relance de l'activité qui transite principalement par le revenu disponible des ménages.

Finances publiques

Suite à la baisse des cotisations sociales personnelles, les recettes de l'Etat sont, logiquement, inférieures à leur niveau de référence. Ceci s'explique toutefois uniquement par la diminution des cotisations de sécurité sociale car tous les autres postes de recettes affichent un niveau supérieur à leur niveau de référence. En particulier, les impôts directs payés par les ménages enregistrent une hausse (augmentation du nombre de contribuables suite à la création d'emplois supplémentaires) tout comme les impôts indirects (augmentation de la consommation suite à la hausse de revenu disponible).

Les dépenses des administrations publiques sont, par contre, supérieures à leur niveau de référence. Cette hausse est essentiellement attribuable à la progression des charges d'intérêt (suite à la dégradation du solde primaire), la très faible croissance des autres postes de dépenses résultant du léger effet prix positif.

En fin de période, la capacité nette de financement de l'Etat affiche une diminution de 1,2 milliards. La mesure de baisse des cotisations personnelles arbore ainsi un taux d'autofinancement de 36 %, soit un taux identique à celui de la mesure de réduction générale des cotisations sociales employeurs. Soulignons que ce résultat est obtenu en ayant, cette fois, une hausse de dépenses (compensée par une réduction de recettes nettement moins forte que dans le cas des mesures de réduction des cotisations sociales employeurs).

TABLEAU 28 - Réduction des cotisations sociales personnelles en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,39	0,45	0,50	0,54	0,56	0,59	0,60	0,62
-Consommation publique	-0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
-F.B.C.F.	0,09	0,21	0,23	0,25	0,27	0,29	0,30	0,31
.Entreprises	0,13	0,16	0,17	0,18	0,20	0,21	0,23	0,24
.Etat	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,46	0,51	0,54	0,58	0,62	0,65	0,68
-Demande intérieure totale	0,24	0,30	0,33	0,36	0,38	0,39	0,40	0,42
-Exportations	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
-Importations	0,14	0,18	0,20	0,22	0,23	0,23	0,24	0,24
-PIB	0,11	0,13	0,14	0,14	0,14	0,15	0,15	0,15
Prix								
-Consommation privée	0,02	0,04	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10
-Indice santé	0,02	0,04	0,05	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11
-Exportations	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,03
-Importations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-Termes d'échange	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02
-Déflateur du PIB	0,01	0,04	0,05	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Marché du travail								
-Emploi	0,07	0,08	0,09	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10
-Emploi (en milliers)	2,78	3,33	3,59	3,83	4,04	4,22	4,39	4,52
-Chômage	-0,40	-0,48	-0,52	-0,56	-0,60	-0,65	-0,70	-0,76
-Productivité par tête (secteur marchand)	0,05	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04	0,04	0,03
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,01	0,03	0,04	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-0,03	-0,01	0,01	0,03	0,04	0,06	0,07	0,08
-Revenu disponible réel des ménages	0,55	0,58	0,61	0,62	0,63	0,64	0,64	0,64
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,02	0,03	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,12	-0,16	-0,18	-0,19	-0,21	-0,22	-0,23	-0,23
en milliards d'euros	-0,33	-0,45	-0,53	-0,61	-0,67	-0,73	-0,79	-0,85
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,27	-0,26	-0,27	-0,28	-0,29	-0,30	-0,31	-0,32
en milliards d'euros	-0,79	-0,79	-0,85	-0,91	-0,98	-1,06	-1,14	-1,24
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,09	0,11	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10	0,10
-Energie	0,07	0,08	0,08	0,09	0,09	0,09	0,10	0,10
-Industries manufacturières	0,09	0,08	0,06	0,05	0,04	0,04	0,03	0,03
-Biens intermédiaires	0,05	0,04	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,00
-Biens d'équipement	0,09	0,07	0,06	0,05	0,05	0,04	0,04	0,04
-Biens de consommation	0,16	0,13	0,09	0,08	0,07	0,06	0,06	0,05
-Construction	0,09	0,28	0,31	0,33	0,34	0,36	0,37	0,38
-Transports et communication	0,16	0,15	0,16	0,16	0,16	0,16	0,15	0,15
-Autres services marchands	0,12	0,14	0,16	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17
Total secteurs marchands	0,12	0,14	0,14	0,15	0,15	0,15	0,15	0,15
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,05	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
-Energie	0,05	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11
-Industries manufacturières	0,04	0,05	0,04	0,03	0,03	0,03	0,02	0,02
-Biens intermédiaires	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	-0,00
-Biens d'équipement	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02
-Biens de consommation	0,08	0,08	0,06	0,05	0,05	0,04	0,04	0,03
-Construction	0,06	0,16	0,18	0,19	0,19	0,20	0,21	0,21
-Transports et communication	0,06	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09	0,10	0,10
-Autres services marchands	0,09	0,10	0,11	0,12	0,12	0,13	0,13	0,14
Total secteurs marchands	0,08	0,09	0,10	0,10	0,11	0,11	0,12	0,12
Services non marchands	0,03	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Les résultats d'une baisse des cotisations sociales personnelles dans le scénario salaires libres sont globalement semblables à ceux obtenus en salaires bruts inchangés.

La baisse des cotisations personnelles induit directement une hausse du revenu disponible des ménages (+0,56 % en t et +0,67 % en t+7), stimulant la consommation privée et les investissements en logement.

Cette relance de l'activité s'accompagne de créations d'emplois. En t, les créations d'emplois observées en salaires libres (2 600 unités) sont semblables à celles obtenues en salaires bruts inchangés (2 800 unités). Il n'en va plus de même en fin de période où moins de 1 000 emplois sont créés en salaires libres contre plus de 4 500 en salaires bruts inchangés. En salaires libres, la baisse du chômage exerce un effet à la hausse sur les salaires bruts réels, ce qui freine les créations d'emplois. La relance de l'activité économique s'en ressent (le PIB progresse de 0,12 % en fin de période en salaires libres contre 0,15 % en salaires bruts inchangés). La baisse moins marquée des coûts de production des entreprises induit, par contre, une hausse du niveau des prix plus importante en salaires libres (+0,18 % en t+7) qu'en salaires bruts inchangés (+0,10 %).

Ces différences n'ont que peu d'effet sur les facteurs déterminant le solde extérieur courant de sorte que la baisse du solde extérieur courant observée dans les deux contextes salariaux est semblable (elle s'élève à l'équivalent de 0,24 % du PIB en fin de période).

Résultats sectoriels

Les effets de relance engendrés par la baisse des cotisations sociales personnelles se concentrent surtout dans les branches approvisionnant principalement le marché intérieur. A l'opposé, les branches de l'industrie manufacturière, davantage tournées vers l'exportation, ne tirent pas parti de cette relance de l'activité qui transite principalement par le revenu disponible des ménages. Au contraire, la hausse des coûts de production qui résulte de la baisse des cotisations personnelles en salaires libres les handicape en termes de compétitivité et ces branches enregistrent une légère baisse de leur emploi en fin de période.

Finances publiques

Dans le scénario salaires libres, la baisse des cotisations sociales personnelles se solde, en fin de période, par une diminution de la capacité nette de financement des administrations publiques de 0,30 % du PIB (contre 0,32 % en salaires bruts inchangés), ce qui correspond à un taux d'autofinancement de la mesure de 40 % (contre 36 % en salaires bruts inchangés).

La baisse des recettes de cotisations de sécurité sociale est partiellement compensée par davantage d'impôts directs payés par les ménages (augmentation des assiettes fiscales à cause des nouveaux emplois créés et de la hausse des salaires) et indirects (suite à la relance de la consommation). Au total, les recettes diminuent de 0,4 milliard en fin de période.

Le total des dépenses affiche une progression (+0,7 milliard en t+7), en raison principalement de la hausse des charges d'intérêt et de celle des dépenses indexées.

TABLEAU 29 - Réduction des cotisations sociales personnelles en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,40	0,46	0,51	0,55	0,58	0,60	0,62	0,63
-Consommation publique	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-F.B.C.F.	0,09	0,21	0,23	0,24	0,25	0,26	0,27	0,28
.Entreprises	0,13	0,16	0,17	0,17	0,18	0,19	0,20	0,21
.Etat	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,47	0,51	0,54	0,56	0,58	0,59	0,60
-Demande intérieure totale	0,24	0,31	0,34	0,36	0,38	0,39	0,41	0,42
-Exportations	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03
-Importations	0,15	0,19	0,21	0,22	0,23	0,24	0,24	0,24
-PIB	0,11	0,13	0,13	0,13	0,13	0,13	0,12	0,12
Prix								
-Consommation privée	0,02	0,05	0,07	0,10	0,13	0,15	0,17	0,18
-Indice santé	0,02	0,05	0,08	0,11	0,13	0,16	0,17	0,19
-Exportations	0,01	0,01	0,02	0,03	0,04	0,05	0,05	0,05
-Importations	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
-Termes d'échange	0,01	0,01	0,02	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04
-Déflateur du PIB	0,02	0,06	0,09	0,13	0,15	0,18	0,20	0,22
Marché du travail								
-Emploi	0,06	0,07	0,06	0,06	0,05	0,04	0,03	0,02
-Emploi (en milliers)	2,58	2,84	2,69	2,44	2,12	1,74	1,34	0,94
-Chômage	-0,37	-0,40	-0,38	-0,35	-0,31	-0,26	-0,20	-0,15
-Productivité par tête (secteur marchand)	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11
Revenus								
- Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,03	0,07	0,11	0,15	0,18	0,20	0,22	0,24
- Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,05	0,11	0,18	0,25	0,30	0,35	0,39	0,41
- Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	0,03	0,07	0,11	0,15	0,18	0,20	0,22	0,23
- Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-0,00	0,06	0,13	0,18	0,23	0,27	0,30	0,32
- Revenu disponible réel des ménages	0,56	0,60	0,63	0,65	0,66	0,67	0,67	0,67
- Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,01	0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,12	-0,16	-0,18	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,24
en milliards d'euros	-0,34	-0,45	-0,54	-0,61	-0,68	-0,74	-0,80	-0,85
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,27	-0,25	-0,25	-0,26	-0,27	-0,28	-0,29	-0,30
en milliards d'euros	-0,78	-0,77	-0,81	-0,86	-0,92	-0,98	-1,07	-1,15
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,09	0,11	0,09	0,08	0,08	0,07	0,07	0,06
-Energie	0,07	0,08	0,08	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10
-Industries manufacturières	0,09	0,07	0,04	0,02	0,01	0,00	-0,01	-0,01
-Biens intermédiaires	0,04	0,03	0,01	-0,00	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03
-Biens d'équipement	0,08	0,06	0,04	0,03	0,02	0,01	0,00	-0,00
-Biens de consommation	0,15	0,12	0,08	0,05	0,04	0,02	0,01	-0,01
-Construction	0,09	0,28	0,30	0,32	0,32	0,33	0,33	0,33
-Transports et communication	0,16	0,15	0,15	0,15	0,14	0,14	0,13	0,12
-Autres services marchands	0,12	0,14	0,15	0,16	0,16	0,16	0,16	0,15
Total secteurs marchands	0,12	0,14	0,14	0,14	0,13	0,13	0,13	0,12
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,04	0,06	0,05	0,04	0,03	0,02	0,01	-0,00
-Energie	0,05	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10	0,11
-Industries manufacturières	0,04	0,04	0,03	0,02	0,00	-0,01	-0,03	-0,05
-Biens intermédiaires	0,01	0,01	0,00	-0,00	-0,02	-0,03	-0,05	-0,07
-Biens d'équipement	0,03	0,03	0,02	0,01	0,00	-0,01	-0,02	-0,03
-Biens de consommation	0,07	0,07	0,05	0,03	0,02	-0,00	-0,02	-0,04
-Construction	0,03	0,11	0,10	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
-Transports et communication	0,05	0,05	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05	0,04
-Autres services marchands	0,08	0,09	0,08	0,07	0,06	0,05	0,03	0,02
Total secteurs marchands	0,07	0,08	0,07	0,06	0,05	0,04	0,03	0,02
Services non marchands	0,03	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04

c. Résultats dans un scénario avec salaires-LABMOD

Activité et emploi

On a vu que, dans la configuration salaires-LABMOD, la baisse des cotisations personnelles a des effets plus positifs sur le PIB (+0,28 % au lieu de 0,12 %) et l'emploi (+0,61 % au lieu de 0,02 %) que dans la configuration salaires libres HERMES. Les composantes du PIB sont également affectées différemment (les effets ne concernent plus seulement la consommation privée). Assez logiquement, on peut également s'attendre à des effets sectoriels différents.

Résultats sectoriels

La valeur ajoutée et l'emploi s'accroissent dans l'industrie manufacturière (au lieu de baisser dans le scénario salaires libres). Ce résultat s'explique par des gains de compétitivité (les prix à l'exportation baissent de 0,18 % au lieu de monter légèrement de 0,05 %), qui stimulent la demande extérieure en produits nationaux. L'emploi est particulièrement stimulé dans les biens intermédiaires et la construction (hausse de respectivement 0,8 % et 0,82 %, contre une hausse moyenne de 0,74 % dans le secteur marchand). La valeur ajoutée de ces mêmes secteurs est également stimulée de manière plus importante qu'en moyenne (respectivement +0,38 % et +0,53 %, contre une moyenne de 0,31 % pour les secteurs marchands dans leur ensemble). La même remarque vaut pour le secteur des biens de consommation (+0,4 %). A titre de comparaison, on observe que, dans la configuration salaires libres HERMES, l'emploi est surtout stimulé dans la construction et l'énergie (+0,09 % et +0,11 % pour une moyenne de +0,02 % dans le secteur marchand), et la valeur ajoutée s'accroît surtout dans la construction (+0,33 % contre une moyenne de +0,12 %).

Finances publiques

Le solde des finances publiques se creuse plus, à moyen terme, dans la nouvelle configuration salariale (-0,44 au lieu de -0,3 % du PIB). Ce résultat découle aussi bien d'une perte plus forte de recettes que d'une baisse plus limitée des dépenses. Il faut noter que, dans la configuration salariale LABMOD, la mesure simulée génère, d'une part, plus d'activité que dans la version salaires libres HERMES et, d'autre part, une baisse des prix et des salaires (contre une hausse en salaires libres HERMES). Dès lors, les composantes du budget sont influencées par les changements réels (moins de dépenses et plus de recettes grâce à plus d'activité et à un moindre chômage), ainsi que par les mouvements dans les prix (moins de dépenses en raison des baisses de prix, moins de recettes découlant des baisses de salaires bruts). Les effets de retour sont moins importants pour l'IPP (+226 au lieu de +953 millions d'euros), pour les cotisations sociales (-2 324 au lieu de

-1 689 millions d'euros), et sont même négatifs dans le cas des impôts indirects (-25 au lieu de +231 millions d'euros). Les effets de retour sont, par contre, plus importants via les dépenses: on note une baisse de la consommation publique (-363 au lieu de +163 millions d'euros) et des transferts de la sécurité sociale (-434 au lieu de +119 millions d'euros).

TABLEAU 30 - Réduction des cotisations sociales personnelles en salaires-LABMOD
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	0,29	0,32	0,37	0,40	0,42	0,43	0,44	0,44
-Consommation publique	0,04	0,07	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
-F.B.C.F.	0,09	0,18	0,24	0,31	0,37	0,42	0,45	0,48
.Entreprises	0,13	0,20	0,27	0,32	0,36	0,40	0,43	0,45
.Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,16	0,22	0,39	0,51	0,61	0,69	0,76
-Demande intérieure totale	0,20	0,24	0,28	0,31	0,33	0,35	0,36	0,37
-Exportations	0,02	0,07	0,10	0,11	0,12	0,12	0,12	0,12
-Importations	0,08	0,10	0,13	0,16	0,17	0,18	0,19	0,19
-PIB	0,14	0,20	0,24	0,26	0,28	0,28	0,28	0,28
Prix								
-Consommation privée	-0,11	-0,23	-0,30	-0,35	-0,38	-0,39	-0,39	-0,38
-Indice santé	-0,12	-0,24	-0,32	-0,37	-0,40	-0,41	-0,41	-0,39
-Exportations	-0,08	-0,14	-0,17	-0,19	-0,19	-0,19	-0,19	-0,18
-Importations	-0,01	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06
-Termes d'échange	-0,07	-0,11	-0,13	-0,14	-0,14	-0,13	-0,13	-0,12
-Déflateur du PIB	-0,20	-0,37	-0,46	-0,52	-0,55	-0,56	-0,55	-0,54
Marché du travail								
-Emploi	0,18	0,28	0,35	0,43	0,49	0,54	0,58	0,61
-Emploi (en milliers)	7,34	11,71	14,91	18,07	20,85	23,16	25,01	26,47
-Chômage	-1,05	-1,68	-2,14	-2,63	-3,06	-3,49	-3,90	-4,27
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,06	-0,12	-0,17	-0,24	-0,30	-0,36	-0,40	-0,44
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,93	-1,26	-1,25	-1,28	-1,29	-1,28	-1,26	-1,22
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-1,04	-1,49	-1,56	-1,63	-1,68	-1,68	-1,65	-1,61
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,93	-1,27	-1,25	-1,28	-1,30	-1,29	-1,26	-1,23
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	-0,97	-1,34	-1,34	-1,35	-1,34	-1,28	-1,21	-1,12
-Revenu disponible réel des ménages	0,37	0,37	0,42	0,45	0,47	0,48	0,48	0,49
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,36	0,45	0,41	0,38	0,36	0,33	0,30	0,27
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	-0,11	-0,12	-0,14	-0,16	-0,17	-0,18	-0,18	-0,19
en milliards d'euros	-0,32	-0,39	-0,47	-0,55	-0,61	-0,66	-0,71	-0,76
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	-0,39	-0,42	-0,41	-0,41	-0,42	-0,43	-0,44	-0,44
en milliards d'euros	-1,13	-1,26	-1,29	-1,35	-1,43	-1,51	-1,60	-1,71

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	0,14	0,22	0,26	0,29	0,31	0,32	0,33	0,33
-Energie	0,05	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
-Industries manufacturières	0,17	0,26	0,30	0,32	0,33	0,33	0,33	0,32
-Biens intermédiaires	0,12	0,21	0,25	0,25	0,25	0,24	0,23	0,22
-Biens d'équipement	0,20	0,30	0,36	0,38	0,39	0,39	0,38	0,38
-Biens de consommation	0,21	0,27	0,31	0,35	0,38	0,39	0,40	0,40
-Construction	0,10	0,21	0,27	0,36	0,42	0,47	0,50	0,53
-Transports et communication	0,19	0,23	0,28	0,30	0,31	0,31	0,31	0,31
-Autres services marchands	0,14	0,19	0,23	0,25	0,26	0,27	0,27	0,27
Total secteurs marchands	0,15	0,22	0,26	0,29	0,30	0,31	0,31	0,31
Services non marchands	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Emploi sectoriel								
-Industrie	0,14	0,24	0,30	0,38	0,45	0,53	0,59	0,65
-Energie	0,04	0,07	0,10	0,14	0,18	0,21	0,24	0,27
-Industries manufacturières	0,08	0,16	0,23	0,31	0,41	0,50	0,58	0,66
-Biens intermédiaires	0,05	0,12	0,19	0,29	0,41	0,55	0,68	0,80
-Biens d'équipement	0,08	0,16	0,22	0,29	0,36	0,43	0,49	0,55
-Biens de consommation	0,11	0,19	0,26	0,34	0,42	0,50	0,56	0,62
-Construction	0,31	0,46	0,49	0,55	0,60	0,62	0,63	0,64
-Transports et communication	0,23	0,36	0,42	0,48	0,52	0,54	0,56	0,57
-Autres services marchands	0,25	0,39	0,50	0,60	0,68	0,75	0,79	0,82
Total secteurs marchands	0,21	0,34	0,44	0,52	0,60	0,66	0,71	0,74
Services non marchands	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02

B. Deuxième groupe: les variantes de financement par les taxes indirectes

1. Hausse de la TVA

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La hausse de la TVA a un effet direct sur tous les prix intérieurs. C'est ainsi que les prix de la consommation privée augmentent de 0,69 % par rapport à la simulation de base au cours de l'année t et de 1,19 % en t+7. L'indice santé suit une évolution similaire. Pour les entreprises, la hausse des prix intérieurs entraîne, *via* les mécanismes d'indexation, une hausse des coûts salariaux unitaires de 0,88 % en t+7. Ces hausses des coûts se traduisent par une perte de compétitivité sur les marchés extérieurs. Les exportations reculent de 0,08 % en t+7 et les entreprises réduisent leurs investissements (-0,45 % en t et -0,81 % en t+7). Le revenu disponible réel baisse de 0,42 % en t et de 0,41 % en t+7. La consommation privée diminue, quant à elle, de 0,46 % en t et de 0,48 % en t+7. Vu la baisse de la demande intérieure, les importations reculent également de 0,24 % en t et de 0,36 % en t+7. Au total, l'activité connaît une réduction de 0,13 % en t et de 0,21 % en t+7. Ce ralentissement de l'activité s'accompagne d'une destruction de plus de 10 000

emplois en t et de plus de 25 000 emplois en t+7. Le solde extérieur courant exprimé en % du PIB s'améliore, pour sa part, de 0,3 % à moyen terme, par rapport au scénario de base, grâce au recul des importations et à une légère amélioration des termes de l'échange.

Résultats sectoriels

La hausse de la TVA a un impact négatif sur l'activité et sur l'emploi dans toutes les branches d'activité. La construction souffre particulièrement de cette mesure suite au recul des investissements des ménages.

Finances publiques

Les effets sur les finances publiques sont fortement influencés par les effets prix.

On observe tout d'abord une augmentation des recettes fiscales indirectes de l'ordre de plus de 2 milliards d'euros. Les autres recettes sont, quant à elles, globalement, aussi en hausse. Les recettes d'IPP progressent ainsi de plus de 300 millions en fin de période, l'effet négatif de baisse de l'emploi sur la masse salariale étant en effet plus que compensé par le gonflement nominal des salaires dû à l'indexation. Le même phénomène joue pour les cotisations sociales, qui sont majorées de 250 millions en fin de période. Par contre, on note une légère baisse pour les recettes d'I.soc (en raison de la baisse d'activité et de la chute des excédents d'exploitation).

Les dépenses des pouvoirs publics augmentent également suite à l'accroissement des transferts de sécurité sociale (diminution de l'emploi) et à l'indexation des dépenses publiques. A moyen terme, les dépenses de consommation publique augmentent de plus de 1 milliard d'euros, tandis que les transferts de sécurité sociale progressent de 869 millions d'euros par rapport à la projection de référence.

Au total, la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques gagne environ 0,8 milliard d'euros en t et environ 0,9 milliard d'euros en t+7, par rapport à la simulation de base.

Le gain budgétaire par emploi détruit s'élève à environ 80 000 euros en t et à quelque 38 000 euros en t+7.

TABLEAU 31 - Hausse de la TVA en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,46	-0,50	-0,51	-0,51	-0,50	-0,50	-0,49	-0,48
-Consommation publique	0,01	0,02	0,00	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02
-F.B.C.F.	-0,30	-0,45	-0,65	-0,76	-0,86	-0,93	-1,00	-1,06
.Entreprises	-0,45	-0,56	-0,62	-0,67	-0,72	-0,75	-0,78	-0,81
.Etat	0,02	0,03	0,03	0,04	0,04	0,04	0,03	0,03
.Logements	0,00	-0,33	-0,96	-1,31	-1,61	-1,84	-2,06	-2,27
-Demande intérieure totale	-0,33	-0,38	-0,43	-0,45	-0,47	-0,48	-0,49	-0,51
-Exportations	-0,02	-0,04	-0,06	-0,07	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08
-Importations	-0,24	-0,30	-0,33	-0,35	-0,36	-0,36	-0,36	-0,36
-PIB	-0,13	-0,15	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,20	-0,21

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Prix								
-Consommation privée	0,69	0,91	1,03	1,11	1,15	1,18	1,19	1,19
-Indice santé	0,66	0,90	1,03	1,11	1,15	1,18	1,19	1,19
-Exportations	0,05	0,09	0,11	0,13	0,13	0,14	0,13	0,13
-Importations	0,02	0,04	0,05	0,06	0,07	0,07	0,07	0,08
-Termes d'échange	0,03	0,05	0,06	0,06	0,07	0,06	0,06	0,06
-Déflateur du PIB	0,65	0,84	0,96	1,03	1,07	1,09	1,10	1,10
Marché du travail								
-Emploi	-0,24	-0,30	-0,37	-0,42	-0,47	-0,52	-0,55	-0,59
-Emploi (en milliers)	-10,45	-12,67	-15,54	-17,91	-20,17	-22,21	-24,07	-25,77
-Chômage	1,49	1,81	2,24	2,62	2,98	3,39	3,83	4,32
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,11	-0,05	-0,00	0,06	0,11	0,16	0,21	0,25
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,14	-0,11	-0,04	-0,02	-0,00	0,00	0,01	0,01
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,55	0,81	1,00	1,10	1,15	1,19	1,20	1,21
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,14	-0,10	-0,04	-0,01	0,00	0,01	0,01	0,02
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,65	0,82	0,94	0,98	0,98	0,95	0,92	0,88
-Revenu disponible réel des ménages	-0,42	-0,44	-0,45	-0,44	-0,44	-0,43	-0,42	-0,41
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,18	-0,16	-0,16	-0,13	-0,11	-0,09	-0,07	-0,05
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,19	0,23	0,26	0,27	0,28	0,29	0,29	0,30
en milliards d'euros	0,62	0,79	0,92	1,01	1,09	1,16	1,23	1,30
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,29	0,22	0,23	0,23	0,23	0,24	0,25	0,26
en milliards d'euros	0,84	0,63	0,69	0,72	0,77	0,84	0,91	0,98
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,34	-0,37	-0,41	-0,44	-0,46	-0,48	-0,49	-0,51
-Energie	-0,26	-0,24	-0,24	-0,24	-0,24	-0,24	-0,25	-0,25
-Industries manufacturières	-0,33	-0,33	-0,33	-0,33	-0,34	-0,34	-0,34	-0,34
-Biens intermédiaires	-0,29	-0,28	-0,29	-0,28	-0,27	-0,26	-0,26	-0,25
-Biens d'équipement	-0,30	-0,35	-0,38	-0,40	-0,41	-0,41	-0,41	-0,41
-Biens de consommation	-0,40	-0,37	-0,35	-0,35	-0,37	-0,39	-0,40	-0,40
-Construction	-0,44	-0,60	-0,86	-1,00	-1,10	-1,18	-1,24	-1,30
-Transports et communication	-0,52	-0,47	-0,50	-0,50	-0,49	-0,48	-0,47	-0,46
-Autres services marchands	-0,41	-0,42	-0,45	-0,45	-0,44	-0,44	-0,43	-0,43
Total secteurs marchands	-0,42	-0,43	-0,46	-0,47	-0,48	-0,48	-0,48	-0,48
Services non marchands	-0,02	-0,01	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,21	-0,28	-0,36	-0,43	-0,50	-0,56	-0,62	-0,68
-Energie	-0,17	-0,18	-0,21	-0,24	-0,28	-0,32	-0,36	-0,40
-Industries manufacturières	-0,15	-0,19	-0,22	-0,28	-0,34	-0,41	-0,47	-0,54
-Biens intermédiaires	-0,11	-0,14	-0,20	-0,27	-0,37	-0,47	-0,57	-0,67
-Biens d'équipement	-0,11	-0,16	-0,21	-0,26	-0,31	-0,35	-0,40	-0,44
-Biens de consommation	-0,20	-0,24	-0,25	-0,29	-0,34	-0,39	-0,44	-0,49
-Construction	-0,37	-0,53	-0,72	-0,82	-0,89	-0,94	-0,98	-1,02
-Transports et communication	-0,26	-0,34	-0,43	-0,49	-0,53	-0,57	-0,59	-0,62
-Autres services marchands	-0,36	-0,42	-0,51	-0,58	-0,64	-0,69	-0,74	-0,77
Total secteurs marchands	-0,31	-0,38	-0,46	-0,53	-0,59	-0,64	-0,69	-0,73
Services non marchands	-0,02	-0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Dans cette configuration salariale, la hausse des prix à la consommation liée à une augmentation de la TVA est amortie par une baisse du coût salarial réel. La hausse des prix n'atteint plus que 0,76 % en t+7 contre 1,19 % dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Le salaire coût réel par tête, quant à lui, recule de 1,29 % en t+7, alors qu'il reste plus ou moins inchangé dans la simulation avec salaires bruts inchangés. Cette baisse des salaires entraîne une chute plus importante du revenu disponible des ménages et des dépenses de consommation finale des particuliers qu'en cas de maintien des salaires bruts. A moyen terme, le revenu disponible perd 0,57 % et la consommation privée diminue de 0,63 %. Par contre, grâce à la baisse des coûts salariaux, la compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs est moins affectée et les exportations augmentent de 0,02 % en t+7. De plus, les importations connaissent un recul plus marqué que dans le scénario avec salaires bruts inchangés (à moyen terme, les importations diminuent de 0,41 %, contre 0,36 % dans la configuration salariale précédente). Dès lors, l'impact de la mesure sur l'activité et l'emploi est nettement moins marqué que dans le scénario avec salaires bruts inchangés: le PIB ne diminue plus que de 0,08 % à moyen terme et les pertes d'emploi se limitent à un peu plus de 7 000 unités.

L'effet sur le solde extérieur courant, exprimé en pourcentage du PIB, est semblable à celui observé dans le scénario avec salaires bruts inchangés (hausse de 0,33 % à moyen terme).

Résultats sectoriels

Dans l'ensemble, l'activité et l'emploi des différentes branches d'activité reculent de manière moins prononcée que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Les branches qui pâtissent le plus de la mesure de hausse de la TVA sont l'énergie, les biens intermédiaires et la construction.

Finances publiques

L'adoption de la configuration salariale avec salaires libres n'est pas sans conséquences pour les finances publiques. Par rapport au scénario avec salaires bruts inchangés, les finances publiques bénéficient généralement moins de la mesure.

En effet, les hausses de recettes obtenues dans le nouveau scénario sont en général plus limitées que précédemment. La hausse des impôts indirects est plus modeste et l'on observe même une baisse des recettes en IPP et en cotisations sociales (contre une hausse en cas de salaires bruts inchangés). Dans les deux cas, cette baisse résulte du dégonflement de la masse salariale liée à la réduction du salaire réel. Par contre, le redressement de l'excédent brut des sociétés entraîne une hausse des recettes d'I.soc.

Du côté des dépenses, en raison de la plus faible hausse des prix, la consommation publique augmente moins que dans le scénario des salaires bruts inchangés. A moyen terme, la consommation publique augmente ainsi de 0,6 milliard d'euros, contre une hausse de 1,0 milliard d'euros dans l'autre scénario. La hausse des transferts de sécurité sociale est également beaucoup plus réduite (moins de pertes d'emplois, moindre hausse des prix). A moyen terme, ces transferts n'augmentent ainsi que de 0,4 milliard d'euros, contre 0,9 milliard d'euros pour l'autre scénario.

Globalement, l'augmentation de la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques est donc plus modeste que dans le scénario avec

salaires bruts inchangés: elle s'établit à 0,4 milliard d'euros à moyen terme, contre près d'1 milliard précédemment. Pourtant, le gain budgétaire par emploi détruit est plus élevé que dans le scénario avec salaires bruts inchangés, en raison de pertes d'emploi beaucoup plus limitées: il atteint ainsi 59 800 euros à moyen terme (contre seulement 38 000 euros précédemment).

TABLEAU 32 - Hausse de la TVA en salaires libres*(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)*

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,48	-0,53	-0,56	-0,58	-0,59	-0,60	-0,62	-0,63
-Consommation publique	0,02	0,03	0,02	0,04	0,06	0,07	0,08	0,09
-F.B.C.F.	-0,30	-0,47	-0,65	-0,74	-0,80	-0,84	-0,86	-0,89
.Entreprises	-0,45	-0,55	-0,60	-0,64	-0,65	-0,66	-0,66	-0,67
.Etat	0,02	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,03	0,03
.Logements	0,00	-0,41	-1,02	-1,33	-1,56	-1,71	-1,84	-1,95
-Demande intérieure totale	-0,34	-0,40	-0,45	-0,48	-0,50	-0,51	-0,52	-0,53
-Exportations	-0,01	-0,03	-0,03	-0,03	-0,02	-0,00	0,01	0,02
-Importations	-0,26	-0,32	-0,36	-0,38	-0,40	-0,40	-0,41	-0,41
-PIB	-0,13	-0,13	-0,15	-0,14	-0,13	-0,11	-0,09	-0,08
Prix								
-Consommation privée	0,66	0,84	0,91	0,92	0,90	0,86	0,81	0,76
-Indice santé	0,63	0,82	0,89	0,90	0,88	0,84	0,79	0,74
-Exportations	0,03	0,05	0,05	0,04	0,02	-0,01	-0,03	-0,05
-Importations	0,02	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,03	0,03
-Termes d'échange	0,01	0,02	0,01	-0,00	-0,02	-0,04	-0,06	-0,08
-Déflateur du PIB	0,60	0,72	0,76	0,75	0,70	0,63	0,56	0,49
Marché du travail								
-Emploi	-0,22	-0,24	-0,26	-0,26	-0,25	-0,23	-0,20	-0,17
-Emploi (en milliers)	-9,29	-10,09	-11,07	-11,12	-10,73	-9,90	-8,77	-7,43
-Chômage	1,32	1,44	1,58	1,60	1,55	1,46	1,33	1,16
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,14	-0,11	-0,10	-0,09	-0,08	-0,09	-0,10	-0,13
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,35	-0,48	-0,59	-0,74	-0,90	-1,05	-1,18	-1,29
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,30	0,36	0,32	0,17	-0,01	-0,20	-0,38	-0,54
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,35	-0,47	-0,59	-0,74	-0,90	-1,05	-1,18	-1,29
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,43	0,44	0,37	0,21	0,03	-0,15	-0,32	-0,46
-Revenu disponible réel des ménages	-0,45	-0,50	-0,53	-0,55	-0,56	-0,57	-0,57	-0,57
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,10	-0,04	0,01	0,08	0,14	0,20	0,24	0,28
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,19	0,24	0,27	0,29	0,30	0,31	0,32	0,33
en milliards d'euros	0,62	0,81	0,94	1,04	1,12	1,19	1,26	1,34
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,27	0,17	0,16	0,14	0,13	0,12	0,12	0,12
en milliards d'euros	0,76	0,49	0,48	0,44	0,43	0,43	0,43	0,44

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,33	-0,34	-0,36	-0,36	-0,35	-0,33	-0,31	-0,30
-Energie	-0,26	-0,25	-0,26	-0,26	-0,27	-0,28	-0,28	-0,29
-Industries manufacturières	-0,32	-0,29	-0,26	-0,22	-0,19	-0,16	-0,13	-0,10
-Biens intermédiaires	-0,28	-0,25	-0,23	-0,19	-0,15	-0,12	-0,09	-0,07
-Biens d'équipement	-0,28	-0,29	-0,28	-0,25	-0,21	-0,18	-0,14	-0,11
-Biens de consommation	-0,39	-0,33	-0,28	-0,25	-0,22	-0,19	-0,16	-0,12
-Construction	-0,44	-0,62	-0,86	-0,97	-1,03	-1,06	-1,08	-1,09
-Transports et communication	-0,51	-0,45	-0,46	-0,44	-0,41	-0,38	-0,35	-0,33
-Autres services marchands	-0,40	-0,41	-0,42	-0,41	-0,39	-0,37	-0,35	-0,33
Total secteurs marchands	-0,41	-0,41	-0,42	-0,41	-0,40	-0,37	-0,35	-0,34
Services non marchands	-0,02	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,18	-0,21	-0,24	-0,24	-0,25	-0,25	-0,24	-0,23
-Energie	-0,17	-0,17	-0,20	-0,22	-0,24	-0,27	-0,29	-0,31
-Industries manufacturières	-0,14	-0,16	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,19
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,12	-0,16	-0,20	-0,25	-0,29	-0,31	-0,32
-Biens d'équipement	-0,10	-0,13	-0,15	-0,17	-0,17	-0,16	-0,15	-0,13
-Biens de consommation	-0,19	-0,21	-0,19	-0,19	-0,19	-0,18	-0,15	-0,12
-Construction	-0,28	-0,33	-0,40	-0,38	-0,36	-0,33	-0,31	-0,31
-Transports et communication	-0,23	-0,28	-0,33	-0,35	-0,34	-0,32	-0,29	-0,26
-Autres services marchands	-0,32	-0,34	-0,36	-0,36	-0,33	-0,30	-0,25	-0,20
Total secteurs marchands	-0,27	-0,30	-0,33	-0,33	-0,31	-0,29	-0,25	-0,21
Services non marchands	-0,02	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00

2. Hausse des accises sur le tabac et les carburants

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La hausse des accises sur le tabac et les carburants augmente de manière directe le prix des biens concernés et a un effet indirect de hausse pour les prix des produits et services dont la production incorpore l'utilisation de carburants. On observe une hausse du niveau des prix de 0,77 % en t et de 0,86 % en t+7. Toutefois, l'indice santé subit une hausse nettement moins forte et seulement indirecte, cet indice excluant le tabac et les carburants. La spirale des prix et des salaires n'est donc pas enclenchée et la compétitivité des entreprises n'est que peu affectée.

La hausse du niveau des prix entraîne une diminution du revenu disponible des ménages qui, par conséquent, réduisent leurs dépenses de consommation finale et leurs investissements. La consommation privée recule ainsi de 0,63 % en t+7, tandis que les investissements des particuliers baissent de 0,38 %. On note que cette mesure génère des effets de substitution au sein même de la consommation privée. Ces substitutions limitent l'impact négatif de la mesure sur la consommation. De plus, la consommation d'énergie est freinée, ce qui a un impact favorable sur les émissions de gaz à effet de serre. Les investissements des entreprises reculent également, en réponse à la baisse générale de l'activité.

La compétitivité des entreprises sur les marchés extérieurs n'étant que peu affectée, on observe que les exportations ne reculent que de 0,08 % en t+7. Par contre, la baisse de la demande intérieure (0,46 % en t+7) s'accompagne d'un recul non négligeable des importations (0,37 % en t+7). Il s'ensuit que le solde extérieur courant, exprimé en pourcentage du PIB, s'accroît d'environ 0,3 % par rapport à la simulation de base.

Au total, le PIB baisse de 0,16 % en t+7 par rapport à la simulation de base. Parallèlement, on observe une perte de plus de 8 000 emplois à moyen terme.

Résultats sectoriels

La hausse des accises sur le tabac et les carburants génère un ralentissement général de l'activité et un recul de l'emploi dans toutes les branches.

Finances publiques

Globalement, la capacité de financement ne gagne que 0,8 milliard en fin de période. Cette progression, modeste en regard des hausses d'impôt indirect injectées, s'explique surtout par une progression freinée des recettes fiscales. D'une part, les recettes fiscales indirectes ne s'accroissent que de 1,4 milliard à moyen terme (contre près de 2 milliards injectés *ex ante*). Plusieurs éléments expliquent cette hausse modeste: la baisse du pouvoir d'achat des ménages, qui freine la consommation; des effets de substitution au sein de la consommation; le jeu des élasticités-prix directes qui réduit la consommation des produits plus lourdement taxés. D'autre part, on note une baisse des recettes fiscales directes en provenance des ménages et des recettes de cotisations sociales à moyen terme. Ces baisses sont liées à la réduction du revenu disponible des ménages et aux pertes d'emplois.

Les dépenses publiques augmentent également, notamment *via* un accroissement des allocations de chômage (conséquence des pertes d'emplois) et *via* l'indexation des dépenses publiques. A moyen terme, la consommation publique augmente ainsi de 0,3 milliard d'euros, tandis que les transferts de sécurité sociale progressent de 0,2 milliard d'euros par rapport à la simulation de base.

Au total, la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques augmente d'environ 0,6 milliard d'euros en t et d'environ 0,8 milliard d'euros en t+7.

Il s'ensuit que le gain budgétaire par emploi détruit tourne autour de 93 000 euros en t et de 98 000 euros en t+7.

TABLEAU 33 - Hausse des accises sur le tabac et les carburants en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,61	-0,59	-0,60	-0,61	-0,61	-0,62	-0,63	-0,63
-Consommation publique	0,04	0,03	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
-F.B.C.F.	-0,33	-0,47	-0,48	-0,49	-0,51	-0,52	-0,52	-0,53
.Entreprises	-0,49	-0,56	-0,55	-0,57	-0,60	-0,62	-0,63	-0,65
.Etat	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00
.Logements	0,00	-0,40	-0,44	-0,41	-0,41	-0,40	-0,38	-0,38
-Demande intérieure totale	-0,42	-0,43	-0,43	-0,44	-0,45	-0,45	-0,46	-0,46
-Exportations	-0,04	-0,06	-0,07	-0,07	-0,07	-0,08	-0,08	-0,08
-Importations	-0,32	-0,36	-0,37	-0,37	-0,37	-0,37	-0,37	-0,37
-PIB	-0,17	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Prix								
-Consommation privée	0,77	0,79	0,81	0,83	0,84	0,85	0,85	0,86
-Indice santé	0,14	0,17	0,19	0,20	0,21	0,22	0,23	0,23
-Exportations	0,06	0,08	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10	0,10
-Importations	0,02	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
-Termes d'échange	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
-Déflateur du PIB	0,53	0,55	0,56	0,58	0,59	0,60	0,60	0,61
Marché du travail								
-Emploi	-0,16	-0,15	-0,16	-0,17	-0,17	-0,18	-0,19	-0,19
-Emploi (en milliers)	-6,53	-6,20	-6,58	-7,01	-7,39	-7,81	-8,18	-8,53
-Chômage	0,93	0,89	0,95	1,02	1,09	1,19	1,30	1,43
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,18	-0,15	-0,14	-0,13	-0,12	-0,11	-0,10	-0,09
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,66	-0,63	-0,62	-0,63	-0,63	-0,63	-0,63	-0,63
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,11	0,15	0,18	0,20	0,21	0,22	0,22	0,23
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,65	-0,63	-0,62	-0,63	-0,63	-0,63	-0,63	-0,63
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,28	0,28	0,29	0,29	0,29	0,29	0,28	0,28
-Revenu disponible réel des ménages	-0,65	-0,59	-0,57	-0,55	-0,55	-0,54	-0,53	-0,52
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,04	0,05	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,09
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,25	0,28	0,28	0,29	0,30	0,31	0,31	0,31
en milliards d'euros	0,79	0,89	0,95	1,02	1,09	1,15	1,21	1,27
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,21	0,10	0,15	0,17	0,18	0,19	0,21	0,22
en milliards d'euros	0,61	0,29	0,47	0,53	0,60	0,68	0,75	0,84
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,43	-0,41	-0,37	-0,36	-0,36	-0,37	-0,37	-0,37
-Energie	-0,50	-0,45	-0,43	-0,43	-0,43	-0,43	-0,44	-0,44
-Industries manufacturières	-0,44	-0,37	-0,31	-0,30	-0,30	-0,31	-0,31	-0,31
-Biens intermédiaires	-0,28	-0,24	-0,20	-0,18	-0,17	-0,17	-0,16	-0,16
-Biens d'équipement	-0,43	-0,37	-0,34	-0,33	-0,33	-0,33	-0,33	-0,33
-Biens de consommation	-0,65	-0,54	-0,43	-0,42	-0,45	-0,46	-0,47	-0,48
-Construction	-0,36	-0,52	-0,56	-0,56	-0,56	-0,56	-0,55	-0,55
-Transports et communication	-0,33	-0,21	-0,25	-0,26	-0,25	-0,25	-0,24	-0,24
-Autres services marchands	-0,30	-0,28	-0,30	-0,30	-0,30	-0,30	-0,29	-0,29
Total secteurs marchands	-0,38	-0,34	-0,34	-0,34	-0,33	-0,33	-0,33	-0,33
Services non marchands	-0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,20	-0,24	-0,24	-0,24	-0,25	-0,26	-0,27	-0,28
-Energie	-0,35	-0,32	-0,33	-0,35	-0,37	-0,40	-0,44	-0,47
-Industries manufacturières	-0,20	-0,21	-0,19	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,24
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,10	-0,12	-0,15	-0,17	-0,20	-0,23	-0,25
-Biens d'équipement	-0,14	-0,16	-0,16	-0,17	-0,18	-0,18	-0,18	-0,18
-Biens de consommation	-0,31	-0,32	-0,26	-0,25	-0,26	-0,27	-0,27	-0,27
-Construction	-0,19	-0,30	-0,33	-0,33	-0,33	-0,34	-0,33	-0,33
-Transports et communication	-0,09	-0,08	-0,10	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,17
-Autres services marchands	-0,21	-0,18	-0,19	-0,21	-0,21	-0,22	-0,23	-0,24
Total secteurs marchands	-0,20	-0,19	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,24	-0,24
Services non marchands	0,01	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Dans cette configuration salariale, la hausse des prix à la consommation liée à une augmentation des accises est amortie par une baisse plus importante du coût salarial réel. La hausse des prix à la consommation n'atteint plus que 0,66 % en t+7, contre 0,86 % dans le scénario avec salaires bruts inchangés. La baisse du salaire coût réel par tête atteint 1,21 % en t+7, contre 0,63 % dans la simulation avec salaires bruts inchangés. Il s'ensuit que le revenu disponible des ménages et leurs dépenses finales sont plus affectés que précédemment. A moyen terme, le revenu disponible réel diminue de 0,63 % (0,52 % dans le premier scénario), tandis que la consommation privée recule de 0,70 % (0,63 % dans le scénario avec salaires bruts inchangés). Par ailleurs, la baisse du coût salarial bénéficie aux entreprises, qui ne déplorent plus qu'un tassement très limité de leur compétitivité. Il s'ensuit que les exportations ne se tassent quasiment plus (-0,03 % en t+7). On note également une moindre baisse des investissements des entreprises.

Au total, l'effet négatif sur l'activité et l'emploi est moins important que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. En t+7, le PIB ne baisse que de 0,10 % et le nombre d'emplois perdus se limite à 360.

L'effet sur le solde extérieur courant exprimé en pourcentage du PIB est semblable à celui observé dans l'autre scénario, soit un accroissement de 0,32 % à moyen terme.

Résultats sectoriels

L'impact négatif sur l'activité et l'emploi dans les différentes branches d'activité est de moindre ampleur que dans le scénario avec salaires bruts inchangés, sauf pour la branche énergie.

Finances publiques

Dans l'ensemble, les finances publiques bénéficient moins de l'opération de hausse des accises dans une configuration avec salaires libres qu'en salaires bruts inchangés.

En effet, les hausses de recettes obtenues dans le scénario salaires libres sont en général plus limitées que précédemment. La hausse des impôts indirects est plus modeste que précédemment (chute plus forte de la consommation des ménages) et l'on observe une baisse plus prononcée des recettes d'IPP et de cotisations sociales. Dans les deux cas (IPP et cotisations sociales), la chute plus forte des recettes résulte du dégonflement de la masse salariale liée à la réduction du salaire réel. Par contre, le redressement de l'excédent brut des sociétés entraîne une hausse (plus importante qu'en salaires bruts inchangés) des recettes d'I.Soc.

En ce qui concerne les dépenses, la hausse de la consommation publique est comparativement moins élevée, vu la plus faible hausse des prix par rapport à la version salaires bruts inchangés. A moyen terme, la consommation publique ne s'accroît que de 0,1 milliard d'euros, contre 0,3 milliard d'euros dans l'autre scénario. L'augmentation des transferts de sécurité sociale est également moins prononcée, notamment en raison de pertes d'emploi plus limitées.

Au total, la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques gagne à moyen terme 0,6 milliard d'euros (contre 0,8 milliard dans le scénario avec salaires bruts inchangés).

Enfin, le gain budgétaire par emploi détruit est plus important qu'en cas de salaires bruts inchangés (en raison de pertes d'emploi plus limitées).

TABLEAU 34 - Hausse des accises sur le tabac et les carburants en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,63	-0,61	-0,64	-0,65	-0,67	-0,68	-0,69	-0,70
-Consommation publique	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,06	0,06	0,06
-F.B.C.F.	-0,32	-0,35	-0,44	-0,44	-0,44	-0,44	-0,43	-0,42
.Entreprises	-0,47	-0,49	-0,50	-0,51	-0,52	-0,52	-0,53	-0,54
.Etat	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00
.Logements	0,00	-0,07	-0,42	-0,38	-0,34	-0,32	-0,28	-0,24
-Demande intérieure totale	-0,42	-0,41	-0,44	-0,45	-0,46	-0,46	-0,47	-0,47
-Exportations	-0,03	-0,05	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,03	-0,03
-Importations	-0,33	-0,36	-0,38	-0,39	-0,39	-0,39	-0,39	-0,38
-PIB	-0,17	-0,13	-0,14	-0,13	-0,12	-0,11	-0,10	-0,10
Prix								
-Consommation privée	0,75	0,75	0,74	0,73	0,71	0,69	0,68	0,66
-Indice santé	0,11	0,12	0,11	0,10	0,08	0,05	0,04	0,02
-Exportations	0,05	0,06	0,05	0,04	0,03	0,02	0,02	0,01
-Importations	0,02	0,03	0,03	0,04	0,03	0,03	0,03	0,03
-Termes d'échange	0,03	0,03	0,01	0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,02
-Déflateur du PIB	0,50	0,47	0,45	0,43	0,40	0,37	0,35	0,34
Marché du travail								
-Emploi	-0,14	-0,11	-0,10	-0,08	-0,06	-0,05	-0,03	-0,01
-Emploi (en milliers)	-5,96	-4,48	-4,27	-3,57	-2,75	-1,96	-1,15	-0,36
-Chômage	0,85	0,64	0,61	0,51	0,40	0,29	0,17	0,06
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,19	-0,17	-0,18	-0,20	-0,21	-0,22	-0,24	-0,26
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,76	-0,84	-0,93	-1,01	-1,08	-1,13	-1,17	-1,20
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,02	-0,10	-0,20	-0,29	-0,38	-0,45	-0,51	-0,55
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,76	-0,84	-0,93	-1,02	-1,08	-1,13	-1,18	-1,21
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,17	0,05	-0,03	-0,12	-0,19	-0,25	-0,29	-0,32
-Revenu disponible réel des ménages	-0,69	-0,64	-0,64	-0,64	-0,64	-0,64	-0,64	-0,63
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,07	0,12	0,15	0,18	0,20	0,22	0,23	0,23
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,26	0,27	0,29	0,30	0,31	0,31	0,32	0,32
en milliards d'euros	0,79	0,87	0,95	1,01	1,08	1,14	1,20	1,27
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,21	0,11	0,14	0,14	0,14	0,15	0,16	0,17
en milliards d'euros	0,61	0,31	0,41	0,44	0,48	0,53	0,57	0,63
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,42	-0,36	-0,33	-0,31	-0,30	-0,29	-0,28	-0,27
-Energie	-0,51	-0,45	-0,44	-0,44	-0,44	-0,45	-0,45	-0,46
-Industries manufacturières	-0,43	-0,33	-0,27	-0,24	-0,23	-0,22	-0,21	-0,20
-Biens intermédiaires	-0,27	-0,20	-0,17	-0,14	-0,11	-0,10	-0,09	-0,08
-Biens d'équipement	-0,41	-0,31	-0,28	-0,25	-0,22	-0,21	-0,20	-0,19
-Biens de consommation	-0,64	-0,51	-0,39	-0,37	-0,37	-0,37	-0,36	-0,35
-Construction	-0,35	-0,38	-0,53	-0,51	-0,50	-0,48	-0,46	-0,45
-Transports et communication	-0,33	-0,19	-0,23	-0,23	-0,21	-0,20	-0,19	-0,17
-Autres services marchands	-0,29	-0,26	-0,29	-0,28	-0,27	-0,27	-0,26	-0,26
Total secteurs marchands	-0,37	-0,31	-0,32	-0,30	-0,29	-0,28	-0,28	-0,27
Services non marchands	-0,01	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,18	-0,17	-0,16	-0,14	-0,13	-0,11	-0,10	-0,08
-Energie	-0,35	-0,32	-0,32	-0,32	-0,32	-0,33	-0,34	-0,36
-Industries manufacturières	-0,19	-0,19	-0,16	-0,15	-0,14	-0,12	-0,10	-0,08
-Biens intermédiaires	-0,09	-0,08	-0,09	-0,10	-0,10	-0,10	-0,09	-0,08
-Biens d'équipement	-0,13	-0,14	-0,13	-0,12	-0,10	-0,08	-0,06	-0,04
-Biens de consommation	-0,31	-0,30	-0,23	-0,20	-0,19	-0,16	-0,13	-0,10
-Construction	-0,12	-0,09	-0,14	-0,11	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05
-Transports et communication	-0,08	-0,04	-0,04	-0,03	-0,02	0,00	0,02	0,03
-Autres services marchands	-0,19	-0,13	-0,13	-0,10	-0,07	-0,04	-0,01	0,02
Total secteurs marchands	-0,18	-0,14	-0,13	-0,11	-0,08	-0,06	-0,04	-0,01
Services non marchands	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01

3. Hausse de la cotisation énergie

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La hausse de la cotisation énergie prend la forme d'un prélèvement additionnel d'accises et est supportée principalement par les ménages (mais aussi par les sociétés consommant peu d'énergie).

Suite à la hausse de la cotisation énergie, les ménages sont confrontés à une hausse générale du niveau des prix, de l'ordre de 0,65 % par rapport à la simulation de base en t+7, et à une baisse de 0,55 % de leur revenu disponible réel à cette même échéance. Il s'ensuit que la consommation privée, en fin de période, recule de 0,58 % par rapport à la simulation de base, tandis que les investissements diminuent de 0,49 %.

On note, par ailleurs, que ce scénario suppose que la cotisation énergie n'est pas répercutée dans l'indice-santé. Dès lors, les salaires ne sont pas directement affectés par cette nouvelle cotisation et la compétitivité des entreprises n'est que peu réduite. Les exportations ne diminuent dès lors que de 0,05 % en fin de période. La baisse de la demande intérieure, de 0,43 % en t+7, conjuguée à une certaine hausse des coûts de production, entraîne dans son sillage une diminution des investissements des entreprises de l'ordre de 0,57 % en t+7 et un recul des importations de 0,38 %. Le solde extérieur courant exprimé en pourcentage du PIB progresse à moyen terme de 0,32 % par rapport à la simulation de base, grâce au tassement des importations et à une légère amélioration des termes de l'échange.

Au total, le PIB cède 0,08 % en t+7 par rapport à la simulation de base et l'emploi recule de 7 300 unités à moyen terme.

Cette mesure entraîne par ailleurs une diminution de la consommation énergétique et, par conséquent, une diminution des émissions de gaz à effet de serre.

Résultats sectoriels

Une telle hausse de la cotisation énergie freine l'activité et l'emploi dans l'ensemble des branches d'activité, mais la perte est surtout tangible pour la branche énergie, dont la valeur ajoutée diminue de 0,98 % en t+7, tandis que l'emploi y recule de 1,12 %.

Finances publiques

Cette mesure permet d'accroître la capacité nette de financement publique de plus de 1,2 milliard à moyen terme, soit à nouveau relativement moins que ne le laissait escompter la hausse de taxation initiale.

La hausse de la cotisation énergie tend en effet à tasser les recettes directes, du fait de la baisse du revenu des ménages (et, dans une moindre mesure, des sociétés) qu'implique cette mesure. Par rapport à la simulation de base, les recettes fiscales directes baissent de 0,2 milliard d'euros en t+7. On note également un tassement des recettes de cotisations sociales (baisse de l'emploi et baisse du salaire réel). Par contre, les recettes indirectes s'accroissent, mais cette hausse ne dépasse pas 1,6 milliard, soit moins que la hausse initiale de la cotisation énergie. Au total, les recettes fiscales ne s'accroissent que de 1,4 milliard, à moyen terme, par rapport à la simulation de base.

Les dépenses des pouvoirs publics augmentent de 0,1 milliard d'euros en t+7. La progression des dépenses s'explique par une augmentation des allocations de chômage (diminution de l'emploi) et par l'indexation des dépenses publiques. A moyen terme, la consommation publique augmente de 0,2 milliard d'euros, tandis que les transferts de sécurité sociale progressent de 0,1 milliard.

Au total, la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques augmente d'environ 0,73 milliard d'euros en t et de quelque 1,24 milliard d'euros en t+7 par rapport à la simulation de base.

Le gain budgétaire par emploi détruit s'élève, pour sa part, à 118 000 euros en t et à 170 000 euros en t+7.

TABLEAU 35 - Hausse de la cotisation énergie en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,55	-0,54	-0,55	-0,55	-0,56	-0,57	-0,57	-0,58
-Consommation publique	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
-F.B.C.F.	-0,31	-0,44	-0,45	-0,47	-0,49	-0,49	-0,49	-0,50
.Entreprises	-0,46	-0,52	-0,51	-0,52	-0,54	-0,55	-0,56	-0,57
.Etat	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	-0,37	-0,43	-0,47	-0,48	-0,48	-0,48	-0,49
-Demande intérieure totale	-0,38	-0,40	-0,40	-0,41	-0,42	-0,43	-0,43	-0,43
-Exportations	-0,03	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05
-Importations	-0,31	-0,37	-0,38	-0,38	-0,38	-0,38	-0,38	-0,38
-PIB	-0,14	-0,11	-0,10	-0,10	-0,09	-0,09	-0,09	-0,08
Prix								
-Consommation privée	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65	0,65
-Indice santé	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09	0,09
-Exportations	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
-Importations	0,01	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03	0,03
-Termes d'échange	0,02	0,02	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
-Déflateur du PIB	0,42	0,41	0,41	0,41	0,41	0,41	0,40	0,40
Marché du travail								
-Emploi	-0,15	-0,14	-0,14	-0,15	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17
-Emploi (en milliers)	-6,22	-5,89	-5,93	-6,21	-6,52	-6,81	-7,05	-7,30
-Chômage	0,89	0,84	0,85	0,91	0,96	1,04	1,12	1,22
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,17	-0,15	-0,13	-0,12	-0,11	-0,10	-0,09	-0,08

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,57	-0,56	-0,56	-0,56	-0,56	-0,56	-0,57	-0,57
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,07	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08	0,08
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,57	-0,56	-0,56	-0,56	-0,56	-0,57	-0,57	-0,57
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,23	0,20	0,18	0,17	0,16	0,14	0,13	0,12
-Revenu disponible réel des ménages	-0,60	-0,57	-0,56	-0,55	-0,55	-0,55	-0,55	-0,55
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,01	0,00	0,01	0,01
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,24	0,27	0,29	0,30	0,30	0,31	0,31	0,32
en milliards d'euros	0,73	0,86	0,94	1,02	1,08	1,15	1,21	1,27
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,26	0,19	0,24	0,26	0,27	0,29	0,31	0,33
en milliards d'euros	0,73	0,56	0,76	0,83	0,92	1,03	1,13	1,24
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,41	-0,40	-0,37	-0,36	-0,36	-0,36	-0,36	-0,36
-Energie	-0,70	-0,77	-0,82	-0,87	-0,91	-0,94	-0,96	-0,98
-Industries manufacturières	-0,37	-0,31	-0,25	-0,23	-0,22	-0,21	-0,21	-0,20
-Biens intermédiaires	-0,29	-0,25	-0,21	-0,18	-0,17	-0,16	-0,15	-0,15
-Biens d'équipement	-0,38	-0,31	-0,27	-0,26	-0,25	-0,24	-0,24	-0,24
-Biens de consommation	-0,45	-0,38	-0,29	-0,26	-0,25	-0,25	-0,24	-0,24
-Construction	-0,39	-0,54	-0,57	-0,59	-0,60	-0,59	-0,59	-0,59
-Transports et communication	-0,26	-0,19	-0,18	-0,18	-0,18	-0,17	-0,16	-0,16
-Autres services marchands	-0,30	-0,27	-0,27	-0,27	-0,26	-0,25	-0,25	-0,24
Total secteurs marchands	-0,36	-0,33	-0,31	-0,31	-0,30	-0,30	-0,29	-0,29
Services non marchands	0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,18	-0,22	-0,22	-0,23	-0,24	-0,24	-0,25	-0,26
-Energie	-0,49	-0,56	-0,64	-0,74	-0,83	-0,93	-1,02	-1,12
-Industries manufacturières	-0,16	-0,17	-0,15	-0,15	-0,16	-0,17	-0,17	-0,18
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,10	-0,12	-0,14	-0,16	-0,18	-0,20	-0,22
-Biens d'équipement	-0,13	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14
-Biens de consommation	-0,21	-0,23	-0,18	-0,17	-0,17	-0,17	-0,17	-0,17
-Construction	-0,21	-0,32	-0,34	-0,35	-0,35	-0,35	-0,35	-0,35
-Transports et communication	-0,08	-0,07	-0,08	-0,09	-0,09	-0,10	-0,10	-0,11
-Autres services marchands	-0,21	-0,18	-0,18	-0,19	-0,19	-0,20	-0,20	-0,20
Total secteurs marchands	-0,19	-0,18	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,21	-0,21
Services non marchands	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Dans cette configuration salariale, la hausse des prix à la consommation liée à une augmentation de la cotisation énergie est amortie par une baisse du coût salarial réel. La hausse des prix n'atteint plus, dans le cas présent, que 0,48 % en t+7, contre 0,65 % dans l'autre scénario. La baisse du coût salarial réel par tête s'élève à 1,07 % en t+7, contre 0,57 % dans le scénario avec salaires bruts inchangés. Cette baisse plus forte des salaires se répercute logiquement sur le revenu disponible des ménages et les dépenses de consommation finale des particuliers, qui fléchis-

sent davantage que dans la simulation avec salaires bruts inchangés. A moyen terme, le revenu disponible réel et la consommation privée diminuent tous deux de 0,64 % (contre respectivement 0,55 et 0,58 % dans le scénario précédent).

Par ailleurs, la baisse du coût salarial bénéficie aux entreprises, qui ne déplorent plus qu'un tassement limité de leur compétitivité. Il s'ensuit que les exportations ne se tassent quasiment plus (-0,01 % en t+7). On note également une moindre baisse des investissements des entreprises.

Au total, l'effet négatif sur l'activité et l'emploi est moins important que dans le scénario avec salaires bruts inchangés. En t+7, le PIB ne baisse que de 0,04 % et le nombre d'emplois perdus se limite à 210.

L'effet sur le solde extérieur courant exprimé en pourcentage du PIB est semblable à celui observé dans le scénario salaires bruts inchangés, soit un accroissement de 0,32 % à moyen terme.

Résultats sectoriels

L'impact négatif sur l'activité et l'emploi dans l'ensemble des branches d'activité serait moindre que dans le scénario avec salaires bruts inchangés, sauf pour la branche énergie, où l'impact sur l'activité serait plus conséquent que dans le scénario des salaires inchangés.

Finances publiques

Globalement, l'augmentation de la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques est moindre que dans la simulation avec salaires bruts inchangés.

En effet, les hausses de recettes obtenues dans le nouveau scénario sont en général plus limitées que précédemment. La hausse des impôts indirects est un peu plus modeste que précédemment (chute plus forte de la consommation des ménages) et l'on observe une baisse plus prononcée des recettes d'IPP et de cotisations sociales. Dans les deux cas (IPP et cotisations sociales), la chute plus forte des recettes résulte du dégonflement de la masse salariale liée à la réduction du salaire réel. Par contre, le redressement de l'excédent brut des sociétés entraîne une hausse des recettes d'I.Soc.

En ce qui concerne les dépenses, on note que l'accroissement de la consommation publique est moindre, les prix augmentant moins que dans la simulation avec salaires bruts inchangés. A moyen terme, la consommation publique connaît une augmentation de 6 millions d'euros, contre 161 millions d'euros dans l'autre scénario. Les transferts de sécurité sociale sont même en légère diminution par rapport à la simulation de base, sous l'effet de la baisse de l'indice santé en fin de période.

Au total, l'augmentation de la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques est donc moindre que dans la simulation avec salaires bruts inchangés et s'établit à moyen terme à 1,0 milliard d'euros.

Le gain budgétaire par emploi détruit est, malgré cela, plus important que dans la version salaires bruts inchangés, vu le faible nombre d'emplois détruits.

TABLEAU 36 - Hausse de la cotisation énergie en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,57	-0,56	-0,58	-0,60	-0,61	-0,63	-0,63	-0,64
-Consommation publique	0,03	0,02	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03
-F.B.C.F.	-0,30	-0,35	-0,43	-0,44	-0,44	-0,43	-0,42	-0,42
.Entreprises	-0,44	-0,47	-0,47	-0,48	-0,49	-0,49	-0,49	-0,49
.Etat	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00
.Logements	0,00	-0,10	-0,45	-0,47	-0,45	-0,42	-0,38	-0,36
-Demande intérieure totale	-0,38	-0,39	-0,42	-0,43	-0,43	-0,44	-0,44	-0,45
-Exportations	-0,02	-0,04	-0,03	-0,03	-0,02	-0,01	-0,01	-0,01
-Importations	-0,32	-0,37	-0,39	-0,40	-0,40	-0,40	-0,40	-0,39
-PIB	-0,13	-0,09	-0,09	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04	-0,04
Prix								
-Consommation privée	0,63	0,61	0,59	0,56	0,53	0,51	0,49	0,48
-Indice santé	0,07	0,05	0,02	-0,01	-0,03	-0,06	-0,07	-0,09
-Exportations	0,02	0,02	0,00	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,04
-Importations	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01	0,01
-Termes d'échange	0,01	-0,00	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05
-Déflateur du PIB	0,39	0,35	0,31	0,27	0,23	0,21	0,18	0,17
Marché du travail								
-Emploi	-0,14	-0,10	-0,09	-0,08	-0,06	-0,04	-0,02	-0,00
-Emploi (en milliers)	-5,72	-4,37	-3,90	-3,19	-2,45	-1,68	-0,91	-0,21
-Chômage	0,81	0,62	0,56	0,46	0,35	0,25	0,14	0,03
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,18	-0,17	-0,18	-0,18	-0,19	-0,20	-0,22	-0,23
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,67	-0,76	-0,84	-0,91	-0,97	-1,01	-1,04	-1,06
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,04	-0,16	-0,27	-0,37	-0,45	-0,51	-0,56	-0,59
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,67	-0,76	-0,85	-0,92	-0,98	-1,02	-1,05	-1,07
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,13	-0,01	-0,12	-0,21	-0,28	-0,33	-0,37	-0,39
-Revenu disponible réel des ménages	-0,64	-0,62	-0,63	-0,63	-0,63	-0,64	-0,64	-0,64
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,00	0,04	0,07	0,10	0,11	0,12	0,13	0,13
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,24	0,27	0,29	0,30	0,31	0,32	0,32	0,32
en milliards d'euros	0,73	0,85	0,94	1,01	1,07	1,14	1,20	1,26
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,25	0,19	0,22	0,22	0,23	0,25	0,26	0,27
en milliards d'euros	0,73	0,57	0,68	0,72	0,78	0,86	0,95	1,04
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,40	-0,36	-0,35	-0,32	-0,31	-0,30	-0,29	-0,28
-Energie	-0,71	-0,78	-0,83	-0,88	-0,93	-0,96	-0,99	-1,01
-Industries manufacturières	-0,36	-0,28	-0,22	-0,18	-0,15	-0,14	-0,12	-0,11
-Biens intermédiaires	-0,28	-0,22	-0,18	-0,14	-0,12	-0,10	-0,09	-0,08
-Biens d'équipement	-0,36	-0,27	-0,22	-0,19	-0,17	-0,15	-0,14	-0,14
-Biens de consommation	-0,44	-0,35	-0,26	-0,21	-0,18	-0,17	-0,15	-0,13
-Construction	-0,38	-0,43	-0,56	-0,57	-0,56	-0,54	-0,51	-0,50
-Transports et communication	-0,26	-0,17	-0,17	-0,16	-0,15	-0,13	-0,12	-0,11
-Autres services marchands	-0,30	-0,26	-0,26	-0,25	-0,24	-0,23	-0,22	-0,21
Total secteurs marchands	-0,35	-0,31	-0,30	-0,28	-0,27	-0,26	-0,25	-0,24
Services non marchands	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,16	-0,16	-0,16	-0,14	-0,13	-0,12	-0,10	-0,09
-Energie	-0,49	-0,55	-0,62	-0,69	-0,76	-0,82	-0,88	-0,96
-Industries manufacturières	-0,15	-0,15	-0,13	-0,11	-0,10	-0,08	-0,06	-0,04
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,09	-0,09	-0,10	-0,10	-0,09	-0,08	-0,07
-Biens d'équipement	-0,12	-0,12	-0,11	-0,10	-0,08	-0,07	-0,05	-0,03
-Biens de consommation	-0,21	-0,21	-0,16	-0,13	-0,10	-0,08	-0,06	-0,03
-Construction	-0,14	-0,13	-0,17	-0,15	-0,14	-0,12	-0,11	-0,11
-Transports et communication	-0,07	-0,04	-0,03	-0,01	-0,00	0,01	0,02	0,03
-Autres services marchands	-0,20	-0,14	-0,12	-0,09	-0,06	-0,03	-0,00	0,02
Total secteurs marchands	-0,18	-0,14	-0,12	-0,10	-0,08	-0,05	-0,03	-0,01
Services non marchands	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,02	0,02	0,01

C. Troisième groupe: les variantes de financement par les taxes directes et assimilées

1. Hausse de l'impôt des Personnes Physiques (IPP)

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

Les effets macroéconomiques dépressifs de l'augmentation de l'IPP proviennent essentiellement de la réduction de revenu disponible réel des ménages consécutive à ce nouveau prélèvement (-0,80 % en t et -1,08 % en t+7). Cette diminution amène les ménages à réduire leur consommation (-0,99 % en t+7) ainsi que leurs investissements en logement (-1,11 % en t+7). Dans ce contexte de ralentissement économique, la demande adressée aux entreprises diminue. En conséquence, celles-ci réduisent leurs investissements (-0,38 % en t+7).

Suite à la diminution de la demande des ménages, le niveau des prix de la consommation privée baisse progressivement (-0,16 % en fin de période).

Globalement, la demande intérieure est réduite de 0,67 % à moyen terme, mais la baisse parallèle des importations permet de limiter la perte de PIB à 0,24 %. Le ralentissement économique consécutif à la hausse de l'IPP n'est pas sans avoir un impact négatif sur l'emploi: celui-ci recule à terme de 7 300 unités.

Enfin, la mesure génère une hausse du solde extérieur courant qui atteint l'équivalent de 0,38 % du PIB en fin de période. Cette dernière est principalement attribuable à la contraction du volume des importations (-0,38 % en t+7, suite à la diminution de la demande intérieure), les exportations et les termes d'échange n'enregistrant que de minimes modifications.

Résultats sectoriels

Le ralentissement de l'activité résultant de la hausse de l'IPP touche l'ensemble des branches même si celles dont la production est principalement destinée au marché intérieur (comme les services et, surtout, la construction) sont nettement moins bien loties que celles dont les débouchés sont principalement extérieurs.

Finances publiques

Suite à la hausse de l'IPP, les recettes des administrations publiques sont supérieures à leur niveau de référence. Cet écart est toutefois moins important que la hausse initiale d'IPP car le repli économique provoqué par cette mesure entraîne la contraction des assiettes fiscales et parafiscales.

La diminution de la consommation résultant de la hausse d'IPP génère une diminution importante des impôts indirects. Les entreprises paient également moins d'impôts (le repli de l'activité diminue leurs revenus) et, enfin, les pertes d'emplois se soldent par une diminution des cotisations de sécurité sociale perçues par l'Etat.

Les dépenses sont inférieures à leur niveau de référence, très faiblement dans un premier temps, et de façon beaucoup plus conséquente au fil des années. Cette réduction des dépenses est due à une diminution des rémunérations des salariés de l'Etat, à une baisse des prestations sociales exprimées en termes nominaux (et ce, malgré une hausse en volume) et, principalement, à une baisse constante des charges d'intérêt (suite à l'embellissement des finances publiques).

En générant davantage de recettes publiques et une diminution des dépenses publiques, la mesure consistant à augmenter l'IPP ne peut qu'améliorer la situation financière de l'Etat. Ainsi, à moyen terme, la capacité nette de financement des administrations publiques est supérieure de 1,86 milliards à son niveau de référence. Cet accroissement est très légèrement inférieur à la hausse d'IPP instaurée initialement (*ex ante*) par l'Etat (1,91 milliards).

TABLEAU 37 - Hausse de l'IPP en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,57	-0,68	-0,78	-0,84	-0,89	-0,93	-0,96	-0,99
-Consommation publique	0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
-F.B.C.F.	-0,13	-0,32	-0,36	-0,39	-0,43	-0,46	-0,48	-0,51
.Entreprises	-0,19	-0,24	-0,27	-0,29	-0,31	-0,34	-0,36	-0,38
.Etat	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	-0,67	-0,76	-0,85	-0,92	-0,99	-1,05	-1,11
-Demande intérieure totale	-0,35	-0,45	-0,52	-0,56	-0,60	-0,63	-0,65	-0,67
-Exportations	0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,01	0,02	0,02
-Importations	-0,21	-0,27	-0,31	-0,34	-0,36	-0,37	-0,38	-0,38
-PIB	-0,17	-0,20	-0,22	-0,23	-0,23	-0,24	-0,24	-0,24
Prix								
-Consommation privée	-0,03	-0,05	-0,08	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14	-0,16
-Indice santé	-0,03	-0,05	-0,08	-0,10	-0,12	-0,14	-0,15	-0,16
-Exportations	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04
-Importations	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01
-Termes d'échange	-0,00	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03
-Déflateur du PIB	-0,02	-0,05	-0,08	-0,10	-0,12	-0,14	-0,16	-0,17
Marché du travail								
-Emploi	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17
-Emploi (en milliers)	-4,06	-5,04	-5,63	-6,07	-6,44	-6,78	-7,08	-7,34
-Chômage	0,58	0,72	0,81	0,89	0,95	1,04	1,13	1,23
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,07	-0,07	-0,07	-0,07	-0,07	-0,06	-0,06	-0,06

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Revenus								
- Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00
- Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,01	-0,04	-0,06	-0,09	-0,11	-0,13	-0,14	-0,15
- Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00
- Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,05	0,02	-0,01	-0,04	-0,06	-0,09	-0,11	-0,13
- Revenu disponible réel des ménages	-0,80	-0,88	-0,95	-0,99	-1,02	-1,05	-1,07	-1,08
- Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,18	0,23	0,28	0,31	0,33	0,35	0,36	0,38
en milliards d'euros	0,49	0,68	0,83	0,95	1,06	1,16	1,26	1,36
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,38	0,38	0,41	0,42	0,44	0,45	0,47	0,49
en milliards d'euros	1,12	1,17	1,29	1,38	1,49	1,60	1,73	1,86
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
- Industrie	-0,13	-0,17	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16	-0,16
- Energie	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16
- Industries manufacturières	-0,14	-0,12	-0,09	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05	-0,05
-Biens intermédiaires	-0,07	-0,06	-0,04	-0,03	-0,02	-0,02	-0,01	-0,01
-Biens d'équipement	-0,13	-0,11	-0,10	-0,09	-0,08	-0,07	-0,07	-0,06
-Biens de consommation	-0,23	-0,19	-0,15	-0,13	-0,11	-0,10	-0,09	-0,08
- Construction	-0,14	-0,41	-0,47	-0,51	-0,54	-0,57	-0,59	-0,62
- Transports et communication	-0,24	-0,23	-0,25	-0,26	-0,26	-0,25	-0,25	-0,24
- Autres services marchands	-0,18	-0,22	-0,25	-0,26	-0,27	-0,28	-0,28	-0,28
Total secteurs marchands	-0,18	-0,21	-0,23	-0,23	-0,24	-0,24	-0,25	-0,25
Services non marchands	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,03
Emploi sectoriel								
- Industrie	-0,07	-0,12	-0,12	-0,12	-0,13	-0,13	-0,13	-0,13
- Energie	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14	-0,16	-0,17
- Industries manufacturières	-0,07	-0,07	-0,06	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,03
-Biens intermédiaires	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,01	-0,01	-0,00	0,00
-Biens d'équipement	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,03	-0,03
-Biens de consommation	-0,11	-0,12	-0,10	-0,09	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05
- Construction	-0,08	-0,24	-0,27	-0,29	-0,31	-0,32	-0,34	-0,35
- Transports et communication	-0,08	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16
- Autres services marchands	-0,13	-0,15	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,22
Total secteurs marchands	-0,11	-0,14	-0,15	-0,16	-0,17	-0,18	-0,19	-0,19
Services non marchands	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Dans le scénario salaires libres, la hausse d'IPP met en œuvre des mécanismes et génère des résultats fort semblables à ceux observés dans la version du modèle avec salaires bruts inchangés. Ceci s'explique par l'absence d'effet direct de la mesure simulée sur la détermination des salaires.

Les effets macroéconomiques dépressifs de l'augmentation de l'IPP proviennent essentiellement de la réduction de revenu disponible réel des ménages consécu-

tive à ce nouveau prélèvement (-0,81 % en t). Le repli économique qui en découle se traduit par une perte de 3 800 emplois en t. Cette hausse du chômage exerce une pression à la baisse sur les salaires bruts réels; cet effet est pris en compte dans le scénario de libre formation des salaires. Par conséquent, le coût salarial réel baisse de 0,04 % en t et de 0,37 % en t+7 (alors qu'il demeure inchangé sur toute la période dans le scénario des salaires bruts inchangés). Cette baisse du coût salarial permet de freiner les pertes d'emplois (1 700 en fin de période contre 7 300 en salaires bruts inchangés) mais renforce également la baisse de revenu disponible des ménages initialement due à la hausse de l'IPP (en t+7, -1,13 % contre -1,08 % en salaires bruts inchangés). Par ailleurs, cette diminution des coûts de production des entreprises, répercutée partiellement sur les prix de vente, accentue la baisse du niveau général des prix, initiée par la contraction de la demande (-0,29 % en t+7 contre -0,16 % en salaires bruts inchangés). La version du modèle avec salaires libres est donc un peu plus déflatatoire.

La diminution du revenu disponible amène les ménages à réduire leur consommation (-1,03 % en t+7) ainsi que leurs investissements en logement (-0,99 % en t+7). Dans ce contexte de ralentissement économique, la demande adressée aux entreprises diminue. En conséquence, celles-ci réduisent leurs investissements (-0,33 % en t+7).

Comme une partie de la baisse de la demande intérieure se reporte sur les importations, celles-ci se contractent (-0,39 % en t+7). Les exportations n'affichent qu'une très légère progression en fin de période (+0,05 %). Il en résulte un accroissement du surplus extérieur courant de l'équivalent de 0,39 % du PIB en t+7.

Globalement, la demande intérieure est réduite de 0,67 % à moyen terme, mais la baisse parallèle des importations permet de limiter la perte de PIB à 0,20 % (contre 0,24 % en salaires bruts inchangés).

Résultats sectoriels

La mesure handicape surtout les branches qui s'adressent à une clientèle intérieure (comme la construction et les services). Elle est, par contre, moins préjudiciable pour celles qui sont plutôt tournées vers l'étranger car ces dernières profitent de la baisse des prix à l'exportation. Ceci explique d'ailleurs qu'en fin de période, les branches de l'industrie manufacturière enregistrent une augmentation de leur valeur ajoutée et de leur emploi.

Finances publiques

Suite à la hausse de l'IPP, les impôts directs payés par les ménages affichent un surplus de 1,5 milliards en fin de période (pour une hausse *ex ante* d'IPP de 1,9 milliards). Tous les autres postes de recettes, et plus particulièrement les impôts indirects et les cotisations de sécurité sociale, sont en recul suite au repli de l'activité et à la spirale déflatatoire déclenchés par cette mesure. Au total, les recettes sont en hausse de 0,7 milliard en fin de période.

Les dépenses sont inférieures à leur niveau de référence, très faiblement dans un premier temps, et de façon beaucoup plus marquée au fil des années (-1,0 milliard en t+7). Cette réduction des dépenses est due à une diminution des rémunérations des salariés de l'Etat, à une baisse, en termes nominaux, des prestations sociales et, principalement, à une baisse constante des charges d'intérêt (suite à l'amélioration du solde primaire).

En fin de période, la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques affiche un surplus de 0,45 % du PIB, inférieur à la fois à la hausse *ex ante* d'IPP (à cause des effets négatifs induits de la majoration de l'IPP) mais éga-

lement au surplus généré par cette mesure dans un scénario de salaires bruts inchangés (0,49 % du PIB) et ce, principalement à cause d'une baisse de cotisations de sécurité sociale plus importante en situation de salaires libres (les emplois détruits sont moins nombreux mais, simultanément, les salaires enregistrent une baisse).

TABLEAU 38 - Hausse de l'IPP en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,58	-0,69	-0,80	-0,86	-0,92	-0,96	-1,00	-1,03
-Consommation publique	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
-F.B.C.F.	-0,13	-0,32	-0,35	-0,38	-0,40	-0,42	-0,43	-0,45
.Entreprises	-0,19	-0,24	-0,26	-0,27	-0,29	-0,30	-0,32	-0,33
.Etat	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	-0,68	-0,77	-0,84	-0,88	-0,92	-0,96	-0,99
-Demande intérieure totale	-0,36	-0,46	-0,52	-0,57	-0,60	-0,63	-0,65	-0,67
-Exportations	0,00	0,01	0,01	0,02	0,03	0,04	0,04	0,05
-Importations	-0,21	-0,28	-0,32	-0,35	-0,37	-0,38	-0,39	-0,39
-PIB	-0,17	-0,20	-0,21	-0,21	-0,21	-0,20	-0,20	-0,20
Prix								
-Consommation privée	-0,03	-0,07	-0,12	-0,16	-0,20	-0,23	-0,26	-0,29
-Indice santé	-0,03	-0,08	-0,12	-0,17	-0,21	-0,25	-0,28	-0,30
-Exportations	-0,01	-0,02	-0,04	-0,05	-0,06	-0,07	-0,08	-0,09
-Importations	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02
-Termes d'échange	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,05	-0,06	-0,06	-0,07
-Déflateur du PIB	-0,03	-0,09	-0,14	-0,19	-0,24	-0,28	-0,32	-0,35
Marché du travail								
-Emploi	-0,09	-0,10	-0,10	-0,09	-0,08	-0,07	-0,05	-0,04
-Emploi (en milliers)	-3,77	-4,27	-4,21	-3,89	-3,42	-2,88	-2,28	-1,69
-Chômage	0,54	0,61	0,60	0,56	0,49	0,43	0,35	0,26
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,08	-0,09	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14	-0,16	-0,17
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,04	-0,10	-0,17	-0,23	-0,28	-0,32	-0,35	-0,37
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,07	-0,17	-0,28	-0,38	-0,47	-0,55	-0,61	-0,66
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,04	-0,10	-0,16	-0,22	-0,27	-0,31	-0,35	-0,37
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,00	-0,09	-0,19	-0,28	-0,36	-0,42	-0,47	-0,51
-Revenu disponible réel des ménages	-0,81	-0,90	-0,98	-1,02	-1,06	-1,09	-1,11	-1,13
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,02	-0,01	0,01	0,03	0,04	0,05	0,05	0,06
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,18	0,24	0,28	0,31	0,34	0,36	0,37	0,39
en milliards d'euros	0,49	0,68	0,83	0,95	1,06	1,17	1,27	1,37
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,38	0,37	0,39	0,40	0,41	0,42	0,44	0,45
en milliards d'euros	1,10	1,13	1,23	1,30	1,39	1,49	1,60	1,73

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,13	-0,16	-0,14	-0,13	-0,12	-0,11	-0,11	-0,10
-Energie	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17
-Industries manufacturières	-0,13	-0,10	-0,07	-0,04	-0,02	-0,01	0,01	0,02
-Biens intermédiaires	-0,06	-0,05	-0,02	-0,00	0,02	0,03	0,04	0,04
-Biens d'équipement	-0,12	-0,09	-0,07	-0,05	-0,03	-0,01	-0,00	0,01
-Biens de consommation	-0,23	-0,18	-0,13	-0,09	-0,06	-0,04	-0,02	0,01
-Construction	-0,13	-0,41	-0,46	-0,49	-0,51	-0,52	-0,53	-0,54
-Transports et communication	-0,24	-0,23	-0,24	-0,24	-0,23	-0,22	-0,21	-0,20
-Autres services marchands	-0,18	-0,21	-0,24	-0,25	-0,25	-0,25	-0,25	-0,25
Total secteurs marchands	-0,18	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21	-0,20
Services non marchands	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,06	-0,09	-0,08	-0,06	-0,05	-0,03	-0,02	-0,00
-Energie	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14	-0,16	-0,17
-Industries manufacturières	-0,06	-0,06	-0,04	-0,03	-0,01	0,02	0,05	0,07
-Biens intermédiaires	-0,02	-0,02	-0,01	0,01	0,02	0,05	0,07	0,10
-Biens d'équipement	-0,04	-0,04	-0,03	-0,02	-0,00	0,01	0,03	0,05
-Biens de consommation	-0,11	-0,11	-0,08	-0,06	-0,03	-0,00	0,03	0,06
-Construction	-0,04	-0,16	-0,15	-0,14	-0,14	-0,14	-0,14	-0,15
-Transports et communication	-0,08	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07
-Autres services marchands	-0,12	-0,13	-0,13	-0,12	-0,10	-0,08	-0,06	-0,04
Total secteurs marchands	-0,10	-0,12	-0,11	-0,10	-0,09	-0,07	-0,05	-0,03
Services non marchands	-0,05	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,07	-0,07

c. Résultats dans un scénario avec salaires LABMOD

Activité et emploi

Dans cette nouvelle configuration salariale, par rapport à la version salaires libres HERMES, la hausse de l'IPP freine davantage le PIB (-0,32 % au lieu de -0,2 %) et les emplois perdus sont plus nombreux (-0,44 % au lieu de -0,04 % de l'emploi total).

Résultats sectoriels

Dans le scénario LABMOD (et contrairement à ce qui est observé dans le scénario salaires libres HERMES), toutes les branches d'activité voient leur situation se détériorer. Une ressemblance importante entre les deux scénarios réside dans le fait qu'à moyen terme, c'est surtout la situation de la construction qui se détériore par rapport à la moyenne des branches marchandes. Pour la construction, le recul de la valeur ajoutée s'élève à -0,7 %, ce qui est nettement plus élevé que la moyenne des branches marchandes (-0,34 %). La chute de l'emploi de cette branche atteint -0,59 %, soit un peu plus que la moyenne des branches marchandes (-0,54 %).

Prix

L'influence qualitativement différente sur le coût salarial réel et, donc, sur les prix à la production (une hausse au lieu d'une baisse) explique pourquoi, dans le scénario salaires-LABMOD, toutes les branches d'activité sont en recul.

Finances publiques

Dans le scénario salaires-LABMOD, l'impact sur les finances publiques est plus important que dans le scénario salaires libres HERMES (+0,56 au lieu de +0,45 point de pourcentage du PIB). L'impact sous-jacent sur les recettes et les dépenses diffère cependant beaucoup plus que ce que ne laisse soupçonner le résultat net sur les finances publiques. En raison de la hausse du taux de salaire brut (au lieu d'une baisse), l'augmentation nette de l'IPP est beaucoup plus grande (+2 082 au lieu de +1 530 millions d'euros) et davantage de recettes de sécurité sociale sont comptabilisées. La plus faible baisse du revenu disponible réel et les hausses de prix (au lieu des baisses de prix) impliquent que les effets retour sur les impôts indirects sont aussi moindres (-193 au lieu de -372 millions d'euros). Le surplus de recettes est, dans une faible mesure, freiné parce que la hausse du taux de salaire brut détériore les profits des entreprises, avec pour conséquence une baisse plus marquée de l'impôt des sociétés (-148 au lieu de -41 millions d'euros). Suite à la hausse des prix, on observe une hausse (au lieu d'une baisse) nominale de la consommation publique. La plus forte hausse du chômage et les hausses de prix expliquent pourquoi les transferts de sécurité sociale augmentent dans le scénario LABMOD alors qu'ils diminuent dans la version salaires libres de HERMES.

TABLEAU 39 - Hausse de l'IPP en salaires LABMOD
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,52	-0,62	-0,72	-0,77	-0,82	-0,85	-0,88	-0,90
-Consommation publique	-0,02	-0,04	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06
-F.B.C.F.	-0,13	-0,30	-0,36	-0,43	-0,48	-0,52	-0,56	-0,60
.Entreprises	-0,19	-0,27	-0,32	-0,37	-0,40	-0,44	-0,47	-0,50
.Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	-0,52	-0,61	-0,76	-0,87	-0,97	-1,06	-1,14
-Demande intérieure totale	-0,33	-0,43	-0,49	-0,54	-0,57	-0,60	-0,63	-0,65
-Exportations	-0,01	-0,03	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06	-0,05
-Importations	-0,18	-0,23	-0,28	-0,31	-0,33	-0,34	-0,35	-0,36
-PIB	-0,18	-0,24	-0,27	-0,29	-0,30	-0,31	-0,31	-0,32
Prix								
-Consommation privée	0,04	0,08	0,11	0,13	0,13	0,13	0,12	0,11
-Indice santé	0,04	0,09	0,12	0,13	0,14	0,14	0,13	0,12
-Exportations	0,04	0,07	0,08	0,09	0,09	0,09	0,08	0,08
-Importations	0,00	0,01	0,02	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03
-Termes d'échange	0,03	0,06	0,06	0,06	0,06	0,06	0,05	0,05
-Déflateur du PIB	0,09	0,16	0,19	0,21	0,22	0,22	0,21	0,19
Marché du travail								
-Emploi	-0,15	-0,23	-0,28	-0,32	-0,36	-0,40	-0,42	-0,44
-Emploi (en milliers)	-6,34	-9,42	-11,58	-13,59	-15,38	-16,93	-18,22	-19,28
-Chômage	0,90	1,33	1,63	1,93	2,20	2,48	2,75	3,00
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,01	0,02	0,04	0,08	0,12	0,15	0,18	0,20
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,48	0,67	0,68	0,70	0,71	0,71	0,71	0,69
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,52	0,76	0,79	0,83	0,85	0,85	0,83	0,81
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	0,48	0,68	0,68	0,70	0,72	0,72	0,71	0,70
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,52	0,72	0,71	0,72	0,70	0,66	0,61	0,56
-Revenu disponible réel des ménages	-0,71	-0,77	-0,85	-0,89	-0,93	-0,95	-0,98	-1,00
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,21	-0,27	-0,25	-0,24	-0,23	-0,21	-0,20	-0,18

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,17	0,22	0,26	0,29	0,31	0,32	0,34	0,35
en milliards d'euros	0,48	0,66	0,80	0,92	1,03	1,13	1,22	1,32
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,44	0,46	0,49	0,50	0,51	0,53	0,54	0,56
en milliards d'euros	1,29	1,41	1,53	1,63	1,74	1,86	2,00	2,14
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,16	-0,23	-0,25	-0,26	-0,28	-0,28	-0,29	-0,29
-Energie	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12	-0,13	-0,13
-Industries manufacturières	-0,17	-0,21	-0,22	-0,22	-0,22	-0,22	-0,22	-0,21
-Biens intermédiaires	-0,11	-0,15	-0,16	-0,16	-0,15	-0,15	-0,14	-0,13
-Biens d'équipement	-0,18	-0,24	-0,26	-0,27	-0,27	-0,26	-0,26	-0,26
-Biens de consommation	-0,25	-0,27	-0,27	-0,27	-0,28	-0,28	-0,28	-0,28
-Construction	-0,14	-0,38	-0,45	-0,53	-0,58	-0,63	-0,66	-0,70
-Transports et communication	-0,25	-0,28	-0,32	-0,33	-0,34	-0,34	-0,34	-0,33
-Autres services marchands	-0,19	-0,25	-0,29	-0,31	-0,32	-0,33	-0,34	-0,34
Total secteurs marchands	-0,19	-0,26	-0,29	-0,31	-0,32	-0,33	-0,33	-0,34
Services non marchands	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,12	-0,20	-0,24	-0,28	-0,33	-0,37	-0,41	-0,44
-Energie	-0,07	-0,09	-0,12	-0,15	-0,18	-0,21	-0,23	-0,26
-Industries manufacturières	-0,09	-0,13	-0,16	-0,20	-0,25	-0,30	-0,34	-0,38
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,07	-0,11	-0,17	-0,23	-0,30	-0,37	-0,44
-Biens d'équipement	-0,07	-0,12	-0,15	-0,19	-0,22	-0,26	-0,29	-0,32
-Biens de consommation	-0,13	-0,18	-0,20	-0,24	-0,28	-0,31	-0,35	-0,37
-Construction	-0,21	-0,40	-0,44	-0,49	-0,53	-0,55	-0,57	-0,59
-Transports et communication	-0,17	-0,25	-0,30	-0,34	-0,37	-0,40	-0,41	-0,42
-Autres services marchands	-0,21	-0,31	-0,38	-0,44	-0,50	-0,54	-0,57	-0,60
Total secteurs marchands	-0,18	-0,27	-0,33	-0,39	-0,44	-0,48	-0,51	-0,54
Services non marchands	-0,05	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05

2. Hausse de l'Impôt des Sociétés (I.Soc)

Rappelons que cette variante est simulée avec une version du modèle légèrement adaptée. Il est en effet possible qu'une hausse importante du taux de prélèvement sur les bénéfices des sociétés ait des effets plus importants sur les prix de production sectoriels que ne le suggère le modèle initial, les entreprises pouvant en effet décider de répercuter l'impact de la baisse de leur profit après impôts sur leur taux de marge. Pour prendre en compte ce type de comportement dans le modèle, on a réestimé économétriquement les équations de prix de production en incorporant dans les équations existantes une variable explicative supplémentaire: le taux effectif d'impôt des sociétés rapporté à l'excédent net d'exploitation.

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

La majoration de l'I.Soc a pour effet direct d'augmenter le coût d'utilisation du capital et, en conséquence, de freiner les investissements des entreprises (-0,12 % en t et -1,21 % en t+7).

Suite à cette hausse des coûts de production des entreprises, les prix de production sont supérieurs à la situation de référence (en t+7, hausse comprise entre 0,48 et 0,82 % selon les branches d'activité). Il en résulte une baisse des profits après impôts des entreprises. Toutefois, pour atténuer cet effet, les entreprises répercutent partiellement la hausse des coûts sur leurs prix de vente, entraînant une augmentation de l'indice des prix à la consommation privée de 0,08 % en t et de 0,56 % en t+7.

Cette hausse des prix conjuguée aux pertes d'emplois affaiblit le pouvoir d'achat des ménages qui, en conséquence, consomment moins (-0,11 % en t+7) et investissent moins (-0,06 % en t+7). Ce rétrécissement des débouchés sur le marché intérieur renforce la baisse des investissements des entreprises, amorcée initialement par la majoration du coût du capital. Notons également que, suite à la hausse de l'I.Soc, les bénéfices après impôts des entreprises fléchissent, ce qui diminue les revenus de la propriété des ménages actionnaires (*via* une baisse des dividendes perçus) et donc leur revenu disponible. Cet effet est toutefois peu important.

La hausse des coûts de production consécutive au relèvement de l'I.Soc est à l'origine d'une hausse des prix des exportations, le volume de ces dernières reculant de 0,15 % en fin de période. Parallèlement, on observe un recul du volume des importations (-0,12 % en fin de période) consécutive à la diminution de la demande intérieure et à la croissance des prix à l'importation. Au total, la mesure de hausse de l'I.Soc se solde par une progression du solde extérieur courant de l'équivalent de 0,10 % du PIB en fin de période.

Au total, le PIB réel accuse une perte de 0,05 % en t et de 0,28 % en t+7. Ce ralentissement de l'activité s'accompagne de pertes d'emplois s'élevant, respectivement, à 450 et 6 300 unités.

Il faut noter que cette mesure ne déploie pas immédiatement ses effets ; en début de période, les conséquences de l'augmentation de l'I.Soc sont relativement peu importantes avant de croître au fil des années. Les effets induits de cette mesure, tant sur le niveau d'activité que sur l'emploi, transitent en effet notamment par le canal des prix, en hausse progressive.

Résultats sectoriels

La hausse de l'I.Soc porte préjudice aux entreprises de toutes les branches d'activité. Elle s'avère particulièrement néfaste pour les branches industrielles. Ces dernières étant exposées, elles subissent en première ligne les effets de la perte de compétitivité consécutive à la hausse de l'I.Soc.

Finances publiques

Pour les finances publiques, cette mesure paraît particulièrement intéressante. Son rendement *ex post* (en termes d'amélioration de la capacité nette de financement) dépasse en effet la recette escomptée *ex ante*. Cela s'explique principalement par l'effet prix positif qui croît progressivement.

Ainsi, étant donné les destructions d'emplois et la perte de pouvoir d'achat que subissent les ménages, on s'attend à observer une baisse des impôts directs payés par les ménages, des cotisations de sécurité sociale et des impôts indirects. L'effet prix positif annule toutefois cet effet volume négatif en permettant l'élargissement, en termes nominaux, des assiettes fiscales et parafiscales. Par conséquent, dès l'année t (et de façon croissante par la suite), le niveau de toutes les catégories de recettes précitées est supérieur à celui de la simulation de référence.

La hausse des prix associée à l'augmentation du nombre de chômeurs augmente les dépenses primaires de l'Etat. Les charges d'intérêt, par contre, sont orientées à la baisse grâce à l'embellissement du solde primaire.

En fin de période, la capacité nette de financement de l'Etat affiche un surplus de 0,60 % du PIB, suite à une hausse initiale *ex ante* de 0,50 % du PIB.

TABLEAU 40 - Hausse de l'I.Soc en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,02	-0,05	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,11	-0,11
-Consommation publique	-0,01	-0,02	-0,01	-0,01	-0,01	0,00	0,00	0,01
-F.B.C.F.	-0,08	-0,21	-0,33	-0,46	-0,57	-0,67	-0,75	-0,84
.Entreprises	-0,12	-0,32	-0,49	-0,65	-0,80	-0,94	-1,07	-1,21
.Etat	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,02	0,02	-0,02	-0,04	-0,06	-0,04	-0,06
-Demande intérieure totale	-0,04	-0,08	-0,12	-0,15	-0,19	-0,21	-0,23	-0,25
-Exportations	-0,01	-0,05	-0,08	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15
-Importations	0,01	0,00	-0,02	-0,04	-0,07	-0,09	-0,10	-0,12
-PIB	-0,05	-0,12	-0,17	-0,20	-0,23	-0,25	-0,27	-0,28
Prix								
-Consommation privée	0,08	0,19	0,29	0,38	0,44	0,49	0,53	0,56
-Indice santé	0,08	0,20	0,31	0,39	0,46	0,51	0,55	0,58
-Exportations	0,04	0,11	0,15	0,18	0,20	0,22	0,23	0,24
-Importations	0,01	0,03	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,09
-Termes d'échange	0,03	0,07	0,10	0,12	0,13	0,14	0,14	0,14
-Déflateur du PIB	0,12	0,28	0,41	0,52	0,60	0,65	0,69	0,73
Marché du travail								
-Emploi	-0,01	-0,03	-0,06	-0,08	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14
-Emploi (en milliers)	-0,45	-1,36	-2,43	-3,33	-4,13	-4,87	-5,57	-6,34
-Chômage	0,06	0,20	0,35	0,49	0,62	0,76	0,91	1,09
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,04	-0,09	-0,12	-0,13	-0,14	-0,14	-0,14	-0,13
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,01	-0,03	-0,03	-0,02	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,06	0,16	0,26	0,36	0,43	0,48	0,52	0,55
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,02	-0,03	-0,03	-0,02	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,10	0,25	0,38	0,48	0,56	0,61	0,65	0,67
-Revenu disponible réel des ménages	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,02	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,06	0,07

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,01	0,02	0,03	0,04	0,06	0,07	0,08	0,10
en milliards d'euros	0,03	0,08	0,12	0,18	0,25	0,31	0,37	0,44
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,49	0,49	0,50	0,51	0,54	0,55	0,57	0,60
en milliards d'euros	1,40	1,46	1,54	1,65	1,78	1,89	2,06	2,24
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,08	-0,19	-0,27	-0,33	-0,37	-0,40	-0,42	-0,44
-Energie	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
-Industries manufacturières	-0,10	-0,23	-0,33	-0,39	-0,43	-0,45	-0,47	-0,49
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,23	-0,32	-0,37	-0,40	-0,41	-0,42	-0,42
-Biens d'équipement	-0,12	-0,28	-0,38	-0,45	-0,50	-0,54	-0,56	-0,59
-Biens de consommation	-0,08	-0,20	-0,29	-0,35	-0,40	-0,44	-0,48	-0,50
-Construction	-0,05	-0,12	-0,19	-0,27	-0,33	-0,39	-0,42	-0,46
-Transports et communication	-0,06	-0,13	-0,19	-0,23	-0,26	-0,28	-0,29	-0,30
-Autres services marchands	-0,04	-0,08	-0,12	-0,15	-0,17	-0,18	-0,20	-0,21
Total secteurs marchands	-0,06	-0,13	-0,19	-0,23	-0,26	-0,28	-0,29	-0,31
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,02	-0,07	-0,13	-0,18	-0,24	-0,29	-0,33	-0,38
-Energie	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,06	-0,07	-0,09	-0,10
-Industries manufacturières	-0,04	-0,11	-0,17	-0,24	-0,30	-0,36	-0,41	-0,47
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,12	-0,22	-0,34	-0,47	-0,61	-0,75	-0,90
-Biens d'équipement	-0,04	-0,10	-0,15	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21
-Biens de consommation	-0,04	-0,10	-0,15	-0,19	-0,22	-0,25	-0,27	-0,29
-Construction	0,02	0,02	-0,03	-0,07	-0,12	-0,15	-0,17	-0,20
-Transports et communication	-0,01	-0,02	-0,05	-0,08	-0,10	-0,13	-0,15	-0,17
-Autres services marchands	-0,01	-0,03	-0,05	-0,06	-0,07	-0,08	-0,09	-0,10
Total secteurs marchands	-0,01	-0,04	-0,07	-0,10	-0,12	-0,14	-0,16	-0,18
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Comme dans le scénario salaires bruts inchangés, la hausse de l'I.Soc a pour effet direct d'augmenter le coût du facteur de production capital et, en conséquence, de diminuer les investissements des entreprises (-1,24 % en t+7). En cas de libre formation des salaires, le coût d'un autre facteur de production est également modifié. En effet, suite au renforcement de la fiscalité des entreprises, un repli de l'activité économique s'installe, accompagné d'une hausse du chômage. Dans le scénario salaires libres, l'effet de la hausse du chômage sur les salaires bruts réels (-0,03 % en t et -0,12 % en t+7) est pris en compte. Le coût salarial réel s'en trouve diminué de 0,04 % en t et de 0,13 % en t+7.

Au total, les coûts de production des entreprises augmentent et celles-ci répercutent partiellement cette hausse des coûts sur les prix de vente, entraînant une augmentation de l'indice des prix à la consommation privée de 0,07 % en t et de 0,51 % en t+7. Cette hausse est toutefois un peu moins marquée qu'en salaires bruts inchangés (+0,56 % en t+7) et ce grâce à la baisse des coûts salariaux réels observée en salaires libres.

Cette hausse des prix conjuguée aux pertes d'emplois affaiblit le pouvoir d'achat des ménages qui, en conséquence, consomment moins (-0,13 % en t+7). Ce rétrécissement des débouchés sur le marché intérieur renforce la baisse des investissements des entreprises, amorcée initialement par la majoration du coût du capital. Notons également que, suite à la hausse de l'I.Soc, les bénéfices après impôts des entreprises fléchissent, ce qui diminue les revenus de la propriété des ménages actionnaires (*via* une baisse des dividendes perçus) et donc de leur revenu disponible. Cet effet est toutefois peu important.

Par ailleurs, cette hausse des coûts de production provoque une hausse des prix à l'exportation (+0,22 % en t+7) et, partant, une perte de compétitivité. Les exportations s'en trouvent diminuées (-0,14 % en fin de période). Parallèlement à cette baisse, on observe une diminution du volume des importations (-0,13 % en t+7) puisqu'une partie de la diminution de demande intérieure est reportée sur l'étranger. Au total, le solde extérieur courant progresse de l'équivalent de 0,10 % du PIB en fin de période, tout comme dans le scénario des salaires bruts inchangés.

Au total, le PIB réel accuse une perte de 0,05 % en t et de 0,27 % en t+7. Ce ralentissement de l'activité s'accompagne de pertes d'emplois s'élevant, respectivement, à 350 et 4 600 unités.

Il faut noter que cette mesure ne déploie pas immédiatement ses effets ; en début de période, les conséquences de l'augmentation de l'I.Soc sont peu importantes avant de croître au fil des années. Les effets induits de cette mesure, tant sur le niveau d'activité que sur l'emploi, transitent en effet notamment par le canal des prix, en hausse progressive.

Signalons également que les résultats obtenus dans le scénario salaires libres sont, pour la plupart, très semblables à ceux dérivés en salaires bruts inchangés; ainsi, par exemple, la perte de PIB en fin de période s'élève à 0,27 % en salaires libres contre 0,28 % en salaires bruts inchangés. La seule différence majeure se situe au niveau de l'emploi: la baisse des salaires observée en salaires libres permet de limiter significativement les pertes d'emplois. Ainsi, 4 600 emplois sont détruits en fin de période, soit près de 1 800 de moins qu'en salaires bruts inchangés.

Résultats sectoriels

Les résultats sectoriels ne diffèrent que très peu en fonction du scénario salarial considéré. Les branches industrielles, qui sont surtout tournées vers l'exportation, sont celles qui, en termes relatifs, pâtissent le plus de l'augmentation des coûts de production consécutive à la hausse de l'I.Soc.

Finances publiques

Le rendement *ex post* de la hausse de l'I.Soc (en termes d'amélioration de la capacité nette de financement) dépasse la recette escomptée *ex ante*. Cela s'explique principalement par l'effet prix positif qui croît progressivement.

Tout comme dans le scénario salaires bruts inchangés, tous les postes de recettes affichent un niveau supérieur à celui de la simulation de référence. L'effet prix positif accroît les assiettes fiscales et parafiscales en termes nominaux, contrecarrant leur diminution en volume (due au repli de l'activité économique). Au total, en fin de période, les recettes affichent un surplus de 2,5 milliards.

La hausse des prix associée à l'augmentation du nombre de chômeurs augmente les dépenses primaires de l'Etat. Les charges d'intérêt, par contre, sont orientées

à la baisse grâce à l'embellissement du solde primaire. En t+7, les dépenses totales excèdent de 0,3 milliard leur niveau de référence (pour une baisse des charges d'intérêt de 0,6 milliard).

En fin de période, la capacité nette de financement de l'Etat affiche une hausse de 0,58 % du PIB, suite à une hausse initiale de l'I.Soc de 0,50 % du PIB. Le rendement de la majoration de l'I.Soc se révèle donc moins élevé pour les administrations publiques dans le scénario salaires libres que dans celui des salaires bruts inchangés (+0,60 % du PIB) et ce, essentiellement en raison de la contraction des assiettes fiscales et parafiscales provoquée par la baisse des salaires. L'augmentation de l'I.Soc demeure toutefois, aussi bien en salaires bruts inchangés qu'en salaires libres, la mesure de financement alternatif qui permet la plus forte hausse du solde public.

TABLEAU 41 - Hausse de l'I.Soc en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,03	-0,05	-0,08	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13
-Consommation publique	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	0,00	0,01	0,01	0,02
-F.B.C.F.	-0,08	-0,22	-0,34	-0,46	-0,58	-0,68	-0,76	-0,85
.Entreprises	-0,12	-0,32	-0,49	-0,66	-0,82	-0,96	-1,10	-1,24
.Etat	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,02	0,01	-0,01	-0,02	-0,03	0,01	0,01
-Demande intérieure totale	-0,04	-0,08	-0,12	-0,16	-0,19	-0,21	-0,24	-0,26
-Exportations	-0,01	-0,05	-0,08	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,14
-Importations	0,01	-0,00	-0,03	-0,05	-0,07	-0,09	-0,11	-0,13
-PIB	-0,05	-0,12	-0,17	-0,20	-0,23	-0,25	-0,26	-0,27
Prix								
-Consommation privée	0,07	0,18	0,28	0,36	0,42	0,47	0,50	0,51
-Indice santé	0,08	0,19	0,29	0,38	0,44	0,49	0,52	0,54
-Exportations	0,04	0,10	0,14	0,17	0,20	0,21	0,22	0,22
-Importations	0,01	0,03	0,05	0,06	0,07	0,08	0,08	0,09
-Termes d'échange	0,03	0,07	0,10	0,11	0,13	0,13	0,13	0,13
-Déflateur du PIB	0,11	0,27	0,40	0,50	0,57	0,62	0,65	0,67
Marché du travail								
-Emploi	-0,01	-0,03	-0,05	-0,06	-0,08	-0,09	-0,10	-0,10
-Emploi (en milliers)	-0,35	-1,12	-2,01	-2,72	-3,30	-3,79	-4,19	-4,56
-Chômage	0,05	0,16	0,29	0,40	0,48	0,57	0,65	0,73
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,05	-0,10	-0,13	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17	-0,17
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,03	-0,06	-0,07	-0,07	-0,07	-0,09	-0,11	-0,13
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,04	0,12	0,21	0,29	0,35	0,38	0,39	0,38
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,04	-0,06	-0,07	-0,06	-0,07	-0,08	-0,10	-0,13
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,08	0,22	0,34	0,44	0,50	0,54	0,55	0,54
-Revenu disponible réel des ménages	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	0,02	0,05	0,05	0,06	0,07	0,08	0,09	0,10
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,01	0,02	0,03	0,05	0,06	0,08	0,09	0,10
en milliards d'euros	0,03	0,08	0,13	0,19	0,26	0,32	0,39	0,46

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,49	0,49	0,50	0,52	0,54	0,54	0,56	0,58
en milliards d'euros	1,40	1,47	1,55	1,66	1,78	1,88	2,02	2,16
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,08	-0,19	-0,27	-0,32	-0,36	-0,39	-0,41	-0,43
-Energie	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04
-Industries manufacturières	-0,10	-0,23	-0,32	-0,38	-0,42	-0,45	-0,47	-0,48
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,23	-0,32	-0,37	-0,39	-0,40	-0,41	-0,41
-Biens d'équipement	-0,12	-0,28	-0,38	-0,45	-0,50	-0,54	-0,56	-0,58
-Biens de consommation	-0,08	-0,20	-0,28	-0,35	-0,40	-0,44	-0,47	-0,49
-Construction	-0,05	-0,12	-0,20	-0,27	-0,33	-0,38	-0,40	-0,44
-Transports et communication	-0,06	-0,13	-0,19	-0,22	-0,25	-0,27	-0,28	-0,29
-Autres services marchands	-0,04	-0,08	-0,12	-0,14	-0,16	-0,18	-0,19	-0,20
Total secteurs marchands	-0,06	-0,13	-0,19	-0,23	-0,25	-0,27	-0,29	-0,30
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,02	-0,07	-0,12	-0,17	-0,22	-0,27	-0,31	-0,35
-Energie	-0,01	-0,02	-0,03	-0,05	-0,07	-0,09	-0,12	-0,14
-Industries manufacturières	-0,04	-0,11	-0,17	-0,23	-0,30	-0,36	-0,42	-0,48
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,12	-0,22	-0,34	-0,47	-0,62	-0,77	-0,92
-Biens d'équipement	-0,04	-0,10	-0,14	-0,17	-0,19	-0,21	-0,22	-0,24
-Biens de consommation	-0,04	-0,10	-0,15	-0,19	-0,22	-0,24	-0,26	-0,28
-Construction	0,02	0,03	0,00	-0,03	-0,06	-0,07	-0,08	-0,08
-Transports et communication	-0,00	-0,01	-0,04	-0,06	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12
-Autres services marchands	-0,01	-0,02	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,04
Total secteurs marchands	-0,01	-0,03	-0,06	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

3. Introduction d'une Cotisation sur la Valeur Ajoutée (CVA)

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

L'introduction de la CVA a pour effet immédiat de gonfler les prix et de réduire le PIB en volume. Dès la première année d'introduction de la mesure, celui-ci perd 0,08 % et la perte s'élève à 0,21 % en fin de période.

Les effets macroéconomiques dépressifs de l'introduction de la CVA découlent de la hausse des prix et de l'érosion de la compétitivité du secteur privé. La rentabilité de celui-ci est également entamée. Il en résulte une baisse de l'activité en général et une réduction des revenus. La diminution du revenu disponible des ménages entraîne une baisse de la consommation: celle-ci diminue de 0,06 % en t et de 0,12 % en t+7.

L'investissement est également freiné par l'introduction de la CVA. La baisse atteint 0,06 % en t et 0,37 % en t+7. Cette baisse s'explique à la fois par une réduction des investissements en logements (suite à la chute du revenu disponible) et par une certaine contraction des investissements des entreprises (baisse des débouchés intérieurs et réduction de la rentabilité du capital).

Cette mesure a également pour effet de réduire le taux d'excédent brut des entreprises. Ce tassement contribue à réduire les investissements privés et, par là, la demande intérieure. Cette dernière est également affectée (voir plus haut) par le recul de la consommation privée et des investissements en logements.

Par ailleurs, l'introduction de la CVA a pour effet de réduire les exportations, du fait de la hausse des prix à l'exportation et de la perte de compétitivité qui s'ensuit. Le volume des importations est également en baisse. Au total, l'introduction d'une CVA se solde par une progression du solde extérieur courant de l'équivalent de 0,08 % du PIB en fin de période.

Au total, l'emploi baisse de quasiment 6 000 unités en fin de période.

Résultats sectoriels

L'activité sectorielle est affectée à des degrés divers par la mesure. La perte d'activité est particulièrement sensible pour les biens de consommation et la construction. Par contre, la valeur ajoutée de l'énergie ne baisse quasiment pas (le facteur énergie bénéficiant de substitutions en sa faveur, en raison de l'introduction d'une cotisation assise sur les facteurs primaires). Le recul est également général pour l'emploi sectoriel.

Finances publiques

Au total, cette variante permet d'augmenter la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques de 1,2 milliards en t et de 2,0 milliards en t+7.

Ce résultat s'explique par différents mouvements affectant les recettes et dépenses publiques. Les recettes s'accroissent de 1,4 milliards en t et de 2,3 milliards en t+7. L'accroissement total des recettes en fin de période dépasse donc le rendement de la nouvelle taxe, mais ce résultat est purement nominal et s'explique, en effet, par le gonflement nominal des impôts payés par les ménages. Par contre, on note un recul assez sensible du rendement de l'impôt des sociétés. Les dépenses hors charges d'intérêts sont également en hausse (hausse des prix et du chômage). Par ailleurs, les charges d'intérêts sont en constante diminution dès la deuxième année grâce à l'amélioration progressive du solde primaire. Les dépenses publiques totales s'accroissent dès lors de 0,3 milliard en fin de période.

TABLEAU 42 - Introduction d'une CVA en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,06	-0,09	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12
-Consommation publique	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,04
-F.B.C.F.	-0,06	-0,07	-0,14	-0,21	-0,26	-0,30	-0,33	-0,37
.Entreprises	-0,09	-0,14	-0,20	-0,25	-0,30	-0,33	-0,37	-0,41
.Etat	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,10	-0,02	-0,13	-0,22	-0,29	-0,35	-0,40
-Demande intérieure totale	-0,06	-0,08	-0,11	-0,13	-0,14	-0,15	-0,15	-0,16
-Exportations	-0,02	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,12	-0,12
-Importations	0,00	-0,02	-0,03	-0,04	-0,05	-0,06	-0,07	-0,07
-PIB	-0,08	-0,12	-0,15	-0,17	-0,19	-0,20	-0,20	-0,21
Prix								
-Consommation privée	0,12	0,22	0,30	0,36	0,40	0,43	0,46	0,47
-Indice santé	0,13	0,23	0,32	0,38	0,42	0,46	0,48	0,50
-Exportations	0,08	0,12	0,15	0,17	0,18	0,19	0,20	0,20
-Importations	0,02	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,06
-Termes d'échange	0,07	0,10	0,11	0,12	0,13	0,14	0,14	0,14
-Déflateur du PIB	0,21	0,34	0,43	0,50	0,55	0,59	0,61	0,63
Marché du travail								
-Emploi	-0,03	-0,05	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13
-Emploi (en milliers)	-1,18	-2,03	-2,81	-3,50	-4,12	-4,69	-5,22	-5,73
-Chômage	0,17	0,29	0,40	0,51	0,61	0,72	0,83	0,96
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,05	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,02	-0,02	-0,01	-0,00	0,00	0,01	0,01	0,01
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,10	0,20	0,29	0,35	0,41	0,44	0,47	0,49
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,02	-0,02	-0,01	-0,00	0,00	0,01	0,01	0,01
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,15	0,27	0,37	0,44	0,49	0,52	0,54	0,55
-Revenu disponible réel des ménages	-0,09	-0,13	-0,17	-0,20	-0,22	-0,24	-0,25	-0,27
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,43	-0,42	-0,42	-0,42	-0,41	-0,41	-0,40	-0,39
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,03	0,03	0,04	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08
en milliards d'euros	0,11	0,13	0,18	0,22	0,26	0,29	0,33	0,36
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,41	0,41	0,42	0,44	0,46	0,47	0,49	0,51
en milliards d'euros	1,20	1,25	1,33	1,43	1,54	1,67	1,81	1,96
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,10	-0,15	-0,19	-0,21	-0,23	-0,25	-0,26	-0,27
-Energie	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00	-0,00
-Industries manufacturières	-0,12	-0,19	-0,23	-0,25	-0,26	-0,28	-0,28	-0,29
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21
-Biens d'équipement	-0,15	-0,23	-0,27	-0,29	-0,31	-0,32	-0,33	-0,33
-Biens de consommation	-0,12	-0,20	-0,24	-0,27	-0,30	-0,33	-0,34	-0,36
-Construction	-0,05	-0,06	-0,14	-0,20	-0,25	-0,29	-0,32	-0,35
-Transports et communication	-0,09	-0,15	-0,18	-0,20	-0,22	-0,23	-0,24	-0,24
-Autres services marchands	-0,07	-0,11	-0,14	-0,16	-0,17	-0,18	-0,18	-0,19
Total secteurs marchands	-0,08	-0,13	-0,17	-0,19	-0,21	-0,22	-0,23	-0,23
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,04	-0,07	-0,10	-0,14	-0,17	-0,20	-0,23	-0,26
-Energie	-0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,06
-Industries manufacturières	-0,05	-0,09	-0,12	-0,15	-0,19	-0,22	-0,26	-0,29
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,08	-0,12	-0,17	-0,24	-0,31	-0,39	-0,47
-Biens d'équipement	-0,05	-0,09	-0,11	-0,12	-0,13	-0,13	-0,14	-0,15
-Biens de consommation	-0,06	-0,11	-0,13	-0,16	-0,18	-0,20	-0,21	-0,23
-Construction	-0,02	-0,02	-0,07	-0,11	-0,15	-0,18	-0,20	-0,22
-Transports et communication	-0,00	-0,02	-0,04	-0,06	-0,08	-0,09	-0,10	-0,11
-Autres services marchands	-0,04	-0,06	-0,08	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13
Total secteurs marchands	-0,03	-0,06	-0,08	-0,10	-0,12	-0,13	-0,15	-0,16
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires

Activité et emploi

Les résultats de l'introduction d'une CVA dans le scénario salaires libres sont fort semblables à ceux obtenus en salaires bruts inchangés. La principale différence réside au niveau des indicateurs relatifs au marché du travail.

En salaires libres, la hausse du chômage causée par l'introduction de la nouvelle taxe a pour effet de pousser les salaires bruts réels à la baisse (-0,07 % en t+7 contre +0,01 % en salaires bruts inchangés¹). De ce fait, les destructions d'emploi sont freinées: elles s'élèvent à 4 800 unités en salaires libres, ce qui représente 900 emplois perdus de moins qu'en salaires bruts inchangés.

Pour le reste, les résultats obtenus en salaires libres ne sont pas significativement différents de ceux observés en salaires bruts inchangés. Ainsi, par exemple, la baisse de revenu disponible des ménages n'est que très légèrement plus marquée en salaires libres (-0,29 % en t+7 contre -0,27 %) tandis que la hausse des prix à la consommation privée est un peu moins importante en salaires libres (+0,45 % en t+7 contre +0,47 %). L'effet de l'introduction d'une CVA sur le solde extérieur courant est identique quelle que soit la configuration salariale retenue; il s'élève à l'équivalent de +0,08 % du PIB en t+7.

Au total, le PIB est réduit de 0,21 % en fin de période dans les deux scénarios salariaux.

Résultats sectoriels

Bien que toutes les branches d'activité enregistrent un recul de leur valeur ajoutée et de leur emploi suite à la mise en place d'une CVA, les branches les plus affectées sont la construction et les biens de consommation sur le plan de l'activité et les biens intermédiaires sur le plan de l'emploi.

Finances publiques

Les conséquences de l'introduction d'une CVA sur les finances publiques ne diffèrent guère en fonction du scénario salarial considéré. Le surplus de recettes est légèrement moins élevé en salaires libres (en raison de la baisse des salaires). Les dépenses progressent, par contre, un peu moins (l'augmentation des dépenses indexées et des transferts de sécurité sociale est un peu moins importante qu'en

1. Cette petite hausse des salaires bruts réels dans le scénario salaires bruts inchangés peut tout aussi bien être la conséquence de glissements intersectoriels dans l'activité économique que de changements intrasectoriels entre catégories de travail.

salaires bruts inchangés). Au total, l'amélioration de la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques est comparable puisqu'elle atteint, en fin de période, 0,51 % en salaires bruts inchangés et 0,50 % en salaires libres.

TABLEAU 43 - Introduction d'une CVA en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,07	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13	-0,13	-0,13	-0,14
-Consommation publique	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05
-F.B.C.F.	-0,06	-0,07	-0,14	-0,21	-0,26	-0,31	-0,35	-0,39
.Entreprises	-0,09	-0,14	-0,20	-0,25	-0,29	-0,33	-0,37	-0,41
.Etat	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
.Logements	0,00	0,09	-0,03	-0,15	-0,25	-0,34	-0,42	-0,48
-Demande intérieure totale	-0,06	-0,08	-0,11	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,17
-Exportations	-0,02	-0,06	-0,08	-0,10	-0,10	-0,11	-0,11	-0,11
-Importations	-0,00	-0,02	-0,03	-0,05	-0,06	-0,06	-0,07	-0,08
-PIB	-0,08	-0,12	-0,15	-0,17	-0,18	-0,19	-0,20	-0,21
Prix								
-Consommation privée	0,11	0,21	0,29	0,35	0,39	0,42	0,44	0,45
-Indice santé	0,12	0,22	0,30	0,36	0,41	0,44	0,46	0,47
-Exportations	0,08	0,12	0,14	0,16	0,17	0,18	0,18	0,19
-Importations	0,01	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05	0,06	0,06
-Termes d'échange	0,07	0,09	0,11	0,12	0,13	0,13	0,13	0,13
-Déflateur du PIB	0,20	0,33	0,42	0,48	0,53	0,57	0,59	0,60
Marché du travail								
-Emploi	-0,03	-0,04	-0,06	-0,07	-0,09	-0,10	-0,10	-0,11
-Emploi (en milliers)	-1,06	-1,82	-2,57	-3,18	-3,70	-4,14	-4,51	-4,81
-Chômage	0,15	0,26	0,37	0,46	0,53	0,61	0,69	0,75
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,05	-0,08	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09	-0,09
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,05	-0,05	-0,04	-0,03	-0,03	-0,03	-0,05	-0,07
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,06	0,16	0,25	0,32	0,36	0,38	0,39	0,38
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,05	-0,05	-0,04	-0,03	-0,03	-0,03	-0,05	-0,07
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,11	0,23	0,34	0,41	0,45	0,47	0,47	0,46
-Revenu disponible réel des ménages	-0,09	-0,14	-0,17	-0,20	-0,22	-0,24	-0,27	-0,29
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,42	-0,41	-0,41	-0,41	-0,40	-0,39	-0,38	-0,37
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,03	0,04	0,05	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08
en milliards d'euros	0,11	0,14	0,18	0,22	0,26	0,29	0,33	0,37
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,41	0,41	0,42	0,44	0,45	0,47	0,49	0,50
en milliards d'euros	1,18	1,23	1,32	1,42	1,53	1,65	1,78	1,91

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,09	-0,15	-0,18	-0,21	-0,23	-0,24	-0,25	-0,26
-Energie	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
-Industries manufacturières	-0,12	-0,19	-0,22	-0,24	-0,25	-0,26	-0,27	-0,27
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,17	-0,19	-0,19	-0,19	-0,19	-0,19	-0,19
-Biens d'équipement	-0,14	-0,22	-0,26	-0,28	-0,29	-0,30	-0,31	-0,31
-Biens de consommation	-0,12	-0,19	-0,23	-0,27	-0,29	-0,31	-0,33	-0,34
-Construction	-0,05	-0,06	-0,14	-0,21	-0,26	-0,31	-0,35	-0,38
-Transports et communication	-0,09	-0,14	-0,17	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,23
-Autres services marchands	-0,07	-0,11	-0,14	-0,15	-0,17	-0,18	-0,18	-0,19
Total secteurs marchands	-0,08	-0,13	-0,16	-0,19	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23
Services non marchands	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,04	-0,07	-0,11	-0,14	-0,18	-0,21	-0,23	-0,26
-Energie	-0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05
-Industries manufacturières	-0,05	-0,09	-0,12	-0,14	-0,17	-0,21	-0,24	-0,27
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,07	-0,11	-0,16	-0,22	-0,29	-0,36	-0,43
-Biens d'équipement	-0,05	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15
-Biens de consommation	-0,06	-0,10	-0,13	-0,15	-0,17	-0,18	-0,19	-0,20
-Construction	-0,01	-0,02	-0,09	-0,15	-0,19	-0,23	-0,25	-0,26
-Transports et communication	0,00	-0,01	-0,03	-0,06	-0,07	-0,09	-0,09	-0,10
-Autres services marchands	-0,03	-0,05	-0,07	-0,08	-0,08	-0,09	-0,09	-0,10
Total secteurs marchands	-0,03	-0,05	-0,07	-0,09	-0,11	-0,12	-0,13	-0,14
Services non marchands	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00

c. Résultats dans un scénario avec salaires LABMOD

Activité sectorielle

Nous avons mentionné précédemment que les effets sur le PIB obtenus dans le cadre de la configuration salariale LABMOD sont assez semblable aux résultats du scénario avec salaires libres (les impacts sur l'emploi étant plus faibles). Les effets sectoriels sont également assez proches, tant en ampleur qu'en hiérarchie. La perte de valeur ajoutée la plus importante se concentre dans les biens d'équipement, les biens de consommation et la construction; les pertes d'emploi les plus fortes sont localisées dans les biens intermédiaires, les biens de consommation et la construction.

Finances publiques

En ce qui concerne les finances publiques, on note également des impacts à moyen terme quasiment identiques sur le solde public (+0,49 % au lieu de +0,50 % du PIB). De plus, les recettes et dépenses publiques réagissent qualitativement d'une manière analogue. On note seulement quelques différences quantitatives pour les recettes: la CVA rapporte 1 940 millions d'euros dans cette configuration (au lieu de 1 914 millions en salaires libres); l'IPP est majoré de 41 millions d'euros (au lieu de 120); les impôts indirects augmentent de 106 millions (au lieu de 128); enfin, les recettes de cotisation sociale s'accroissent de 76 millions (contre 143). En ce qui concerne les dépenses, on note une moindre hausse de la consommation publique (369 millions au lieu de 419) et des transferts de sécurité sociale (255 millions au lieu de 305), en raison de hausses de prix moins élevées.

TABLEAU 44 - Introduction d'une CVA en salaires LABMOD*(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)*

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
- Consommation privée	-0,06	-0,10	-0,13	-0,14	-0,15	-0,15	-0,15	-0,15
- Consommation publique	-0,04	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,04	-0,03	-0,03
- F.B.C.F.	-0,06	-0,07	-0,15	-0,21	-0,26	-0,29	-0,32	-0,35
. Entreprises	-0,09	-0,14	-0,20	-0,25	-0,28	-0,31	-0,35	-0,38
. Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
. Logements	0,00	0,11	-0,04	-0,18	-0,26	-0,32	-0,37	-0,40
- Demande intérieure totale	-0,06	-0,08	-0,12	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17
- Exportations	-0,02	-0,07	-0,08	-0,09	-0,09	-0,10	-0,10	-0,10
- Importations	0,00	-0,02	-0,04	-0,06	-0,06	-0,07	-0,08	-0,08
PIB	-0,08	-0,12	-0,15	-0,16	-0,17	-0,18	-0,19	-0,19
Prix								
-Consommation privée	0,12	0,22	0,28	0,32	0,35	0,37	0,39	0,40
-Indice santé	0,13	0,23	0,29	0,34	0,37	0,39	0,40	0,42
-Exportations	0,09	0,12	0,14	0,15	0,16	0,16	0,17	0,17
-Importations	0,02	0,03	0,03	0,04	0,04	0,05	0,05	0,05
-Termes d'échange	0,07	0,09	0,10	0,11	0,11	0,11	0,12	0,12
-Déflateur du PIB	0,22	0,33	0,40	0,44	0,47	0,49	0,51	0,52
Marché du travail								
-Emploi	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,06	-0,06	-0,06
-Emploi (en milliers)	-1,45	-1,75	-1,94	-2,14	-2,33	-2,47	-2,60	-2,75
-Chômage	0,21	0,25	0,28	0,31	0,34	0,37	0,40	0,43
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,04	-0,08	-0,11	-0,12	-0,12	-0,13	-0,13	-0,13
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,01	-0,06	-0,16	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,22
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	0,14	0,16	0,12	0,13	0,15	0,16	0,17	0,17
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	0,01	-0,06	-0,16	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,22
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,17	0,23	0,22	0,24	0,27	0,29	0,30	0,31
-Revenu disponible réel des ménages	-0,08	-0,14	-0,20	-0,23	-0,25	-0,26	-0,28	-0,30
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,44	-0,41	-0,37	-0,35	-0,35	-0,34	-0,34	-0,33
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,03	0,04	0,05	0,06	0,07	0,07	0,08	0,08
en milliards d'euros	0,11	0,13	0,19	0,23	0,27	0,30	0,34	0,37
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,42	0,41	0,41	0,42	0,43	0,45	0,47	0,49
en milliards d'euros	1,20	1,24	1,28	1,36	1,47	1,59	1,73	1,88
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,10	-0,15	-0,18	-0,20	-0,21	-0,22	-0,23	-0,24
-Energie	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
-Industries manufacturières	-0,12	-0,19	-0,22	-0,22	-0,23	-0,23	-0,24	-0,24
-Biens intermédiaires	-0,10	-0,17	-0,18	-0,18	-0,18	-0,17	-0,17	-0,17
-Biens d'équipement	-0,15	-0,23	-0,26	-0,26	-0,27	-0,27	-0,27	-0,28
-Biens de consommation	-0,13	-0,20	-0,23	-0,25	-0,27	-0,28	-0,30	-0,31
-Construction	-0,05	-0,06	-0,14	-0,21	-0,26	-0,29	-0,31	-0,34
-Transports et communication	-0,09	-0,15	-0,18	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,22
-Autres services marchands	-0,07	-0,11	-0,14	-0,15	-0,16	-0,16	-0,17	-0,17
Total secteurs marchands	-0,09	-0,13	-0,16	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,21
Services non marchands	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,04	-0,07	-0,09	-0,11	-0,13	-0,15	-0,17	-0,19
-Energie	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03	-0,03	-0,04	-0,04
-Industries manufacturières	-0,05	-0,09	-0,12	-0,14	-0,16	-0,17	-0,19	-0,21
-Biens intermédiaires	-0,04	-0,08	-0,11	-0,15	-0,21	-0,26	-0,32	-0,38
-Biens d'équipement	-0,05	-0,09	-0,10	-0,10	-0,10	-0,09	-0,09	-0,08
-Biens de consommation	-0,06	-0,11	-0,13	-0,14	-0,15	-0,15	-0,15	-0,15
-Construction	-0,03	-0,01	-0,03	-0,07	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14
-Transports et communication	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,04
-Autres services marchands	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
Total secteurs marchands	-0,04	-0,05	-0,06	-0,06	-0,07	-0,07	-0,07	-0,08
Services non marchands	0,00	-0,01	-0,01	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,00

4. Introduction d'une Cotisation Sociale Généralisée (CSG)

a. Résultats dans un scénario de salaires bruts inchangés

Activité et emploi

Les effets macroéconomiques dépressifs de l'introduction d'une CSG proviennent essentiellement de la réduction de revenu disponible réel des ménages consécutive à ce nouveau prélèvement (-0,80 % en t+7). La consommation privée des ménages diminue (-0,73 % en t+7) ainsi que leurs investissements (-0,82 % en t+7).

Les investissements des entreprises sont également freinés par l'introduction d'une CSG (-0,46 % en t+7) suite, d'une part, au rétrécissement des débouchés sur le marché intérieur et, d'autre part, à la réduction du taux de rentabilité du capital provoquée par l'instauration de la CSG sur les revenus des sociétés.

Les conséquences de la mise en place d'une CSG sur le niveau des prix sont doubles. D'une part, les entreprises essaient de répercuter, dans la mesure du possible, la hausse de leurs charges sur les prix de vente, ce qui pousse ces derniers à la hausse. D'autre part, le recul de l'activité et de la demande engendrés par l'introduction de la nouvelle taxe entraînent une réduction des taux d'utilisation, ce qui oriente les prix à la baisse. Au total, l'effet net sur les prix est négatif et s'élève, en fin de période, à -0,06 %.

En ce qui concerne le commerce extérieur, l'introduction de la CSG n'introduit aucune modification des prix à l'exportation et à l'importation ni du volume des exportations. Le volume des importations, par contre, est affecté par la réduction de l'activité intérieure et de la consommation. Le solde extérieur courant s'apprécie de l'équivalent de 0,29 % du PIB en fin de période.

Au total, l'introduction d'une CSG a pour effet de réduire le PIB en volume, de 0,13 % dès la première année d'entrée en vigueur de la mesure; cette chute atteint 0,20 % en fin de période. De son côté, l'emploi recule d'un peu plus de 3 000 unités la première année et de près du double en fin de période.

Résultats sectoriels

Tant en matière d'emploi que de valeur ajoutée, la branche construction est celle qui pâtit le plus de l'introduction d'une CSG. A l'opposé, on retrouve la branche des biens intermédiaires qui n'encourt, en termes relatifs, qu'une légère dégradation de sa valeur ajoutée (-0,04 % en t+7) et de son emploi (-0,02 % en t+7).

Finances publiques

Le ralentissement de l'activité causé par l'introduction de la nouvelle taxe a pour effet de diminuer tous les postes de recettes, seules les recettes découlant de la CSG sont largement positives. Les destructions d'emplois et la perte de revenu disponible des ménages expliquent la baisse des impôts directs et indirects payés par ces derniers ainsi que celle des cotisations de sécurité sociale. Les impôts directs payés par les entreprises diminuent également. Ces baisses de recettes sont toutefois plus que compensées par le rendement de la nouvelle taxe (2,1 milliards en t+7), de sorte qu'en fin de période, les recettes totales s'accroissent de 1,6 milliards.

Au niveau des dépenses hors charges d'intérêts, le repli de l'activité économique (et la hausse du chômage qui s'ensuit) donne lieu à une augmentation du volume des dépenses. *A contrario*, la (légère) baisse du niveau des prix entraîne une diminution des dépenses indexées. Au total, ces deux effets se neutralisent presque parfaitement de sorte que le niveau des différents postes de dépenses primaires affiche un niveau quasi inchangé par rapport à la simulation de référence. Les charges d'intérêt, par contre, sont en nette baisse en fin de période, et ce grâce à l'amélioration constante du solde primaire. Au total, les dépenses diminuent de 0,4 milliard en fin de période.

Une hausse des recettes publiques conjuguée à une baisse des dépenses se solde nécessairement par une amélioration de la capacité nette de financement des administrations publiques; le surplus atteint un peu plus de 2 milliards en fin de période, ce qui équivaut à 0,53 % du PIB.

TABLEAU 45 - Introduction d'une CSG en salaires bruts inchangés
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,43	-0,50	-0,56	-0,61	-0,65	-0,68	-0,71	-0,73
-Consommation publique	0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01	-0,01
-F.B.C.F.	-0,11	-0,26	-0,30	-0,34	-0,38	-0,42	-0,46	-0,50
.Entreprises	-0,16	-0,22	-0,25	-0,29	-0,34	-0,38	-0,42	-0,46
.Etat	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	-0,49	-0,54	-0,60	-0,66	-0,72	-0,77	-0,82
-Demande intérieure totale	-0,27	-0,34	-0,38	-0,42	-0,45	-0,48	-0,50	-0,52
-Exportations	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01	-0,00	-0,00	-0,00
-Importations	-0,16	-0,20	-0,23	-0,25	-0,27	-0,28	-0,29	-0,30
-PIB	-0,13	-0,16	-0,17	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,20
Prix								
-Consommation privée	-0,01	-0,02	-0,03	-0,03	-0,04	-0,05	-0,06	-0,06
-Indice santé	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,06	-0,07
-Exportations	-0,00	0,01	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00
-Importations	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-Termes d'échange	0,00	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01
-Déflateur du PIB	-0,00	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,04	-0,05	-0,05
Marché du travail								
-Emploi	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,12	-0,13	-0,13
-Emploi (en milliers)	-3,06	-3,81	-4,22	-4,63	-5,00	-5,33	-5,62	-5,90
-Chômage	0,44	0,55	0,61	0,68	0,74	0,81	0,90	0,99
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06	-0,06

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Revenus								
- Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,01	-0,01	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04	-0,05	-0,06
- Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	0,01	0,01	0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,05	0,04	0,03	0,02	0,01	-0,00	-0,01	-0,02
- Revenu disponible réel des ménages	-0,60	-0,65	-0,68	-0,72	-0,74	-0,76	-0,78	-0,80
- Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,03	-0,02	-0,02	-0,02
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,13	0,18	0,21	0,23	0,25	0,27	0,28	0,29
en milliards d'euros	0,37	0,51	0,62	0,72	0,81	0,90	0,98	1,07
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,46	0,45	0,46	0,48	0,49	0,50	0,51	0,53
en milliards d'euros	1,34	1,38	1,46	1,56	1,66	1,77	1,88	2,01
Activité sectorielle								
(valeurs ajoutées au prix de base en volume)								
- Industrie	-0,11	-0,14	-0,14	-0,14	-0,15	-0,15	-0,16	-0,16
- Energie	-0,08	-0,08	-0,09	-0,10	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12
- Industries manufacturières	-0,11	-0,11	-0,09	-0,09	-0,09	-0,08	-0,08	-0,08
- Biens intermédiaires	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04
- Biens d'équipement	-0,11	-0,11	-0,11	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10	-0,10
- Biens de consommation	-0,18	-0,16	-0,13	-0,13	-0,12	-0,12	-0,11	-0,11
- Construction	-0,11	-0,32	-0,36	-0,40	-0,43	-0,46	-0,49	-0,51
- Transports et communication	-0,18	-0,19	-0,20	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21	-0,21
- Autres services marchands	-0,14	-0,17	-0,19	-0,20	-0,21	-0,22	-0,22	-0,23
Total secteurs marchands	-0,14	-0,17	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,21	-0,21
Services non marchands	-0,02	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
Emploi sectoriel								
- Industrie	-0,05	-0,09	-0,09	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12
- Energie	-0,05	-0,06	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13
- Industries manufacturières	-0,05	-0,06	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05
- Biens intermédiaires	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02
- Biens d'équipement	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05	-0,05
- Biens de consommation	-0,09	-0,10	-0,08	-0,08	-0,08	-0,08	-0,07	-0,07
- Construction	-0,06	-0,17	-0,19	-0,21	-0,23	-0,25	-0,27	-0,28
- Transports et communication	-0,06	-0,07	-0,08	-0,10	-0,11	-0,12	-0,12	-0,13
- Autres services marchands	-0,10	-0,12	-0,13	-0,14	-0,15	-0,16	-0,17	-0,17
Total secteurs marchands	-0,08	-0,11	-0,12	-0,13	-0,13	-0,14	-0,15	-0,15
Services non marchands	-0,04	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05

b. Résultats dans un scénario de libre formation des salaires*Activité et emploi*

Les résultats observés suite à l'introduction d'une CSG en salaires libres ne diffèrent globalement pas beaucoup de ceux obtenus en salaires inchangés, hormis en ce qui concerne le marché du travail.

Alors qu'en salaires bruts inchangés les 3 000 emplois détruits dès la première années n'ont aucun effet sur les salaires bruts réels, il n'en va pas de même en salaires libres. Dans ce contexte salarial, la pression à la baisse sur les salaires bruts réels exercée par la hausse du chômage est prise en compte; il en résulte une diminution du coût salarial réel qui atteint -0,28 % en t+7. Cette baisse permet de limiter fortement les pertes d'emplois puisque celles-ci ne s'élèvent plus qu'à 1 700 unités en t+7. En salaires libres, les pertes d'emplois se tassent donc progressivement, contrairement à ce qui se passe en salaires bruts inchangés où les pertes d'emplois atteignent 5 900 unités en fin de période.

Pour le reste, les résultats obtenus en salaires libres sont fort semblables à ceux observés en salaires bruts inchangés. Ainsi, suite à la mise en place d'une CSG, le recul du revenu disponible réel des ménages est un peu plus marqué en salaires libres (-0,84 % en t+7 contre -0,80 %). La baisse du niveau des prix à la consommation privée est également plus prononcée en salaires libres (-0,16 % en t+7 contre -0,06 %). Enfin, dans ce contexte salarial, le solde extérieur courant est légèrement amélioré (+0,30 % du PIB contre +0,29 % du PIB en salaires bruts inchangés).

Au total, le recul de l'activité s'avère moins important en salaires libres (-0,17 % en t+7) qu'en salaires bruts inchangés (-0,20 % en t+7).

Résultats sectoriels

La mesure handicape surtout les branches qui s'adressent à une clientèle intérieure (comme la construction et les services). Par contre, les branches de l'industrie manufacturière affichent une légère progression de leur emploi en fin de période, ces branches exposées profitant de la baisse des prix à l'exportation.

Finances publiques

Alors qu'en salaires bruts inchangés, la mise en place d'une CSG permet d'améliorer la capacité nette de financement de l'ensemble des administrations publiques de 0,53 % du PIB en fin de période, cette hausse n'atteint plus que 0,50 % du PIB en salaires libres.

La réduction des dépenses totales est pourtant plus marquée en salaires libres (à cause de l'effet prix plus négatif et des moindres pertes d'emplois). Par contre, les recettes progressent moins: la baisse des salaires réels observée dans le scénario salaires libres se traduit en effet par une contraction des assiettes fiscales et parafiscales des ménages et, par là même, par des recettes correspondantes moindres.

TABLEAU 46 - Introduction d'une CSG en salaires libres
(différences en % par rapport à la simulation de base, sauf mention contraire)

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Demande et production (prix constants)								
-Consommation privée	-0,43	-0,51	-0,58	-0,63	-0,67	-0,70	-0,73	-0,76
-Consommation publique	0,00	-0,00	-0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
-F.B.C.F.	-0,11	-0,26	-0,29	-0,33	-0,36	-0,40	-0,42	-0,45
.Entreprises	-0,15	-0,21	-0,25	-0,28	-0,32	-0,35	-0,39	-0,43
.Etat	0,00	0,00	0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00
.Logements	0,00	-0,50	-0,55	-0,59	-0,63	-0,67	-0,70	-0,73
-Demande intérieure totale	-0,27	-0,34	-0,39	-0,42	-0,45	-0,48	-0,50	-0,52
-Exportations	0,00	-0,00	0,00	0,00	0,01	0,01	0,02	0,02
-Importations	-0,16	-0,21	-0,24	-0,26	-0,28	-0,29	-0,30	-0,30
-PIB	-0,13	-0,16	-0,16	-0,17	-0,17	-0,17	-0,17	-0,17
Prix								
-Consommation privée	-0,02	-0,04	-0,06	-0,08	-0,10	-0,13	-0,15	-0,16
-Indice santé	-0,02	-0,04	-0,06	-0,09	-0,11	-0,13	-0,15	-0,17
-Exportations	-0,00	-0,00	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,04	-0,04
-Importations	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,01
-Termes d'échange	-0,00	-0,00	-0,01	-0,01	-0,02	-0,02	-0,03	-0,03
-Déflateur du PIB	-0,01	-0,04	-0,07	-0,09	-0,12	-0,15	-0,17	-0,19
Marché du travail								
-Emploi	-0,07	-0,08	-0,07	-0,07	-0,06	-0,06	-0,05	-0,04
-Emploi (en milliers)	-2,83	-3,21	-3,15	-3,00	-2,74	-2,41	-2,04	-1,66
-Chômage	0,40	0,46	0,45	0,43	0,40	0,36	0,31	0,26
-Productivité par tête (secteur marchand)	-0,06	-0,08	-0,09	-0,10	-0,11	-0,12	-0,13	-0,14
Revenus								
-Salaire brut réel par tête (secteur marchand)	-0,03	-0,08	-0,13	-0,17	-0,20	-0,23	-0,26	-0,28
-Salaire coût nominal par tête (sect. marchand)	-0,05	-0,12	-0,18	-0,24	-0,30	-0,36	-0,40	-0,44
-Salaire coût réel par tête (secteur marchand)	-0,03	-0,08	-0,12	-0,16	-0,20	-0,23	-0,26	-0,28
-Coût salarial unitaire (secteur marchand)	0,01	-0,05	-0,11	-0,16	-0,21	-0,25	-0,28	-0,31
-Revenu disponible réel des ménages	-0,60	-0,66	-0,70	-0,74	-0,77	-0,80	-0,82	-0,84
-Taux d'excédent brut des entreprises en % de la valeur ajoutée (points de pourcentage)	-0,01	-0,00	0,01	0,02	0,03	0,04	0,04	0,05
Solde des opérations courantes avec le reste du monde								
en % du PIB	0,13	0,18	0,21	0,23	0,25	0,27	0,29	0,30
en milliards d'euros	0,37	0,52	0,62	0,72	0,81	0,90	0,99	1,08
Capacité ou besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques								
en % du PIB	0,46	0,45	0,45	0,46	0,47	0,48	0,49	0,50
en milliards d'euros	1,33	1,35	1,42	1,50	1,59	1,68	1,79	1,90
Activité sectorielle (valeurs ajoutées aux prix de base en volume)								
-Industrie	-0,10	-0,13	-0,13	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12	-0,12
-Energie	-0,08	-0,09	-0,09	-0,10	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12
-Industries manufacturières	-0,11	-0,10	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04	-0,04	-0,03
-Biens intermédiaires	-0,05	-0,05	-0,04	-0,03	-0,02	-0,01	-0,00	-0,00
-Biens d'équipement	-0,10	-0,09	-0,08	-0,07	-0,06	-0,06	-0,05	-0,05
-Biens de consommation	-0,18	-0,15	-0,12	-0,10	-0,09	-0,07	-0,06	-0,05
-Construction	-0,11	-0,32	-0,35	-0,38	-0,41	-0,43	-0,44	-0,46
-Transports et communication	-0,18	-0,18	-0,19	-0,20	-0,19	-0,19	-0,19	-0,18
-Autres services marchands	-0,13	-0,17	-0,18	-0,19	-0,20	-0,20	-0,20	-0,20
Total secteurs marchands	-0,14	-0,16	-0,17	-0,17	-0,18	-0,18	-0,18	-0,18
Services non marchands	-0,02	-0,01	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02	-0,02

	t	t+1	t+2	t+3	t+4	t+5	t+6	t+7
Emploi sectoriel								
-Industrie	-0,04	-0,07	-0,06	-0,06	-0,05	-0,04	-0,03	-0,02
-Energie	-0,05	-0,06	-0,07	-0,09	-0,10	-0,11	-0,13	-0,14
-Industries manufacturières	-0,05	-0,05	-0,04	-0,03	-0,02	-0,01	0,01	0,03
-Biens intermédiaires	-0,02	-0,02	-0,01	-0,00	0,01	0,02	0,04	0,05
-Biens d'équipement	-0,03	-0,04	-0,04	-0,03	-0,02	-0,01	0,00	0,01
-Biens de consommation	-0,08	-0,09	-0,07	-0,06	-0,04	-0,03	-0,00	0,02
-Construction	-0,03	-0,11	-0,11	-0,11	-0,11	-0,12	-0,12	-0,13
-Transports et communication	-0,06	-0,06	-0,07	-0,07	-0,07	-0,07	-0,07	-0,07
-Autres services marchands	-0,09	-0,10	-0,10	-0,09	-0,08	-0,06	-0,05	-0,03
Total secteurs marchands	-0,08	-0,09	-0,08	-0,08	-0,07	-0,06	-0,05	-0,04
Services non marchands	-0,04	-0,03	-0,04	-0,04	-0,04	-0,05	-0,05	-0,05